SEANCE DU MERCREDI 26 MAI 1982
VERGADERING VAN WOENSDAG 26 MEI 1982

ASSEMBLEE
PLENAIRE VERGADERING

SOMMAIRE:

CONGES:

Page 1076.

PROJETS DE LOI (Discussion):

Projet de loi contenant le budget des Voies et Moyens de l'année budgétaire 1982.

Projet de loi contenant le budget de la Dette publique de l'année budgétaire 1982.

Projet de loi ajustant le budget de la Dette publique de l'année budgétaire 1981.

Discussion générale (suite). — *Orateurs:* **M. Basecq, M. W. De Clercq,** Vice-Premier ministre et ministre des Finances et du Commerce extérieur, **MM. R. Maes, le chevalier de Donnéa, Vermeiren, Poullet, Hancké, Lepaffe, Vandenabeele, de Bruyne, de Wasseige, Van Ooteghem, Vercaigne, Capoen, Paque,** p. 1076.

PROPOSITION DE LOI (Dépôt):

Page 1101.

M. Uyttendaele. — Proposition de loi modifiant l'article 70*bis* de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme.

INHOUDSOPGAVE:

VERLOF:

Bladzijde 1076.

ONTWERPEN VAN WET (Bespreking):

Ontwerp van wet houdende de Rijksmiddelenbegroting voor het begrotingsjaar 1982.

Ontwerp van wet houdende de Rijksschuldbegroting voor het begrotingsjaar 1982.

Ontwerp van wet houdende aanpassing van de Rijksschuldbegroting voor het begrotingsjaar 1981.

Algemene bespreking (voortzetting). — *Sprekers:* **de heer Basecq, de heer W. De Clercq,** Vice-Eerste minister en minister van Financiën en Buitenlandse Handel, **de heren R. Maes, ridder de Donnéa, Vermeiren, Poullet, Hancké, Lepaffe, Vandenabeele, de Bruyne, de Wasseige, Van Ooteghem, Vercaigne, Capoen, Paque,** blz. 1076.

VOORSTEL VAN WET (Indiening):

Bladzijde 1101.

De heer Uyttendaele. — Voorstel van wet houdende wijziging van artikel 70*bis* van de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedebouw.

PRESIDENCE DE M. LEEMANS, PRESIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER LEEMANS, VOORZITTER

MM. Coen et **Kevers,** secrétaires, prennent place au bureau.
De **heren Coen** en **Kevers,** secretarissen, nemen plaats aan het bureau.

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.
De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 14 h 10 m.
De vergadering wordt geopend te 14 u. 10 m.

CONGES — VERLOF

MM. Royen, empêché; Tilquin et Grosjean, pour d'autres devoirs; Wyninckx, à l'étranger; Rutten, pour des devoirs professionnels; Goossens, Noerens et Mme Julliams, pour raison de santé, demandent d'excuser leur absence à la réunion de ce jour.

Afwezig met bericht van verhindering: de heren Royen, belet; Tilquin en Grosjean, wegens andere plichten; Wyninckx, in het buitenland; Rutten, wegens beroepsplichten; Goossens, Noerens en mevrouw Julliams, om gezondheidsredenen.

— Pris pour information.

Voor kennisgeving.

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DES VOIES ET MOYENS DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1982

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DE LA DETTE PUBLIQUE DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1982

PROJET DE LOI AJUSTANT LE BUDGET DE LA DETTE PUBLIQUE DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1981

Reprise de la discussion générale

ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE RIJKSMIDDELENBEGROTING VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1982

ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE RIJKSSCHULDBEGROTING VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1982

ONTWERP VAN WET HOUDENDE AANPASSING VAN DE RIJKSSCHULDBEGROTING VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1981

Hervatting van de algemene beraadslaging

M. le Président. — Nous reprenons la discussion des projets de loi relatifs aux budgets des Voies et Moyens et de la Dette publique.

Wij hervatten de behandeling van de ontwerpen van wet betreffende de Rijksmiddelenbegroting en de Rijksschuldbegroting.

La parole est à M. Basecq.

M. Basecq. — Monsieur le Président, monsieur le Vice-Premier ministre, chers collègues, le budget des Voies et Moyens de 1982 nous est présenté cette année de manière particulière.

Je ne vise pas ici le fait que soit devenu définitivement caduc le vieux principe de finances publiques qui voulait que l'Etat adapte ses recettes à ses dépenses. Il y a plusieurs années que l'Etat est amené à agir comme la plupart des particuliers qui voient, hélas, leurs dépenses augmenter davantage que leurs recettes.

L'économiste Keynes qui avait une vision des choses basée sur l'expansion et le plein-emploi croyait, lui aussi, que les citoyens fixaient d'abord leur niveau de dépenses puis mettaient en œuvre les moyens pour y subvenir.

Depuis que la crise s'est installée, depuis que nous avons subi le premier puis le second choc pétrolier, les valeurs semblent s'être renversées. Les années 80 sont des années de restrictions pour l'Etat et les pouvoirs publics, d'une part, et pour une grande partie des Belges, d'autre part.

Les recettes de l'Etat sont limitées, les revenus de la plupart des citoyens sont rabotés et diminuent.

Toutefois, et je tenais à l'indiquer au début de cette intervention, des mesures permettant à un nombre relativement restreint de personnes d'augmenter leurs revenus durant la crise sont prises, notamment grâce aux pouvoirs spéciaux. Je les envisagerai tout à l'heure.

Ce budget de 1982 est particulier parce qu'il nous est présenté fin mai 1982, c'est-à-dire pratiquement à la veille de l'élaboration du budget de 1983. C'est ce budget qui sera le vrai test pour le gouvernement. Je n'envisage pas ici les tensions qui peuvent résulter, en son sein, de conceptions divergentes, soit néo-libérales, soit inspirées par une doctrine démocrate-chrétienne. Je ne vise pas non plus les orientations qui existent au sein de chaque composante de la majorité sur le fait d'accorder ou non aux régions et aux communautés des moyens d'existence suffisants.

Il suffit de constater que lors de l'élaboration du budget de 1983, les postulats sur lesquels repose le budget de 1982 seront démentis et il deviendra impossible, compte tenu de l'ampleur des déficits, d'établir un budget 1983 à partir du budget 1982 tel qu'il nous est présenté.

Le gouvernement estime ses recettes fiscales à 1 082,8 milliards. Pour ce faire, il escompte une croissance du produit national brut en volume d'un demi p.c. Il s'agit là d'une vue optimiste. Faut-il répéter que le PNB a régressé en volume de 1,5 p.c. en 1981? J'ai lu avec intérêt une analyse de la conjoncture internationale effectuée par M. le ministre des Finances. Celle-ci n'est guère encourageante. Au plan mondial, la croissance dans les pays occidentaux, selon les experts de l'OCDE, ne dépassera guère 1 p.c.

Aux Etats-Unis, la récession se poursuit, au Japon, l'expansion marque un fléchissement. En Europe, la tendance est à la morosité. Pour la CEE, la croissance ne dépassera pas 1,6 p.c. M. le ministre des Finances conclut: «Le contexte international dans lequel se situe la Belgique ne permet pas d'espérer une forte expansion en 1982», et il estime que la croissance d'un demi p.c. sera due aux mesures prises par le gouvernement qui, selon lui, empêcherait la croissance négative prévue précédemment.

Il est évident que cette affirmation qui semble procéder d'un acte de foi reste à démontrer. Il existe davantage d'indices dans le sens contraire. Même si la récente dévaluation augmentait sensiblement nos exportations — et je crois que dans ce domaine le gouvernement s'est montré trop optimiste —, cet effet ne se marquerait pas suffisamment en 1982. Nous pouvons, dès lors, pratiquement exclure la demande extérieure générale.

La demande intérieure aura, quant à elle, un effet négatif. La consommation privée globale va au mieux stagner, voire régresser compte tenu de la désindexation des revenus, de leur diminution et des mesures sociales régressives. Inévitablement, les prix des matières importées vont augmenter même avec un contrôle des prix. Il en résultera une nouvelle diminution de la consommation. En outre, les dépenses publiques vont être diminuées.

Dans ces circonstances, on comprend mal comment le PNB pourrait encore augmenter d'un demi p.c. en 1982. Il ne serait pas réaliste de prétendre que les mesures destinées à stimuler l'investissement provoqueront, surtout en 1982, une augmentation du produit national brut.

Dès lors, cette première prévision, monsieur le ministre des Finances, me paraît bien utopique.

Il est évident que le gouvernement a basé sa politique sur la relance des exportations et, corrélativement, sur un essai d'encouragement aux investissements.

On peut douter que le moyen mis en œuvre, la dévaluation du 21 février, porte les fruits escomptés. Il faut bien reconnaître que la Banque Nationale a dû continuer de soutenir le franc après la dévaluation. Certaines sources estiment à 45 ou 55 milliards les interventions. Un abaissement des prix belges à l'exportation de 8,5 p.c. ne signifie pas automatiquement un *rush* sur les produits belges. Si l'on part de l'idée que la qualité d'un produit est aussi importante que son prix fixé à un niveau raisonnable, les produits belges compétitifs et de qualité se vendront de toute manière à l'étranger avec ou sans dévaluation. A l'inverse, un produit de faible qualité aura quand même peu de chance de se vendre, même s'il est 8,5 p.c. moins cher. La dévaluation ne concerne en fait que les produits belges situés entre ces deux extrêmes.

Par contre, l'effet sur les prix intérieurs va se faire sentir assez sensiblement malgré le contrôle des prix sélectifs annoncés.

C'est la raison pour laquelle je pense que la prévision du gouvernement en matière d'inflation, soit 7,5 p.c. est également plus qu'optimiste. L'année dernière, le taux d'inflation peut être modérément évalué à 7,6 p.c. alors qu'il n'y avait pas eu de dévaluation. Si nous importons 60 p.c. de notre consommation, l'effet de la dévaluation se chiffre par une inflation supplémentaire de 5,2 p.c. A ce taux doivent s'ajouter les «effets multiplicateurs». Ceux-ci joueront même compte tenu de l'indexation partielle sur les revenus de 27 350 francs.

On peut évaluer modestement l'effet multiplicateur à 2 p.c. L'addition de ces taux nous amène à une inflation de l'ordre de 14 p.c.

En résumé, monsieur le ministre, il m'apparaît utopique de prévoir en 1982, année de la dévaluation, une inflation de 7,5 p.c. alors qu'en 1981, l'inflation était de 7,6 p.c. au minimum.

Il ne faut pas se leurrer. Le contrôle des prix ne se fera que d'une manière partielle. L'administration sera submergée de dossiers complexes dont il résultera une augmentation importante et indispensable, compte tenu de l'accroissement des prix de revient.

Je pense qu'il faut être conscient que l'accroissement des recettes fiscales en 1982 proviendra non pas d'une croissance en volume du PNB mais de l'inflation accompagnée d'une non-indexation des

barèmes fiscaux. Cela signifie que la partie des revenus qui ne sera pas bloquée et qui augmentera nominalement — d'ailleurs moins vite que le coût de la vie — sera largement rabotée par l'impôt.

En d'autres termes, le revenu réel de la majeure partie de la population sera bloqué, et même décroîtra alors que le coût des produits de la consommation augmentera.

Le budget déposé m'apparaît surévalué en recettes; il présente, surtout par rapport aux propositions du gouvernement précédent, des différences majeures, et je retiendrai à ce propos trois exemples.

Les négociations du gouvernement précédent lors de l'élaboration du budget 1982, ont laissé apparaître, de la part d'un partenaire gouvernemental actuel, l'impossibilité d'arriver à un montant de recettes courantes de l'ordre de 1 150 milliards.

A l'époque le ministre des Finances avait même taxé les partenaires socialistes de prévisions non sérieuses, dires corroborés par l'actuel ministre des Affaires économiques et Premier ministre de l'époque et, aujourd'hui, oh! surprise, malgré les dégrèvements accordés par l'actuelle majorité, malgré les diminutions de recettes programmées, et notamment au niveau de la TVA, je remarque que le ministre des Finances actuel est parvenu à convaincre son partenaire gouvernemental d'un montant de recettes avoisinant les 1 150 milliards. Je remarque, en outre, que, pour arriver à ce montant, le gouvernement, compte tenu du retard dans les enrôlements, a pris en compte une somme de 12 milliards, soit 6 milliards pour retard et 6 milliards en plus pour l'année courante.

Je note également que le rapport du volontariat fiscal est prévu pour un montant de 4,7 milliards. Le gouvernement précédent l'avait pris en compte pour mémoire, ce qui montre à suffisance combien les vérités fiscales fluctuent lorsque l'un ou l'autre parti politique se trouve présent au sein de la coalition.

Le gouvernement se base également pour établir le montant de ses recettes fiscales sur un taux d'élasticité de 1,2.

Il m'apparaît que, dans les circonstances actuelles, à cause des mesures que vous avez prises, ce coefficient ne correspond plus à la réalité. En effet, en matière d'impôt des personnes physiques, la désindexation aura, dès 1982, l'effet que vous recherchez, c'est-à-dire un quasi-blocage. Vous ne pouvez pas penser que ce coefficient n'en sera pas automatiquement affecté.

D'autre part, en matière d'impôt indirect, la consommation devrait diminuer à cause de la hausse des prix. Le coefficient en ressentira également les effets. Il faut rappeler que ce coefficient de 1,2, qui se maintient depuis 1976, résulte d'une situation économique et sociale qui n'avait pas été perturbée par des mesures de restriction des revenus telles que celles que vous avez prises.

La première conclusion qu'il faut tirer est que vos recettes sont surévaluées parce que le PNB ne s'accroîtra pas en volume en 1982 comme vous le prévoyez et parce que le coefficient d'élasticité ne sera pas celui des années précédentes.

Je savais les prévisions en matière de recettes fiscales fluctuantes d'un ministre des Finances à l'autre; je savais aussi que, dans le passé, certains montants étaient fonction de l'interprétation qu'on voulait donner à certaines législations fiscales; maintenant j'apprends que, non seulement les recettes fiscales fluctuent en fonction des éléments que je viens de noter, mais qu'en plus elles fluctuent avec la couleur des partis présents au gouvernement.

Il est des limites qu'il ne faut pas dépasser; ce qui était vrai hier doit ou devait le rester et surtout lorsqu'on se targue de vouloir faire un budget «vérité». En ne prenant en compte que les simples modifications d'inscription, on arrive déjà à un total de recettes surévaluées de l'ordre de 17 milliards de francs.

En admettant que le taux d'élasticité ne pourra atteindre 1,2, je n'ose, monsieur le Vice-Premier ministre et monsieur le ministre du Budget, établir le calcul qui montrerait à suffisance que les gens peu sérieux ne sont pas nécessairement ceux qu'on a accusés hier.

Je crois pouvoir dire que le montant des recettes courantes est surévalué de l'ordre de 50 milliards, 50 milliards que le gouvernement a décidé de masquer par des artifices qui frisent l'inconscience; 50 milliards qui hypothèquent d'autant les mesures destinées prétendument à garantir notre avenir; 50 milliards qui reviennent sur le tapis aujourd'hui lorsque nous entendons le président du PRL prétendre qu'il faudra, dans le cadre de l'élaboration du budget de 1983, réaliser autant d'économies supplémentaires et gratter non plus jusqu'à l'os, mais bien jusqu'à la moelle pour les trouver.

La résurgence de cette surévaluation sur l'ensemble de la situation économique du pays fera qu'il vous restera, au mois de septembre ou d'octobre, soit à augmenter le financement monétaire de votre budget — il l'a déjà été de 20 milliards depuis votre arrivée au gouvernement —, soit de recourir à un deuxième emprunt *jumbo*.

Les perspectives en matière d'emprunt ne sont pas non plus des plus brillantes. En effet, me basant sur la pratique ***Institutional Investor***, je note que le ***rating*** d'emprunt de notre pays est en baisse continue. Le périodique fait état d'un classement semestriel des ratios de crédits estimés par les grandes banques internationales affectant les pays emprunteurs. Cette évolution porte sur 105 pays dont la moyenne de crédibilité emprunteur s'élève à 45,8 p.c., soit une perte de 4,9 p.c. pour 1980. En 1979, le ratio de crédibilité de la Belgique s'élevait à 87,3 p.c.; en 1980, à 84,4 p.c., et en 1981 à 77,3 p.c., soit une chute de 7,1 p.c. ce qui représente 75 p.c. supérieure à la moyenne générale. C'est la performance la plus mauvaise, pour 1981. En outre, elle s'aggrave en 1982 puisque notre pays se trouve à l'heure actuelle sur une ligne identique à celle de l'Italie. La Belgique se rapproche, en effet, de plus en plus de la moyenne des pays de l'Europe de l'Ouest, c'est-à-dire 73,4 p.c.

Le seul élément relativement favorable aux recettes est que l'inflation ne sera pas de 7,5 p.c. comme vous l'avancez, mais sans doute de bien davantage. Toutefois, la désindexation ne permettra pas d'obtenir des recettes fiscales proportionnelles à cette inflation galopante. Le déficit des opérations courantes que vous annoncez limiter à 251,5 milliards ne pourra être tenu, ne serait-ce que par l'estimation trop généreuse de vos recettes de plusieurs dizaines de millions.

Si on analyse les modifications qui sont apportées en matière d'impôt, on constate des distorsions qui avantagent certaines catégories de citoyens et qui en appauvrissent d'autres, ceci en plus du mécanisme de désindexation d'une part et d'augmentation des prix d'autre part.

Tout d'abord, il faut rappeler la baisse de l'impôt des sociétés qui passe de 48 à 45 p.c. avec adaptation des taux particuliers. Cette mesure est accompagnée d'immunisation de «réserve pour passif social» et de la non-reconduction des cotisations de solidarité Sol I et II.

A cela, il convient d'ajouter les immunisations à l'impôt des sociétés des capitaux investis en Belgique en 1982 et 1983 pendant cinq ou dix ans et l'encouragement à la souscription d'actions belges ou parts de fonds communs, c'est-à-dire des déductions fiscales ou des immunisations de certains montants y compris en matière de droits de succession.

Il faut encore indiquer le système de bonification par versement anticipé d'impôt, dit volontariat fiscal, ou la réduction du taux de TVA de 17 à 6 p.c. pour les opérations immobilières.

Il faut reconnaître, monsieur le Vice-Premier ministre et monsieur le ministre du Budget, que ces mesures favorisent une catégorie sociale qu'on pourrait qualifier d'aisée et qui se voit octroyer des cadeaux sous le prétexte qu'il faut encourager l'investissement.

Il s'agit là d'un espoir que vous cultivez. Etes-vous sûr que les faits ne vous démentiront pas bientôt? Notre collègue, M. Delmotte, l'a déjà souligné hier à cette tribune, mais il suffit de lire à ce propos le compte rendu de l'assemblée générale de Fabrimetal pour en être particulièrement conscient.

Par contre, au niveau des dépenses on aperçoit des coupes sombres dans les dépenses sociales; vous prévoyez des réductions de 13,9 milliards pour le secteur des pensions; de 17,6 milliards dans celui de l'emploi et du travail; de 34,9 milliards pour l'ensemble de ce que le gouvernement appelle la cellule sociale.

Faut-il citer l'augmentation du ticket modérateur, le plafonnement du pourcentage en cas de différents accidents du travail ou de maladie professionnelle, l'adaptation de la notion de salaire de base, la révision d'office des dossiers d'indemnisation de maladie professionnelle, etc.?

Que reste-t-il de la déclaration du gouvernement? Le gouvernement affirmait qu'il mènerait une politique en faveur des plus déshérités mais en définitive qui supporte en fait le poids de la crise? Chacun se le demande, mais la réponse est connue.

Monsieur le Vice-Premier ministre et ministre des Finances, monsieur le ministre du Budget, vous estimez que la lutte contre la fraude fiscale et sociale devrait rapporter 10 milliards: 7 milliards d'impôt sur le revenu et 3 milliards de TVA. Il s'agit d'un montant bien modeste quand on connaît les chiffres effarants de fraude fiscale avancés par certains spécialistes.

Il est d'ailleurs paradoxal de constater qu'au moment où le gouvernement déclare lutter contre la fraude fiscale, son arrêté n° 41 prévoit l'application des circonstances atténuantes aux fraudeurs, ce qui n'existait pas précédemment. Par contre, où en sont les mesures visant la coordination des diverses administrations fiscales, la coordination entre l'administration des Finances et les parquets, le recrutement d'agents contrôleurs, l'utilisation des agents actuels à des tâches de recherche d'infraction plutôt qu'à des contrôles fastidieux de peu de rapport, le statut de conseiller fiscal, etc.?

Il faut craindre que ce ne soit pas par le dépistage des fraudes fiscales que le gouvernement actuel tente de réduire son déficit.

A ce propos, la loi de 1980 relative aux propositions budgétaires donnait mission à la Commission bancaire d'informer le ministre des Finances de fraudes organisées avec la complicité d'organismes bancaires.

Je serais heureux de connaître les cas qui ont été signalés et poursuivis.

Je conclus.

Je pense que ce budget des Voies et Moyens de 1982, avec les mesures qui l'accompagnent, est fortement teinté d'esprit néo-libéral et marque un tournant dans notre vie politique.

En ce qui concerne son esprit, il avantage les forts, ceux qui économiquement sont solides et ont les moyens d'investir. Ceux-là ou leurs entreprises reçoivent des avantages. Le gouvernement compte sur eux pour relancer l'activité économique malgré l'expérience du passé qui montre les lacunes des réinvestissements à l'aide des profits.

Corrélativement, le secteur public passe au second plan, tandis que les salaires sont largement désindexés et s'écartent de plus en plus du coût de la vie.

Pareille politique ne peut que creuser les écarts sociaux, car les riches deviendront plus prospères tandis que les ouvriers et les employés verront leur pouvoir d'achat décroître. En fait, c'est vers un rabotage de 20 p.c. du bien-être de la population que s'oriente le gouvernement. Il veut arriver à un transfert de plus de 140 milliards des revenus des ménages vers le capital et les entreprises.

Ce budget marque un tournant incontestable parce que ses mesures aussi lourdes de conséquences sont imposées sans concertation. Pour ces raisons fondamentales et pour les raisons qui tiennent au fait que les chiffres proposés sont loin de la réalité, il n'est pas possible au groupe socialiste francophone de voter pareil budget. *(Applaudissements sur les bancs socialistes.)*

De Voorzitter. — Het woord is aan Vice-Eerste minister Willy De Clercq.

De heer W. De Clercq, Vice-Eerste minister en minister van Financiën en Buitenlandse Handel. — Mijnheer de Voorzitter, dames en heren, vooreerst zou ik graag hulde willen brengen aan de geachte rapporteur die zich, zoals trouwens ook in de Kamer van volksvertegenwoordigers het geval was, op bewonderenswaardige en technisch-vaardige manier van zijn belangrijke taak heeft gekweten. Het verslag is werkelijk een weergave van de diepgaande besprekingen in de bevoegde Senaatscommissie die zelf de weerspiegeling zijn van het belang van dit debat. Laten wij immers toch niet vergeten dat de bespreking van de Rijksmiddelenbegroting traditioneel één van de grote momenten is in het parlementair leven, omdat de begroting niet alleen een machtiging inhoudt om uitgaven te doen, maar tevens om bepaalde belastingen te heffen en aldus de nodige middelen verschaft aan de regering met het oog op het vervullen van haar opdracht en dus het voeren van het regeringsbeleid. De begrotingen stuk voor stuk maar de Rijksmiddelenbegroting in het bijzonder vormen een weergave van het regeringsprogramma. Het is dus normaal dat deze bespreking een meer dan gewone belangstelling geniet.

Ik wens ook oprecht dank te zeggen aan al degenen die tot nog toe in het debat het woord hebben gevoerd, zowel degenen die — zij waren niet al te talrijk — ons bloemen hebben toegestuurd, als de anderen — zij waren verbaal het krachtigst — die ons hebben afgebroken.

Ik heb zopas gezegd dat de bespreking van de Rijksmiddelenbegroting een belangrijk moment is en de vorige spreker heeft er herhaalde malen op gealludeerd, vanzelfsprekend in een totaal andere geest dan de mijne, al was het maar omdat deze Rijksmiddelenbegroting een ombuiging vertoont, een breuk in zekere zin, of een poging — laten wij bescheiden zijn, want het gaat tenslotte maar over een raming — om een breuk te verwezenlijken met een sedert jaren gevoerd beleid waarvan niet altijd de verwachte successen werden geoogst. Deze begroting is dus de weerspiegeling van het nieuw beleid waarvoor deze regering heeft gekozen.

Misschien kan ik toch even herinneren aan de redenen voor die fundamentele koerswijziging die wordt verwezenlijkt door de wet op de bijzondere machten en de talrijke koninklijke besluiten — 45 als ik het mij goed herinner — tot uitvoering van deze wet.

Uit de analyse van de diepe oorzaken van de zware crisis die ons land doormaakt — vanzelfsprekend ons land niet alleen, maar het mag toch wel eens gezegd worden in een crisiswereld waarin ons land bijzonder hard wordt getroffen — blijkt dat het beleid dat wij nu voeren de enige oplossing biedt om ons opnieuw tot economische groei te brengen. Dat dit gemakkelijk zal gaan, gelooft niemand.

Herhaalde malen heb ik reeds gewaarschuwd, en ik niet alleen, voor een misplaatst ongeduld. Sommigen verlangen dat met een tik van het toverstokje de economie van de ene dag op de andere opnieuw op het rechte spoor wordt gezet. Ik moet helaas zeggen dat dit niet zal gebeuren. De genezing kan slechts langzaam verlopen: er is tijd nodig om de bewust gekozen behandeling de gewenste duurzame resultaten te laten boeken. Dat kan niet anders.

De ernst van de kwaal, zoals ze ons nu gaandeweg bewust overkomt, is ons allen veel te lang ontgaan. Deze kwaal heeft zich zo kunnen ontwikkelen dat ze de structuren zelf van onze economie fundamenteel heeft aangetast.

De behandeling zal dus van lange duur zijn en langzaam inwerken: een schokterapie, waarvan sommigen dromen, zou immers dodelijk kunnen zijn. De passende medicatie, die niet de gevolgen bekampt, maar die het kwaad aan de wortel bestrijdt, moet zeker met determinatie maar ook met een juiste dosering worden toegediend.

Duid het mij dus niet ten kwade, dames en heren, dat ik u in enkele woorden de diepere oorzaken en symptomen van het kwaad beschrijf. Ik hoop daardoor te kunnen aantonen hoe aangepast de gekozen behandeling elk van deze kwalen bestrijdt, waardoor zij, dat is onze oprechte mening, de enig mogelijke weg is naar een gezond en duurzaam — zij het een moeilijk en langzaam — herstel van onze economie.

De omvang van wat men pleegt te noemen de « Belgische kwaal » is hoofdzakelijk te wijten aan het samengaan van de volgende twee factoren:

— De mateloze wens van alle economische agenten om het grootste aantal behoeften onmiddellijk te bevredigen: « alles onmiddellijk en steeds meer » was gedurende lange tijd het motto. De consumptie nam dan ook voortdurend toe ten koste van de besparingen. Daardoor ontstond een schuldeneconomie;

— De systematische compensering door de overheid van het verlies aan koopkracht, dat het gevolg was van de in 1973 ontstane crisis.

De bevrediging tot iedere prijs van steeds toenemende behoeften heeft een slechte verdeling van de vruchten van de groei tot gevolg gehad. De overschotten nodig voor de financiering van de investeringen die dienen voor de toekomstige expansie, konden niet meer worden vrijgemaakt. Die mis-allocatie gebeurde op twee manieren: op het niveau van de inkomensverdeling en op het niveau van de affectatie ervan.

Zoals u weet, stoelt de inkomensverdeling op de toegevoegde waarde, die door de economische activiteit in eigen land wordt voortgebracht. Die toegevoegde waarde is het verschil tussen de kostprijs van de goederen en diensten die worden ingevoerd voor de nationale produktie — wij hebben te weinig bodemschatten om onze nationale produktie in stand te houden — en de prijzen tegen welke de voortgebrachte goederen en diensten worden verkocht.

De binnenlands gecreëerde waarde kan onder de economische eenheden van het land worden verdeeld in de vorm van lonen, rente, winst en allerlei belastingen die aan de Staat, in de ruime betekenis, worden betaald. In zoverre wij meester zouden zijn van onze verkoopprijzen, schaadde een te snelle groei van één van de bestanddelen van de inkomens de andere niet. Dan zou die groei kunnen gecompenseerd worden door een prijsverhoging van de verkochte goederen en diensten en dus door de toegevoegde waarde van het land.

Wij zijn evenwel geen *price leaders*, eerder *price takers:* de invoer- en de verkoopprijzen worden ons dus dikwijls opgelegd, zodat een te snelle groei van één van de bestanddelen van de toegevoegde waarde gebeurt ten koste van de andere bestanddelen.

Onder druk van allerlei groepen steeg het aandeel van de lonen in de toegevoegde waarde en dus in de verkoopprijzen van de ondernemingen: de winsten van de ondernemingen verminderden. Een verlies aan rendabiliteit was het gevolg hiervan: de ondernemingen konden niet langer aan autofinanciering doen, maar ze konden evenmin eigen middelen vergaren.

Op straffe van uit de markt te worden gedrukt, dienden ze tegelijk ook de sterke loonstijgingen zo spoedig mogelijk te compenseren en dus sneller dan hun partners produktiviteitsverbeteringen tot stand brengen. Dit vereiste omvangrijke rationaliseringsinvesteringen die tot de snelle stijging van de werkloosheid hebben bijgedragen. Ter financiering van die investeringen, onontbeerlijk, zowel voor de overleving van de bedrijven zelf als voor die van het land, zagen de ondernemingen zich gedwongen steeds meer schulden aan te gaan.

In de mate dat de rentevoeten snel hoge toppen bereikten, werd andermaal hun rendabiliteit verminderd. Het dilemma was zeer eenvoudig: om leefbaar te blijven was het noodzakelijk te investeren, maar om te kunnen investeren moest men dergelijke financiële lasten op zich nemen dat het voortbestaan zelf van de ondernemingen — hoe onlogisch ook — in het gedrang kwam. Er ontstond dus een vicieuze cirkel. Jammer genoeg niet de eerste.

De steeds toenemende overheidsuitgaven hadden tevoren een andere vicieuze cirkel doen ontstaan. De diepe wortels ervan zijn terug te vinden in een budgettaire opvatting die met de werkelijkheid een loopje neemt: de systematische toevlucht tot leningen om niet alleen de investerings- maar ook meer en meer de consumptie-uitgaven te financieren. Het begrotingstekort werd willens nillens tot dogma verheven. De permanente schuldvorming was hiervan het gevolg. Deze nam toe naarmate het tekort groter werd. Dat tekort heeft in de loop der jaren een zodanig peil bereikt dat het uiteindelijk zichzelf voedt: de rentelasten wegen steeds meer op de begroting door. Weet u dat er 261 miljard uitgaven voorzien zijn in 1982 enkel en alleen om het hoofd te bieden aan de rentelasten van de Rijksschuld, dus op verre na de grootste begroting van de Staat.

Alsof dat nog niet genoeg was, heeft deze begrotingsopvatting in de perioden van groei ertoe bijgedragen te geloven dat alle uitgaven mogelijk waren, zonder enige rem. Ik denk aan het systeem van de sociale voorzieningen dat vrijwel enig is in de wereld — en wij zijn er fier op — en dat werd uitgebouwd in de *golden sixties*. Hoe dan ook, toen leek dit systeem financierbaar, maar vandaag zitten we niet alleen voor cijferproblemen maar ook voor grote menselijke problemen: u weet allen wat de ondergang van de sociale zekerheid kan betekenen aan menselijk leed, aan sociaal onevenwicht en aan fundamenteel gevaar voor de basis zelf van een parlementaire democratie.

Ook bleken mogelijk alle stromen van subsidies aan onderwijs, aan ondernemingen en noem maar op. De crisis heeft echter snel de grenzen ervan laten voelen maar de nodige reactie bleef uit, tot op vandaag. Om de crisis zo pijnloos mogelijk te maken is de overheid enkel voortdurend massaal tussenbeide gekomen. De spanningen op de begroting stegen alsdan veruit boven de grenzen van het draagbare.

De heer Van In. — Mijnheer de minister, zou het niet beter zijn te spreken over de toekomst?

De heer W. De Clercq, Vice-Eerste minister en minister van Financiën en Buitenlandse Handel. — Een beetje geduld, mijnheer Van In.

De heer Vanderpoorten. — U hebt toch ook de gewoonte over het verleden te spreken, mijnheer Van In.

De heer W. De Clercq, Vice-Eerste minister en minister van Financiën en Buitenlandse Handel. — Het deficit nam toe ondanks de verhoging van de fiscale druk. De financiering ervan duwde de rentevoeten de hoogte in. De rentevoeten duwen op hun beurt het begrotingsdeficit naar omhoog zoals ook de rentevoeten de ondernemingen naar de ondergang duwen. Beide zijn het gevolg van een schuldeconomie. Dit is ook het gevolg van een beleid dat geweigerd heeft te erkennen dat er in de financiële aangelegenheden grenzen zijn die men niet straffeloos kan overschrijden. De eerste vicieuze cirkel voegde zich bij de tweede en versterkte hem. Tegelijkertijd steeg de koopkracht van de gezinnen met daartegenover de ontoereikendheid van het nationaal aanbod om die stijgende koopkracht te beantwoorden. Dit alles veroorzaakte een versterkte toevlucht tot het buitenland. Het externe tekort werd steeds groter. De grens scheen bereikt. Maar dit was niet het geval. De nationale spaartegoeden waren onvoldoende om de financieringsbehoeften van de Schatkist te dekken. Hierdoor was dan ook een beroep op buitenlandse leningen quasi onafwendbaar. Op hun beurt droegen de lasten van deze leningen bij tot het groter worden van het externe deficit. Gezien de omvang van dit tekort wordt de Belgische frank meer aangeboden dan gevraagd op de wisselmarkten. Om te vermijden dat de munt buiten de marges zou geraken die door het EMS zijn toegestaan moest de Nationale Bank het verschil bijleggen door uit haar reserves te putten. Deze reserves konden zich handhaven dank zij de buitenlandse leningen van de Staat.

De gezamenlijke inwerking van deze twee factoren, namelijk het verlangen om alles onmiddellijk te hebben en het beantwoorden door de Staat of de overheid van deze verzuchtingen, heeft geleid tot de «Belgische kwaal», gekenmerkt door een onaangepast industrieel apparaat, een verbijsterend hoge werkloosheid, een beangstigend begrotingstekort en een verontrustend extern onevenwicht.

Dit noodzakelijk en dringend verhelpen veronderstelt niet een geïsoleerd maar een simultaan optreden in verhouding tot elk der elementen die tot deze toestand hebben geleid: de snelle stijging van de gezinsinkomens, het verlies van de rentabiliteit en de competitiviteit van de ondernemingen en, *last but not least,* het enorme deficit van de overheidsfinanciën.

Le plan global de redressement de l'économie mis en œuvre par le gouvernement et le budget de 1982, qui en est le reflet et le marque, sont les seuls moyens d'y arriver. Ce plan crée, en effet, un climat et les conditions propices à la réalisation d'une expansion basée sur les exportations.

Je répondrai en même temps aux questions qui ont été posées quant à l'opportunité d'une politique de relance par les exportations.

Pourquoi baser cette relance surtout sur nos exportations? Parce qu'il serait vain de croire que c'est de la relance de la demande des ménages que viendrait notre salut. Les faits l'ont montré à suffisance; depuis 1975, nous sommes le seul pays au monde à avoir poursuivi cette politique contre vents et marées. Ses fruits amers ont rapidement surgi: notre déficit extérieur, notre chômage, nos besoins de financement ont crû dans des proportions inquiétantes.

D'ailleurs, un simple raisonnement confirme le bien-fondé de cette option. Pour un petit pays comme le nôtre, sans matières premières, à forte industrialisation et à haute densité de population, la seule planche de salut réside dans les exportations. Pourquoi? Pour produire plus, il nous faut importer des matières premières, et comment les payer sans exporter une partie de la production?

Mais il y a plus, l'étroitesse de notre marché nous interdit de produire rentablement tous les biens que notre standing de vie a mis dans le panier de la ménagère. De même, nos industries ne peuvent produire tous les biens d'équipement nécessaires à la réalisation de leurs fabricats.

Pour satisfaire ces deux demandes, il nous faut exporter davantage ou obtenir du crédit de l'étranger. Tout crédit a des limites. C'est pour cette raison que le gouvernement a opté pour une politique de redressement économique axée surtout sur le développement de nos exportations. Croire à une autre politique reviendrait à accepter inéluctablement, à terme, une baisse du niveau de vie de la population.

Le gouvernement a donc rapidement mis en route la thérapeutique appropriée. Son plan de redressement comprend, en effet, les éléments qui permettront de donner un coup de fouet aux exportations et de réduire les importations. La relance des exportations sera assurée par une meilleure compétitivité et une rentabilité accrue des entreprises. Elle sera réalisée grâce à la modération des coûts, de tous les coûts, des entreprises. Le freinage des importations proviendra du programme d'utilisation rationnelle de l'énergie et de la modération des revenus des ménages.

M. Vercaigne. — Dites cela à M. Knoops!

M. W. De Clercq, Vice-Premier ministre et ministre des Finances et du Commerce extérieur. — C'est ici que la désindexation partielle et temporaire des revenus salariaux et l'effort similaire demandé aux indépendants reçoivent toute leur signification. Ils forment la pierre angulaire du dispositif.

Dans le contexte de croissance lente de l'économie mondiale, une augmentation significative de nos parts de marché n'aurait été possible que par une réduction importante du pouvoir d'achat des ménages. Soucieux de l'éviter, le gouvernement a décidé d'accompagner les mesures de redressement par une dévaluation de la monnaie. Contribuant à réduire le handicap accumulé par nos entreprises, elle évite de tomber dans la déflation, en compensant par l'expansion des exportations et la contraction des importations, le recul de la demande intérieure.

Certains estiment que la dévaluation a échoué. En dehors du fait que c'est là un jugement un peu osé et surtout prématuré, trois mois à peine après le réalignement monétaire, je dirai simplement à ceux qui soulignent l'écart entre les cours du marché libre et ceux du marché réglementé que cet écart, après s'être d'abord élargi, pour des raisons psychologiques, au lendemain de la dévaluation, s'est sensiblement et heureusement réduit ces dernières semaines.

Je suis parfois étonné du manque d'information du public. Ce midi encore, j'ai entendu une information totalement erronée en cette matière — je n'en dirai pas la provenance, mais vous la devinez — à savoir que la Banque Nationale est intervenue, la semaine passée, à concurrence de 3,9 milliards pour le soutien du franc belge. Par ailleurs, le franc belge, après la lire italienne, resterait la monnaie la plus faible du système européen. Il convient, surtout

dans une telle matière, de se méfier de certaines informations qu'on répand et les membres du Sénat le savent très bien.

A ceux qui trouvent argument dans la persistance des interventions de soutien de la Banque Nationale, je réponds que celles-ci sont actuellement inévitables. Elles reflètent le déséquilibre persistant de nos paiements courants. Attendre de la dévaluation un ajustement immédiat des volumes importés et exportés qui compenserait les effets de la hausse des prix importés, c'est faire preuve d'ingénuité. Les spécialistes savent qu'après une dévaluation, la balance des paiements continue dans un premier temps à se détériorer. Ils parlent d'une évolution en J pour expliquer ce phénomène. Comme nous n'avons plus dévalué depuis plus de trente ans, il nous est malaisé de préciser à partir de quel moment nous entrerons dans la phase positive de la courbe. Toutefois la plupart des experts sont d'avis que ce sera dans le courant de 1982. C'est ce que retient la CEE qui, dans son dernier avis sur la situation économique, prévoit pour 1982 une réduction du déficit extérieur en pourcentage du produit intérieur brut.

Pour accompagner ces mesures et leur donner un impact plus important, le gouvernement a décidé de permettre aux entreprises de dégager en leur sein les fonds nécessaires au financement des investissements et d'en favoriser la collecte dans le public sous forme de capital à risque. Pour ce faire, il a, comme vous le savez, réduit le taux de l'impôt des sociétés et instauré des incitants fiscaux sous forme de réduction de la fiscalité sur les revenus pour les entreprises qui s'autofinancent et pour les particuliers qui souscrivent du capital à risque. C'est là une mesure très importante.

Hier, notre honorable collègue, M. De Smeyter, a lancé des attaques foudroyantes contre notre arrêté royal n° 15. J'en profite pour dire ici que je ne répondrai pas à toutes les observations qu'il a faites à ce sujet, ni même à celles relatives à un autre arrêté royal qui modifie le système de taxation des revenus de remplacement en bloquant, dans une première phase, les abattements actuels et en les remplaçant, dans une seconde, par des diminutions d'impôts. C'est là chose curieuse. A ce titre, n'importe quelle comparaison est possible et toute conclusion peut en être déduite, les matières étant fondamentalement différentes et axées sur des objectifs divergents. Le souligner, ce n'est pas, de ma part, manquer de respect à l'égard de M. De Smeyter. Celui-ci a largement puisé ses arguments dans l'excellente interpellation de M. Willockx, à la Chambre. Personnellement, j'ai très longtemps retenu l'attention de cette assemblée en répondant à cette brillante interpellation. Chacun d'entre vous peut en prendre connaissance dans les *Annales parlementaires* s'il le désire.

Mme Remy-Oger. — Autrement dit, le Sénat n'a pas droit à la réponse ?

M. W. De Clercq, Vice-Premier ministre et ministre des Finances et du Commerce extérieur. — Elle a été très explicite. On peut d'ailleurs la trouver dans le rapport de la commission du Budget de la Chambre.

Pour encourager le capital à risques, il faut le rendre plus attrayant, donc stimuler les cours en bourse. On ne prend pas les mouches avec du vinaigre ! Si l'on veut vraiment obtenir un résultat, il faut prendre les mesures adéquates.

Très souvent, de bonne foi et avec la meilleure intention du monde, on a mis en œuvre un arsenal d'arrêtés qui allaient exactement à l'encontre du but visé. Par exemple, la tentative d'encourager le capital à risques en rendant les actions nominatives. Il faut connaître le Belge pour savoir que c'est vraiment la chose à ne pas faire. Autant ne rien tenter plutôt que d'annoncer pareille mesure. D'ailleurs, je mets le Sénat au défi de me citer des augmentations de capital qui peuvent être attribuées à cette mesure. A la fin de l'année, on pourra évaluer le nombre de celles qui auront eu lieu en 1982, grâce à l'arrêté-loi n° 15.

L'exécution de ces mesures implique des pertes de recettes fiscales, nous en avons conscience et l'avons délibérément accepté, car elles contribueront à remettre la machine en marche. Je voudrais alors insister sur la nécessité de la remise en ordre des finances de l'Etat. Sans elle, le plein effet des mesures de relance ne pourrait être atteint.

Redresser les finances de l'Etat répond à une nécessité : l'insuffisance de l'épargne intérieure pour couvrir les besoins de financement de l'Etat nous oblige, aujourd'hui comme demain, et pour toute l'année 1982, à recourir à l'emprunt extérieur. Celui-ci impliquait hier et impliquera toujours demain un transfert de revenus vers l'étranger; ne l'oublions pas.

La différence fondamentale entre un emprunt en Belgique, opération appelée communément *van de broekzak in de vestzak*, et l'emprunt émis à l'étranger est que ce dernier implique un versement au bénéfice de l'étranger de revenus générés à l'intérieur du pays grâce au travail et à la force créatrice et imaginative de notre population : de nos hommes, de nos femmes, nos ouvriers, nos techniciens, nos managers, nos PDG, nos agriculteurs, nos indépendants. Une baisse du revenu disponible du pays en est la conséquence. Elle s'accompagne d'un effet déflationniste sur l'économie. Dans ces circonstances, imposer aux ménages les sacrifices qu'implique le redressement de l'activité économique, aurait alors perdu beaucoup de sa signification. Le surplus qui en résulte aurait dû être prélevé par l'Etat pour être reversé à l'étranger. Il ne faut, en effet, jamais perdre de vue que toute dette doit un jour être remboursée.

Provisoirement, nous ne pouvons nous passer du financement extérieur. Il nous faut toutefois convaincre nos créanciers extérieurs que nous sommes déterminés à réduire notre recours à leurs guichets. Que nous sommes résolus à mettre tout en œuvre pour les rembourser. Ils en seront d'autant plus aisément convaincus que nous leur montrerons notre ferme volonté de mettre de l'ordre dans nos propres finances, et nous sommes capables de le faire. Mais le temps pour le faire nous est compté. Il tient à la crédibilité dont nous disposons encore et qui est loin d'être entamée. Des négociations en cours, pour l'émission d'un *jumbo loan* sur les marchés étrangers permettent de constater que la Belgique est encore, à l'heure actuelle, un pays qui emprunte à des taux soutenant favorablement la comparaison avec les emprunteurs de premier rang.

Pour montrer cette résolution, il fallait comprimer le déficit au maximum des possibilités, pour limiter, dans un premier temps, le recours à l'emprunt extérieur autant que faire se peut. Ensuite, à plus long terme, et c'est le but de la déclaration gouvernementale et l'objectif que s'est tracé la majorité actuelle, il faut maintenir notre déficit dans des limites compatibles avec nos capacités de financement internes. Vouloir aller trop vite eût amené des effets déflationnistes — la déclaration gouvernementale dit textuellement que le gouvernement ne désire pas mener une politique déflationniste. Ils se seraient traduits par des recettes moindres qui auraient contraint à de nouvelles contractions de dépenses. Leurs effets, en se cumulant, auraient, si on avait voulu suivre cette voie, engendré une spirale déflationniste dont les conséquences auraient été néfastes pour tous.

Il nous a donc fallu agir de manière graduée compte tenu de la contrainte que nous imposent les possibilités de financement extérieur et le poids qu'il fait peser sur la répartition des fruits de la croissance. Voilà pourquoi le plan d'assainissement des finances publiques a été articulé de manière à ramener le solde net à financer à un niveau compatible avec l'épargne intérieure. Pour atteindre cet objectif il faut réduire en moyenne annuellement de 1,5 à 2 points de PNB, les besoins de financement des pouvoirs publics. De la sorte, le budget apporte une contribution positive à la réduction du déficit extérieur au cours des années à venir et contribuera ultérieurement à l'augmentation du revenu disponible de la nation.

Le budget de 1982 s'insère parfaitement dans la logique de ce plan : le solde net à financer est ramené de 12,7 p.c. du PNB en 1981 à 10,9 p.c. en 1982. Les autres secteurs des pouvoirs publics, pouvoirs locaux et sécurité sociale, devront également contribuer aux efforts d'assainissement. Ainsi des mesures importantes ont été prises dans le cadre des pouvoirs spéciaux en vue de rééquilibrer les comptes de la sécurité sociale.

Pour ce qui concerne la politique budgétaire, le gouvernement a délibérément choisi d'agir par la voie des dépenses. Mon collègue, le ministre du Budget, vous décrira les moyens qui ont été retenus pour arriver à ce résultat. Retenir, comme par le passé, le recours à une augmentation de la pression fiscale aurait été à l'encontre des objectifs poursuivis. Presque tous, nous sommes, en effet, convaincus que la charge fiscale a atteint les limites du supportable. Elle tue le goût du travail et la propension à entreprendre hors desquels point de reprise durable de l'activité économique.

D'aucuns ont alors voulu voir une contradiction dans le fait que la pression fiscale aurait augmenté en 1982. Ils citent l'OCDE à témoin. Je voudrais situer ces chiffres dans leur contexte et en montrer la signification exacte. Je l'ai d'ailleurs déjà fait lors de la discussion en commission.

L'augmentation de la pression fiscale n'est qu'apparente car elle est compensée, dans une mesure importante, par une baisse concomitante de la pression parafiscale. L'opération Maribel, qui se traduit par une augmentation des impôts perçus par l'Etat a, comme vous le savez, consisté dans un transfert de la parafiscalité vers la fiscalité. De plus, un facteur trouble la comparaison : le retard accumulé en 1981 dans les enrôlements. De ce fait, l'année 1982 bénéficie d'un surcroît de recettes estimé à 8 milliards et provenant de

l'exercice 1981 qui a perdu ainsi des recettes, qui ont flatté la pression fiscale de cette année.

J'ai par ailleurs entendu de nombreuses critiques quant à la véracité des estimations fiscales.

Si des risques de surestimation des recettes existent, je crois pouvoir dire que le propre de toute prévision est d'être aléatoire, et ces risques ne sont pas supérieurs à ceux d'une sous-estimation des recettes.

La prévision retenue par le gouvernement pour le calcul macro-économique des recettes est prudente. Elle s'inscrit dans la ligne de celle retenue par la grande majorité des instituts de conjoncture. Elle intègre les effets positifs et négatifs sur la croissance du plan de redressement et de la dévaluation qui l'a accompagné. Un fait nouveau est survenu à cet égard: le climat psychologique s'est modifié en Belgique. Les entreprises se montrent plus optimistes et les milieux financiers internationaux jugent favorablement, à l'instar de la CEE et de l'OCDE, notre plan de redressement de l'économie et d'assainissement des finances publiques.

Un proverbe allemand est explicite à ce propos: *Wie man sich bettet, so schläft man,* c'est-à-dire, littéralement, comme on se couche, on dort; en d'autres mots, si l'on se couche de bonne humeur, on dormira bien. La psychologie est également importante en économie et dans le domaine monétaire. Je ne dois pas le rappeler à une assemblée aussi avertie. Ce proverbe montre que la source de nos maux gît bien souvent en nous-mêmes.

En conclusion, il faudrait éviter que, par une méfiance exagérée et mal à propos, nous ne donnions une image déformée de notre volonté commune d'en sortir et ce, d'autant plus que certains indicateurs montrent une amélioration des perspectives: la courbe synthétique de la Banque Nationale s'est sensiblement redressée en mars sous l'effet notamment d'appréciations plus positives sur les carnets de commandes à l'exportation dans certains secteurs. Toutefois, avant que les effets de cette amélioration se fassent sentir sur l'emploi, il faudra du temps, je ne vous le cacherai pas. Et, de ce fait, aucune contribution positive n'est à en attendre sur le plan du budget.

La croissance sera lente en 1982. De ce fait, on ne peut s'attendre à une diminution du chômage. L'expansion prévue pour 1982 ne suffira pas pour absorber la progression de la population active potentielle résultant du jeu des facteurs démographiques.

Il nous faut accepter cette idée par réalisme et pour raffermir encore notre détermination de mener à bien le plan global de redressement auquel il faut joindre le plan de l'emploi que le gouvernement a proposé aux interlocuteurs sociaux.

Croire que par le jeu de l'élasticité la croissance plus rapide des recettes que des dépenses permettra d'éponger progressivement le déficit est un mythe.

Dans le contexte actuel, l'élasticité des recettes peut tout au plus en limiter la progression en terme de PNB, la progression des recettes étant insuffisante pour couvrir l'accroissement des dépenses résultant de la dette publique et du chômage.

Het is de hoogste tijd om ons eensgezind te tonen in onze wil om de situatie recht te trekken. Onze reputatie in het buitenland staat op het spel.

We beschikken nog over talrijke troeven. Ze zijn belangrijk. Ze zijn te vinden in de kwalificatie van onze arbeidskrachten, in onze realiteitszin en in onze wil en aanleg om degelijk werk te leveren. Wij mogen ze niet zo maar vergooien. Wij mogen ze ook niet verspillen uit egoïsme, of uit een slecht geïnspireerd egocentrisme.

Wij moeten daarentegen de weg terugvinden naar het overleg en de dialoog, die ons vroeger zoveel baat hebben gebracht.

Dit des te meer omdat elk van de herstelmaatregelen een passende medicatie is om één van de verschijnselen van de Belgische kwaal te genezen.

Indien deze maatregelen afzonderlijk waren genomen, zou hun uitwerking niet zo sterk zijn geweest. Hun geneeskracht ligt in hun gelijktijdige toepassing: de positieve uitwerking van de ene maatregel versterkt die van de andere maatregelen. Daarenboven waren die maatregelen de enig mogelijke. De verschillende andere oplossingen zijn weinig origineel. Het zijn vaak gekende deuntjes en dreuntjes. Zij worden dikwijls in aanmerking genomen om sociale overwegingen die ook deze zijn van de regering.

Deze alternatieve oplossingen zouden de tegengestelde gevolgen gehad hebben van die wij nastreven. Zij hebben de gevolgen gehad die wij nu kennen. Dat mag men niet vergeten wanneer men kritisch staat tegenover het nieuw aangekondigde en uitgevoerde beleid.

De feiten hebben voldoende aangetoond dat een sociaal paradijs niet wordt gebouwd door afnemingen, imputaties, aanslagen, inhoudingen op de economische substantie van het land. Deze zullen, wanneer zij voortduren, snel tot sociale aftakeling leiden, tot een sociaal kerkhof en dat wenst niemand, integendeel.

Door al onze verlangens gedurende enige tijd wat in te tomen maken wij samen de hulpmiddelen vrij voor een nieuwe industriële basis. Dit is de voorwaarde voor een nieuwe groei van de koopkracht en van de levensstandaard van onze gezinnen.

Het regeringsplan wil de voorwaarden hiertoe scheppen en dit spoor duidelijk volgen. Het opnieuw in juiste banen brengen van de overheidsfinanciën door het voeren van een gezond budgettair beleid is een wezenlijke voorwaarde tot een economisch herstel. Dit zal tijd vragen. Het tegendeel doen geloven is misleidend. Het is niet omdat het realiseren ervan tijd vraagt dat er niet moet mee begonnen worden. Het is ook niet omdat het tijd vraagt dat de inspanning mag worden verminderd, integendeel. Het is meer dan ooit dringend nodig het tij te doen keren en dat liefst te samen en solidair.

Tenslotte, geachte collega's, staan wij voor een grote uitdaging.

M. Delmotte. — Il faudra que M. Maystadt dise cela à M. D'Hondt.

De heer W. De Clercq, Vice-Eerste minister en minister van Financiën en Buitenlandse Handel. — Voor België en de Belgen is er maar één uitweg: samen slagen. *(Applaus op de banken van de meerderheid.)*

M. Delmotte. — Le Pacte de l'emploi est une déclaration d'intention. M. D'Hondt y a fait un sort à la CSC.

Il faudra que vous vous expliquiez là-dessus. Hier, en effet, avec triomphalisme, le Premier ministre disait qu'il était chose faite. On a dupé une fois de plus la Haute Assemblée.

M. Vanderpoorten. — M. Delmotte ne veut-il pas monter à la tribune?

M. Delmotte. — Je l'ai fait hier.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Robert Maes.

De heer R. Maes. — Mijnheer de Voorzitter, mijnheer de Vice-Eerste minister, dames en heren, er wordt algemeen aangenomen dat wanneer men bij een betoog overdrijft eerder een tegenovergesteld resultaat wordt bereikt. Ik zal mij dus hoeden voor te straffe taal en bovendien vrij kort zijn.

Iedereen die echter bij het opzoeken van gegevens inzake dit debat botst op de voor zichzelf sprekende cijfers, zoals een netto te financieren saldo van 454,9 miljard in 1981 en 424 miljard in 1982, zou daar toch nog even moeten bij nadenken, ook al zijn wij, wat kwalijke vaststellingen betreft, hier al veel gewoon geraakt.

Wanneer men, naast andere even catastrofale cijfers, onder meer leest dat de Rijksschuld in 1981 zomaar met 58,1 pct. steeg tegenover 1980, dan moet iedereen die nog orthodox denkt, tot het besluit komen dat al deze gegevens samen een brevet van onbekwaamheid vormen voor al degenen die gedurende de jongste tien, vijftien jaar het beleid in dit land hebben bepaald. Vice-Eerste minister De Clercq heeft dit zoëven met al zijn welsprekendheid meer dan bevestigd.

Dit zijn dan zowel de opeenvolgende regeringen, de meerderheden in dit huis die ze gesteund hebben en de pressiegroepen die, van buiten uit, de gevolgde politiek hebben opgedrongen. Wanneer men deze cijfers leest, weet men ook meteen dat alle tot nu ondernomen pogingen om te saneren op verre na niet afdoende zullen blijken, bijvoorbeeld de poging om de financiële situatie in de eerstvolgende jaren recht te zetten. Inzake de beloofde werkverschaffing is men reeds openlijk teruggekrabbeld. Nu zegt men al dat wij al heel tevreden zullen mogen zijn als de werkloosheid niet meer stijgt.

Ik heb bovendien de grootste twijfels wat de inningen betreft van de tien miljard voortkomend van de strijd tegen de fiscale fraude, die eens te meer spookmiljarden zullen blijken. Ik twijfel eveneens aan de meeropbrengst inzake fiscale ontvangsten van, als ik goed gelezen heb, 124 miljard. Het gaat hierbij immers de jongste jaren duidelijk om ramingen waarbij men er met de pan naar slaat, gezien bijvoorbeeld de werkelijke cijfers voor 1981, 62 miljard onder de ramingen bleven.

Tot daar deze algemene beschouwingen over de weinig rooskleurige, ja catastrofale situatie waarin wij zijn verzeild geraakt. Men heeft dit alles zien aankomen of men had dit tenminste al sedert jaren moeten zien. Het heeft trouwens aan waarschuwingen niet ontbroken, maar men is daar doof en blind voor gebleven. Het heeft bovendien niet belet dat in de voorbije jaren op allerlei terreinen miljarden langs deuren en vensters werden weggegooid. Ik heb daar

op deze tribune reeds herhaaldelijk voorbeelden van gegeven, in het bijzonder inzake de departementen Openbare Werken en Verkeerswezen. Het is dan ook des te erger wanneer blijkt dat men met de verkwistingen zelfs in deze tijd nog wil doorgaan.

Ik wil het ter zake dan ook even hebben over de houding van minister Olivier ten opzichte van het kosten-batenverslag inzake de prioriteiten voor nog uit te voeren openbare werken.

Allereerst is er deze vaststelling. Wij vinden het vanzelfsprekend, als goede federalisten, niet meer dan normaal, dat het Waalse landsgedeelte globaal gezien een deel van de rijksinkomsten voor besteding toegewezen krijgt in verhouding tot zijn inbreng. Zoals ik hier reeds herhaaldelijk heb gezegd, wil dit daarom niet zeggen dat de uitgavenbegroting van elk departement quasi paritair moet verdeeld zijn. Het zou integendeel logischer zijn dat Wallonië, naargelang van zijn behoefte, in het ene geval meer dan de helft, in het andere geval een stuk minder zou krijgen.

Hetzelfde geldt trouwens voor het aandeel van Brussel. De sedert jaren gevolgde politiek inzake de verdeling van de kredieten voor Openbare Werken is dan ook verkeerd. Het is nu eenmaal zo dat Vlaanderen aan zee ligt en dat derhalve havens en dijken in het Vlaamse land liggen. Het is nu eenmaal zo dat wij met meer mensen op een kleinere oppervlakte wonen en derhalve de drukte van de diverse vormen van verkeer bij ons groter is.

Dit zijn objectieve gegevens waar men bij een normaal beheer zou moeten rekening mee houden.

Wat is nu sedert jaren gebeurd? Omdat men er niet onderuit kon, meer kredieten voor havens en dijken in Vlaanderen te besteden, werd dit gecompenseerd door, op een niet altijd verantwoorde wijze, meer te besteden voor de rijkswegen, de Regie der Gebouwen en andere zaken in Wallonië.

De heer Delmotte heeft hier gisteren cijfers geciteerd inzake de in de komende begroting Openbare Werken uitgetrokken posten voor de waterwegen daarin begrepen de havenwerken voor Zeebrugge. Dan komt men inderdaad tot 73 pct. voor Vlaanderen en 24 pct. voor Wallonië. Neemt men echter het totaal van de bestedingen van dezelfde begroting Openbare Werken, dan liggen de cijfers die ons pas gisteren door minister Olivier werden medegedeeld, heel anders en komt men tot 51,5 pct. voor Vlaanderen, 38 pct. voor Wallonië en 10,5 pct. voor Brussel.

Vlaanderen krijgt dus zeker niet te veel, integendeel. Wanneer minister Olivier dan de kosten-batenanalyse die, trouwens jaren te laat, uiteindelijk werd uitgevoerd, naast zich neerlegt, dan is dit een onaanvaardbare, zuiver politiek geïnspireerde houding.

De eerste reactie van deze minister was trouwens de meest oprechte in die zin dat hij het politiek voor hem en Wallonië in het algemeen niet mogelijk achtte de volgens de studie aangewezen prioriteiten te volgen.

Achteraf is men andere argumenten gaan zoeken en sommige conclusies, gebruikte parameters en dies meer, in de studie gaan aanvechten. Deze post factum argumenten overtuigen niet en men gaat trouwens gewoon voorbij aan vroeger aanvaarde stellingen zoals het feit dat het bij het overgrote deel van de werken in Zeebrugge, om werken van nationaal belang gaat. Men denke maar aan de gasterminal, de zeemachtbasis en het aandeel van Wallonië en Brussel in de uitvoering van de werken en het gebruik van de haven.

De houding van minister Olivier is des te minder aanvaardbaar omdat hij dan nog minister is van een partij die altijd een verantwoord en zuinig beheer in haar vaandel heeft geschreven. Wij komen op deze zaak zeker en vast nog terug ter gelegenheid van de behandeling van de begroting van Openbare Werken.

Anderzijds wil ik het ter gelegenheid van dit debat, waarbij het toch over algemene regeringspolitiek gaat, ook even hebben over Brussel. Na enige tijd windstilte zijn er de jongste tijd opnieuw talrijke stemmen opgegaan en werden allerlei initiatieven genomen in verband met het probleem Brussel. Met de gemeenteraadsverkiezingen van oktober aanstaande in het vooruitzicht was dit te verwachten. Daarbij komen nog de volgende vaststellingen:

Ten eerste, door de tactische zet van het FDF gedwongen, zijn de Franstalige partijen, na enig touwtrekken toch aan besprekingen begonnen over Brussel en werden eveneens een paar wetsvoorstellen ingediend. Zij gaan daarbij uit van de stelling dat spreken over Brussel meteen ook inhoudt dat over het randgebied wordt gesproken. Voor de Volksunie kan daarvan onder geen enkel beding nog sprake zijn en ook de woordvoerders van de andere Vlaamse partijen hebben dit nog maar pas in een televisiedebat beklemtoond. Dit wil zeggen dat van een gesprek Vlamingen-Franstaligen over Brussel zeker al niets in huis komt, zo men er het randgebied wil bij betrekken.

Ten tweede, voor het overige verschillen de meningen ook aan Vlaamse kant inzake de opportuniteit van een gesprek nu over Brussel.

De meesten denken, wellicht terecht, dat, met de gemeenteraadsverkiezingen voor de deur, van een sereen gesprek toch niets kan in huis komen omdat men met opbodpolitiek zou worden geconfronteerd. Zoals reeds gezegd, zijn de eerste tekenen daarvan merkbaar. Anderen zijn de mening toegedaan dat precies met het oog op de gemeenteraadsverkiezingen wel gepraat moet worden en er schijnen trouwens al discrete besprekingen tussen bepaalde partijen, zoals men dat noemt, van dezelfde familie, aan de gang te zijn. Daarin schuilt mijns inziens een groot gevaar.

De voorgestelde oplossing, namelijk een regeling door Brusselaars onder mekaar, dreigt er immers toe te leiden dat men zich aan Vlaamse kant tevreden stelt met de belofte van een minimumdeelname aan de machtsuitoefening, meer concreet met de toekenning van hier of daar bijvoorbeeld een schepenzetel.

Dit is in ieder geval minder dan hetgeen de Vlamingen te Brussel rechtmatig toekomt en dergelijke tactiek zou een fundamentele fout zijn omdat zij op lange termijn onze minderheidspositie dan nog op een onaanvaardbare basis definitief zou bestendigen.

Mme Coorens. — Vous abusez de la tribune. Ce que vous dites n'a strictement rien à voir avec le débat de cet après-midi sur le budget.

De heer R. Maes. — Mevrouw, wie de traditie kent, weet dat in het debat over de Rijksmiddelenbegroting over alle facetten van het regeringsbeleid mag worden gesproken.

Ten derde, nochtans zal er vrij spoedig toch over een oplossing voor het probleem Brussel moeten worden gepraat. Wij zitten nu eenmaal met artikel 107*quater*, hoe ongelukkig de erfenis van deze stommiteit uit het verleden ook moge zijn. Wij zitten met de uitspraak van de Raad van State ter zake. Nu moet mij daarbij wel van het hart dat degenen die hier en elders voortdurend naar deze uitspraak van de Raad van State komen verwijzen de eersten zijn om lichtvoetig over andere uitspraken, adviezen en arresten van de Raad van State heen stappen, wanneer dat in hun kraam past. Deze argumentatie moet dus voor de Vlamingen zeker niet beslissend zijn.

Maar er zijn andere problemen te Brussel dringend aan een oplossing toe. Zo bijvoorbeeld de ondemocratisch, bijna clowneske situatie van het agglomeratiebestuur dat nu reeds bijna 11 jaar in functie is zonder aan de kiezer onderworpen te zijn.

De heer Vanderpoorten. — Daarin zetelt toch ook een schepen van de Volksunie?

De heer R. Maes. — Vele jaren geleden, toen ik actief was in de jeugdbeweging, mijnheer Vanderpoorten, voerden wij af en toe het stuk «De ontvoerde sukkelaar» op. Dat was een tragi-comisch stuk in drie bedrijven en na het tweede bedrijf deelden wij het publiek mede dat wij er moesten mee ophouden omdat alle spelers dood waren. In het agglomeratiebestuur gaat men stilaan dezelfde weg op.

Ten vierde, mag ik er daarbij nog eens aan herinneren dat, indien niet de letter dan ten minste de geest van het nationaal kompromis dat de grondwetsherziening 1970-1971 inhield, namelijk de ruil van de pariteit inzake de machtsuitoefening op nationaal vlak, tegen de pariteit inzake de machtsuitoefening te Brussel, van bij het begin geweld werd aangedaan door de trucage van de agglomeratieraadsverkiezingen te Brussel?

Aan Vlaamse kant hebben wij dus de volle prijs van de factuur al jaren geleden betaald, maar wij wachten nog steeds op hetgeen ons toegewezen werd te Brussel.

Het principe «één man — één stem» is niet van toepassing wat de machtsuitoefening op nationaal vlak betreft en kan dus ook niet van toepassing zijn te Brussel.

Ik heb het hier reeds meer dan eens gezegd: op nationaal vlak tellen de stemmen van bijna 2 miljoen Vlamingen niet mee; dan mag men er niet over struikelen dat te Brussel de stemmen van tweehonderd- à driehonderdduizend Franstaligen ook niet meetellen.

Ten vijfde, de enige goede oplossing voor het probleem Brussel blijft dus de samenvoeging van de 19 gemeenten tot één geheel, waarbij én het land in zijn geheel én de Brusselse bevolking goed zouden bij varen. Nu dat de fusie van Antwerpen een feit wordt, is er trouwens geen enkel aanvaardbare reden om ze te Brussel uit te stellen. Eens deze agglomeratie gevormd, moet de top van het Brusselse bestuur paritair worden samengesteld, zoals dit op nationaal vlak het geval is, en zoals bij de grondwetsherziening 1970-1971 werd vooropgesteld.

En dat men daarbij niet eens te meer komt aandraven met het cijfer van de 15 pct. Vlamingen te Brussel, want iedereen weet dat het er veel meer zijn en dat men dit aan de hand van een objectief onderzoek vrij gemakkelijk zou kunnen vaststellen. Het feit dat een deel van deze Vlamingen te Brussel van zichzelf beweren dat zij geen Vlamingen zijn, verandert daar niets aan.

M. Lepaffe. — Il suffit de rétablir le volet linguistique dans le recensement. Nous sommes d'accord pour une enquête objective et scientifique. Posez la question.

De heer R. Maes. — Mijnheer Lepaffe, onze collega, mevrouw De Pauw, heeft gisteren nog terecht aangehaald dat bij inwijking vorig jaar van meer dan tweeduizend Vlamingen te Brussel er slechts driehonderd Nederlandstalige identiteitskaarten werden afgeleverd.

M. Lepaffe. — Cette information date de 1968.

De heer R. Maes. — De cijfers waarop u steeds opnieuw terugkomt, zijn niet ernstig. U die Brussel kent moet dat zo goed weten als ik.

M. Lepaffe. — Nous sommes tout à fait d'accord pour le recensement. Reposez le problème de l'appartenance linguistique de chacun à Bruxelles et vous aurez les chiffres précis, mais vous en avez peur !

De heer R. Maes. — Maar neen, wij zijn daar helemaal niet bang van. Van zodra men op een ernstige manier telt, willen wij tellen zoveel u wil. Het fenomeen echter — en ik wil dat hier voor alle collega's nog eens herhalen — dat gedurende generaties lang tienduizenden Vlamingen zich van hun eigen volk te Brussel hebben afgekeerd en de andere kant zijn gaan vervoegen, moet voor altijd als een onvergeeflijke fout door iedere bewuste Vlaming aan de Belgische Staat en zijn opeenvolgende regeringen worden aangerekend. *(Applaus op de banken van de Volksunie.)*

Ten zesde, en als de Franstaligen te Brussel dan met zo'n redelijke regeling niet instemmen? Wel, en dat is precies het grote verschil met de situatie van nog niet zolang geleden. Toen waren de Vlamingen alleen maar vragende partij zonder veel troeven in de hand en gechanteerd inzake het randgebied om iets in Brussel te bekomen. De situatie van Brussel op allerlei gebied is echter zo geëvolueerd dat het voor ieder die nog zien wil, wel duidelijk moet zijn dat Brussel er alle belang bij heeft zich niet verder van Vlaanderen af te zonderen en nog minder zich bij Wallonië te laten inlijven. Zelfs sommige Franstaligen in Brussel beginnen dit in te zien.

Zo deze mening het haalt zal het voor al de Brusselaars om te beginnen, maar ook voor de communautaire vrede in dit land een goede zaak zijn. Haalt zij het niet, dan staat Brussel er slecht voor en zal verdere financiële, economische en sociale achteruitgang deze aloude Vlaamse stad wellicht op lange termijn doen verschrompelen tot een provinciestad, want zij zal als hoofdstad onaanvaardbaar worden, met alle gevolgen van dien. Om van de tijdbom van de 25 pct., binnenkort 30 of 40 pct. vreemdelingen nog maar te zwijgen.

Ik heb eraan gehecht al deze zaken, dacht ik zo, nogal duidelijk en schematisch op een rijtje te zetten. Omdat eens te meer, zoals het spreekwoord zegt, een verwittigd man er twee zou waard zijn. Wij zijn aan Vlaamse kant lang genoeg gediscrimineerd geweest om anderen ditzelfde lot niet voor te behouden. Wij wensen echter ook niet blijvend de dupe van de situatie in België te zijn en staan gewoon op de juiste toepassing van de vroeger afgesloten akkoorden, gewoon op ons recht. Dit moet voor eens en voor altijd voor iedereen in dit land duidelijk zijn. *(Applaus op de banken van de Volksunie.)*

M. le Président. — La parole est au chevalier de Donnéa.

M. le chevalier de Donnéa. — Monsieur le Président, chers collègues, les grands déséquilibres économiques et financiers dont souffre notre pays ont été amplement décrits dans cette assemblée. Je n'y reviendrai donc pas.

J'aborderai d'emblée la question suivante: l'opposition a-t-elle été capable de formuler en commission des Finances et au cours de ce débat public une politique alternative crédible?

J'ai écouté nos collègues de l'opposition en commission. J'ai lu et relu attentivement le rapport de la commission pour tenter d'y trouver des suggestions concrètes. J'ai également écouté les ténors de l'opposition dans cette salle. J'avoue avoir entendu beaucoup de critiques à l'égard du gouvernement, beaucoup d'incantations, mais peu de propositions concrètes techniquement crédibles. Je n'ai, en tout cas, entendu formuler aucun plan global, concret et cohérent de rechange ni en commission, ni dans cette assemblée.

Or, on est en droit de penser que c'est dans la sérénité de la commission des Finances, à l'abri de toute pression démagogique, que l'opposition aurait dû déposer des propositions visant à concrétiser une « autre politique ».

En passant au peigne fin les déclarations et questions de l'opposition en commission, je n'ai pu relever que trois propositions concrètes, quoique très partielles, et trois critiques fondamentales qui méritent analyse.

Première proposition: « Il faut réduire les charges financières et les taux d'intérêt qui sont un élément déterminant des coûts. Pour agir sur les taux d'intérêt, il faut rompre la structure monopolistique du système bancaire belge. »

Cette proposition appelle les remarques suivantes.

Il est vrai que les taux d'intérêt élevés que nous connaissons freinent la relance des investissements industriels et de la construction, et que tout doit être mis en œuvre pour faire pression sur ces taux. Mais il n'est pas sérieux de prétendre qu'à cet effet il faut « rompre la structure monopolistique du système bancaire belge », lorsqu'on sait qu'il y a 83 banques en Belgique, dont 55 banques étrangères, qui se font concurrence, lorsqu'on sait également que l'Etat dispose d'organismes publics de crédit qui concurrencent les banques privées.

M. Vercaigne. — Neuf cents au Luxembourg et plus de quatre mille holdings !

M. le chevalier de Donnéa. — Donc, même si les banques privées constituaient de fait un cartel pour imposer des taux artificiellement élevés, la concurrence des organismes publics pourrait déjouer une telle manœuvre. On sait enfin que les banques belges et étrangères implantées en Belgique sont également en concurrence avec des banques des principales places financières européennes.

Bref, le système bancaire n'est ni monopolistique ni même oligopolistique. Il n'y a donc pas de monopole à briser dans les faits. Ne nous attaquons pas à des moulins à vent.

Le vrai remède pour faire baisser nos taux d'intérêt réels au niveau de celui des pays industrialisés mieux gérés, c'est de réduire le déficit des finances publiques et de mener une politique économique qui rétablisse l'équilibre de notre balance des opérations courantes et qui rétablisse la confiance dans le franc, comme le préconise le gouvernement.

Mais la vraie détente des taux d'intérêt réels ne pourra venir que d'un changement de la politique monétaire aux USA. C'est ce que confirme encore l'Institut de Recherche économique et sociale de l'UCL, dans sa dernière publication, lorsqu'il note qu'en Europe, l'effet d'osmose internationale avec les Etats-Unis et le souci d'éviter une plus forte dépréciation face au dollar américain constituent les principaux facteurs explicatifs des niveaux élevés des taux d'intérêt. Malheureusement, vu les importants besoins de financement du Trésor américain en 1982, il semble qu'une détente significative des taux américains soit exclue cette année encore.

Enfin, n'oublions pas que la réduction des taux d'intérêt n'est pas une panacée. Les charges financières des entreprises ne représentent que quelque 15 p.c. des charges salariales globales en moyenne. Ces charges financières ne sont pas uniquement fonction des taux d'intérêt, mais également d'autres facteurs tels que l'endettement des entreprises.

Deuxième proposition, formulée par l'opposition en commission des Finances: « L'accroissement des exportations est illusoire parce que notre économie est déjà trop axée sur l'exportation et que nos produits sont peu recherchés. Ce qui crée le déséquilibre, c'est la part croissante des importations sur le marché intérieur. Une des façons de réduire les importations et d'accroître l'activité interne, c'est de mener une vigoureuse politique d'économie d'énergie. »

Cette proposition appelle les remarques suivantes. Notons d'abord que l'affirmation que l'accroissement de nos exportations est illusoire a été démentie par les faits en 1981: nos exportations ont encore crû en volume de 8,4 p.c. cette année-là. Une croissance en volume de nos exportations de 6 à 7 p.c. semble possible et est prévue pour cette année encore.

Si la Belgique renonce à faire l'effort nécessaire pour accroître ses exportations, elle devra tôt ou tard réduire sensiblement ses impor-

tations et substituer à la consommation de produits étrangers recherchés et moins chers, des produits belges non seulement plus chers mais aussi « peu recherchés », selon les termes mêmes du commissaire de l'opposition que je cite. Il en résultera une réduction du niveau de vie. Le fait de mener « une vigoureuse politique d'économie d'énergie » ne changera rien à ce fait.

En effet, une utilisation plus rationnelle de l'énergie, qui est certes très souhaitable, requiert des investissements tant dans le secteur industriel que domestique. Cette politique implique donc également davantage d'investissements et moins de consommation. Il est donc abusif de vouloir faire croire qu'il suffirait de mener une politique d'utilisation rationnelle de l'énergie pour que la population échappe à tout effort d'austérité. D'autant plus que les entreprises et les particuliers ont déjà fait un effort énorme en la matière sous la pression du renchérissement des produits énergétiques. En dix ans, à production industrielle constante, la Belgique a réduit sa consommation d'énergie dans le secteur industriel de quelque 20 p.c. On ne peut pas non plus fonder l'essentiel de l'effort de relance visant à résorber le chômage de 450 000 personnes sur la seule base d'une politique d'utilisation rationnelle de l'énergie, même si une telle politique est capable de créer quelques milliers d'emplois.

La seule politique valable à long terme est, on l'a dit et cela mérite d'être répété, une politique qui rétablisse la compétitivité de nos produits, restaure les perspectives de rentabilité des entreprises et leur donne ainsi les moyens nécessaires de mener une politique de recherche — développement susceptible d'élargir progressivement notre portefeuille de produits. Cela prendra du temps, on l'a dit également, mais c'est la seule politique qui permettra de relancer l'emploi et la consommation des ménages de façon durable.

Troisième proposition concrète que j'ai trouvée dans les déclarations de l'opposition: « Il faut une approche volontariste de la politique du crédit pour reconstruire le tissu industriel. »

Mais qu'est-ce qu'une approche volontariste de la politique du crédit?

Cela consiste-t-il à donner du crédit à des entreprises qui constituent en fait des risques anormalement élevés? Peut-on démontrer que le secteur bancaire, tant privé que public, n'accorde pas de crédits à certaines entreprises d'avenir? Cela ne semble nullement démontré. Une politique qui obligerait les organismes de crédit à accroître le risque moyen de défaillance de leurs débiteurs déboucherait inévitablement sur un renchérissement du coût du crédit, qui atteint déjà des niveaux que l'opposition dénonce. La désindustrialisation de la Belgique ne résulte pas d'une insuffisance de crédits, mais bien d'une insuffisance de projets porteurs d'avenir que leurs promoteurs acceptent de réaliser chez nous, et cela par manque de confiance dans l'avenir de notre économie. Ce n'est que lorsque cette confiance aura été restaurée que l'économie redémarrera vraiment.

Examinons maintenant trois critiques fondamentales formulées par l'opposition.

Première critique: plusieurs membres de cette assemblée ont dénoncé le fait que la dévaluation du franc aurait été un échec. Le seul vrai critère pour juger la politique du taux de change du gouvernement est son impact sur les échanges extérieurs du pays et non pas les quelques mouvements spéculatifs qui, malheureusement, se sont produits ces derniers mois. L'appréciation du dollar américain en 1981 avait déjà donné un coup de fouet aux exportations européennes et freiné les exportations américaines et japonaises. C'est ainsi que l'Ires fréquemment cité par l'opposition note que les mouvements de change enregistrés depuis la mi-1980 ont eu un impact sur l'orientation des flux commerciaux. L'Ires conclut son analyse de l'évolution des cours du change en ces termes: « Les cours du change d'aujourd'hui sont en général plus conformes aux normes d'une parité internationale de coûts du secteur industriel qu'ils ne l'étaient auparavant. »

Deuxième critique à laquelle je m'attarderai: selon l'opposition, le recul du pouvoir d'achat ne manquera pas de réduire la consommation intérieure et donc la demande. Il créera donc plus de chômage.

Mais les auteurs de cette critique oublient que, dans une économie aussi ouverte que la nôtre, tout accroissement du pouvoir d'achat s'orienterait, vu la structure de nos coûts, largement vers l'importation de biens de consommation. Une augmentation du pouvoir d'achat ou l'absence de freinage de celui-ci ne contribuerait pratiquement pas à la relance de l'emploi en Belgique, mais creuserait au contraire le déficit de la balance commerciale, qui exercerait encore davantage une pression à la hausse sur les taux d'intérêt pour défendre le franc.

Le refus de mener une politique visant à aligner nos rémunérations et surtout notre coût salarial par unité produite sur ceux de nos concurrents déboucherait donc sur un accroissement du chômage, et non sur une relance de l'activité par le truchement de la demande intérieure, comme le prétend à tort l'opposition.

C'est la raison pour laquelle il faudra poursuivre au cours des années à venir une politique maintenant la croissance des salaires en dessous de celle de la productivité.

Troisième critique de l'opposition — la dernière que j'examinerai avant de conclure —: « La répartition des sacrifices imposés par la politique d'austérité est inéquitable. »

La notion d'équité est une notion subjective.

Mme Remy-Oger. — C'est combien vrai!

M. le chevalier de Donnéa. — Chacun d'entre nous a sans doute une sensibilité propre à cet égard. C'est normal et légitime. *(Exclamations sur les bancs socialistes.)*

M. Delmotte. — Chacun a aussi son propre portefeuille!

M. le chevalier de Donnéa. — Mais il faut avoir l'honnêteté de reconnaître que le gouvernement a pris les mesures nécessaires pour sauvegarder le pouvoir d'achat des revenus les plus faibles, soit inférieurs à environ 28 000 francs belges.

M. Vercaigne. — Vous ne savez pas ce que c'est; vous ne vivez pas cette situation.

M. Delmotte. — Vous démentez les chiffres que vous avez cités hier à cette même tribune.

M. le chevalier de Donnéa. — L'indexation forfaitaire en vigueur cette année frappera davantage les gros revenus que les petits.

M. Delmotte. — Etes-vous né d'hier? C'est de la provocation!

M. le chevalier de Donnéa. — La démonstration mathématique en est facile à faire.

M. Delmotte. — Faites-la, si vous le pouvez, et prenez la Haute Assemblée à témoin; vous en êtes incapable!

M. le chevalier de Donnéa. — L'effort de solidarité demandé cette année aux revenus supérieurs à trois millions va également dans le sens de la répartition équitable de l'effort d'austérité.

Aller plus loin dans le nivellement des rémunérations élevées déboucherait sur une pénalisation injuste et sur une démobilisation accrue des cadres et des travailleurs qualifiés.

De même, l'alourdissement de l'imposition du capital immobilier ne ferait qu'accentuer le marasme du secteur de la construction et favoriserait encore la fuite des capitaux.

L'opposition demande qu'on taxe les revenus provenant de placements passifs et spéculatifs, ainsi que les grands patrimoines. Mais elle s'abstient soigneusement de proposer des mécanismes concrets et opérationnels pour ce faire. En tout cas, elle ne l'a pas fait en commission lors du débat sur le budget des Voies et Moyens.

Pour conclure, je dirai qu'il ressort des débats en commission des Finances du Sénat et des exposés déjà entendus en séance publique que l'opposition n'a pas d'alternative crédible sur le plan technique pour combattre la crise et pour maintenir, ou relancer l'emploi et le niveau de vie de la population.

La voie du redressement sera longue, tant était pourrie la situation dont le présent gouvernement a hérité.

Des mesures de partage du travail disponible devront dès lors être prises pour éviter que des milliers de chômeurs ne perdent leur savoir-faire et ne tombent dans le découragement, mais cela ne pourra se faire qu'en partageant également la masse des revenus. Il faut que la population sache que les mesures de réduction du temps de travail qui dépasseraient la croissance de la productivité déboucheraient inéluctablement sur une diminution du pouvoir d'achat global.

On peut d'ailleurs se demander si les difficultés des Européens ne découlent pas en grande partie du fait qu'ils veulent travailler moins, alors que d'importants concurrents continuent à travailler plus. Il apparaît, dès lors, paradoxal de présenter la réduction du temps de travail avec maintien de la rémunération individuelle comme une panacée. La répartition du travail disponible permettra d'atténuer certains coûts sociaux du déclin des économies européennes. Elle ne relancera pas toute seule le volume global de la production et de l'emploi.

Et c'est là que le bât blesse. L'opposition ne propose en fait rien de concret pour relancer le volume de la production et celui de l'emploi. Actuellement, les éditoriaux écrits par les membres de l'opposition contiennent 95 p.c. de critiques et 5 p.c. d'incantations. On y lit, par exemple, sous la plume de M. Guy Cudell, dans un numéro récent du *Courrier de la Bourse:* « Ce qui dynamise le système économique, c'est le combat continu pour que se poursuive l'émancipation du monde du travail et ses possibilités de conquérir des droits économiques de nature à briser le chômage et l'injustice. »

Je suis d'accord sur cette proposition générale de M. Cudell, mais il ne nous dit pas avec quelles armes concrètes il va mener ce combat face à de nouveaux concurrents qui travaillent encore plus de quarante heures par semaine, jouissent d'une paix sociale enviable, disposent souvent de ressources minérales considérables, et font de gigantesques efforts de recherche-développement pendant que nous entretenons moult canards boiteux et services administratifs parasitaires, ...

M. Vercaigne. — Ça, c'est l'UDRT!

M. le chevalier de Donnéa. — ... et que nous nous lançons, par manque d'imagination, dans divers travaux d'infrastructure, dont la rentabilité n'a jamais été établie.

En fait, qu'on le veuille ou non, la voie du redressement passe par une politique d'austérité et par la libération des initiatives individuelles privées. Depuis sept ans que dure la crise, l'Etat a fait la preuve de son incapacité de découvrir et de mettre sur pied des activités industrielles porteuses d'avenir. Il n'a même pas été capable de redresser la plupart des entreprises malades où il a pris des participations.

Le recentrage de notre activité industrielle ne sera donc possible que lorsque les individus entreprenants et porteurs de projets auront de nouveau suffisamment de confiance dans l'avenir de ce pays pour y entreprendre et y investir. *(Applaudissements sur les bancs de la majorité.)*

Mme Remy-Oger. — Quel beau discours de droite!

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Vermeiren.

De heer Vermeiren. — Mijnheer de Voorzitter, mijnheer de Vice-Eerste minister, geachte collega's, de huidige coalitie is eind vorig jaar aangetreden in één van de moeilijkste periodes sedert wereldoorlog II en dit zowel op financieel, economisch als sociaal vlak.

De economische activiteit van ons land werd gekenmerkt door een aanhoudende stagnatie en zelfs een negatieve groei in 1981. Hierbij werden belangrijke basissectoren van onze industriële structuur in hun bestaan bedreigd en wordt het geheel van onze ondernemingen ernstig in hun concurrentiepositie ten aanzien van het buitenland aangetast.

Onze arbeidsmarkt vertoonde een catastrofale toestand. Het verslag namens de commissie voor de Financiën uitgebracht door de heer Poullet leert ons dat er in december 1981 676 746 werkzoekenden waren onder wie 423 847 volledig werklozen.

De ontreddering van de openbare financiën bereikte vorig jaar een ontoelaatbaar hoogtepunt. Het tekort op de lopende verrichtingen van de Rijksbegroting liep op tot 264,5 miljard zijnde 7,4 pct. van het BNP en het totaal bruto te financieren saldo steeg tot 612,4 miljard of 17,1 pct. van het bruto nationaal produkt.

De PVV heeft echter haar verantwoordelijkheid niet willen ontlopen en heeft dan ook de uitdaging aanvaard om tot deze regering toe te treden die steunt op een duidelijk liberaal geïnspireerd programma. Een regeerprogramma dat een fundamentele ommekeer mogelijk maakt tegenover het immobilisme en de kortzichtige politiek van de laatste jaren.

De maatregelen welke in uitvoering van de regeringsverklaring dienden te worden getroffen, hadden door de catastrofale sociaal-economische en financiële toestand een zeer dringend karakter. Dat hierbij een beroep werd gedaan op volmachten kon vanuit het Parlement slechts betreurd worden.

De regering is er hierdoor echter in geslaagd op korte termijn een aantal ingrijpende maatregelen te treffen waarvan nu reeds kan gezegd en aangetoond worden dat zij de enige weg vormen naar een duurzaam herstel. Overigens zal het Parlement zijn volle medewerking kunnen verlenen aan een aantal ingrijpende structurele maatregelen die dit doel nastreven, zoals de hervorming van de expansiewetgeving en van de personenbelasting.

Dat de grote opties van het regeringsbeleid een geldig antwoord bieden op de uitdaging van de economische crisis, kan nu reeds worden aangetoond. Alhoewel het nog vrij vroeg is om nu reeds definitieve conclusies te trekken, stelt men al een belangrijke kentering vast.

Op het vlak van het aantal faillissementen heeft men over de eerste vier maanden van dit jaar weliswaar nog een lichte stijging moeten vaststellen, ongeveer 6,5 pct., ten overstaan van dezelfde periode vorig jaar; maar in 1981 bedroeg deze stijging nog 25 pct.

De jongste maanden vertoonde de conjunctuurcurve van de Nationale Bank een gevoelige verbetering. De getalwaarde van de synthetische curve, waarin de indicator van het prijsverloop is begrepen, steeg van 87,99 punten in februari 1982 naar 91,72 punten in maart, dit wil zeggen een verhoging met 3,73 punten. Deze forse toename is vooral toe te schrijven aan het feit dat nagenoeg alle indicatoren nopens het conjunctureel klimaat in de verwerkende nijverheid een verbetering te zien gaven.

Op het vlak van de activiteit in de bouwsector beginnen hoopgevende signalen door te klinken. De verdere achteruitgang in het begin van het jaar is te verklaren door de afwachtende houding van de potentiële bouwers. Vanuit sommige gemeentelijke diensten en uit de kringen van de ontwerpers wordt echter melding gemaakt van toenemende bouwaanvragen tengevolge van de BTW-verlaging in de sector.

Met betrekking tot de gunstige resultaten van het gevoerde regeringsbeleid kan tot slot worden verwezen naar twee recente rapporten. Allereerst is er de studie van het secretariaat van de Ekonomische Unie van de Benelux, waarin voor 1983 een stijging van de uitvoer in volume met 6 pct. voorspeld wordt. Vervolgens is er de positieve evaluatie van het regeringsbeleid in het OESO-rapport over België en Luxemburg van april jongstleden — ik citeer —: « De huidige doelstelling van de economische politiek zal aan België toelaten de vicieuze cirkel van vertraagde groei te doorbreken en de structurele onevenwichten weg te werken. »

Al deze positieve geluiden betekenen evenwel nog niet dat het pleit gewonnen is. Zij tonen wel aan dat de huidige regeringscoalitie de goede weg is opgegaan. De uitdaging is echter zo groot, dat de inspanning moet aangevuld en verdergezet worden. De regeringsverklaring bevat reeds een aantal duidelijke opties ter zake.

De heer Seeuws. — Als ze nog geld heeft om te betalen!

De heer Vermeiren. — In dit verband wens ik nogmaals uw bijzondere aandacht te vestigen op de KMO. In het verleden is gebleken dat de KMO een belangrijke bijdrage geleverd hebben tot het in stand houden van de werkgelegenheid. Daarenboven is hun sociaal en regionaal karakter ook van groot belang. Zij stellen immers mensen uit de streek tewerk en de plaatselijke bevolking leeft mee met de onderneming, door onder meer de consumptie van haar afgewerkte produkten.

Het is dan ook noodzakelijk dat de regering dringend werk maakt van de in de regeringsverklaring vermelde maatregelen en dat zij prioritair de nodige aandacht schenkt aan de problemen waarmede vele KMO's nu geconfronteerd worden door de prijsblokkering. Er dient opgemerkt dat de prijzendienst van Economische Zaken de diverse aanvragen tot prijsverhoging zeer snel en doelmatig zou moeten behandelen, om te vermijden dat talloze ondernemingen binnen een korte tijdsspanne in moeilijkheden zouden komen.

Een tweede belangrijke optie, vermeld in de regeringsverklaring, waarin tot dusver nog geen initiatieven werden genomen, behelst de belastinghervorming. Benevens het familiaal aspect van deze hervorming zal zij er vooral moeten op gericht zijn de actieve bevolking niet langer fiscaal te ontmoedigen, maar integendeel stimulansen te geven om de creatieve krachten van de werkende bevolking meer ruimte te geven. De optie kadert overigens in de globale doelstelling van de regering die erop gericht is door diverse kostenverlagende maatregelen de concurrentiekracht van onze ondernemingen te herstellen.

Hoewel de genomen maatregelen reeds een belangrijke stap in de goede richting zijn, zal de inspanning moeten worden voortgezet. De sanering van de overheidsfinanciën zal de spanning op de kapitaalmarkt doen afnemen en aldus meer ruimte scheppen voor kapitaalverschaffing aan de ondernemingen tegen lagere intresten.

Tevens rijst het probleem van een eventuele verlenging van de loonmaatregelen. De Eerste minister had het dan ook bij het rechte eind wanneer hij in een vraaggesprek met het financieel blad *De Financieel-Economische Tijd* verklaarde dat de loonontwikkeling in 1983 en 1984 niet mag afwijken van die van de zeven voornaamste OESO-handelspartners. In dit verband kan men de vraag stellen of het niet aangewezen is het huidig systeem van de aanpassing van de lonen aan het indexcijfer der consumptieprijzen af te stemmen op de bestaande regeling in andere meer welvarende Europese landen.

Deze bespreking van het geheel van het economisch en financieel herstelbeleid van de regering brengt ons tot het begrotingsbeleid, dat er een wezenlijk onderdeel van uitmaakt en ongetwijfeld een van de moeilijkste opdrachten van de huidige regering vormt.

Wat betreft de voorliggende begroting kunnen we er ons over verheugen dat de regering ernaar gestreefd heeft een zo realistisch mogelijke begroting op te maken. Hiervoor was zij genoodzaakt de oorspronkelijke cijfers van de ontwerp-begroting 1982, opgemaakt in augustus 1981, met 130 miljard aan te passen. Daarenboven diende een supplementaire bezuinigingsoperatie van 76,4 miljard te worden gedaan om een uiteindelijk objectief van 252 miljard, als tekort op de lopende verrichtingen, te bereiken.

Bij de belangrijke inspanning die door de regering werd verricht om een eerste stap te zetten in de richting van noodzakelijke sanering van de openbare financiën, verdient vooral de nieuwe techniek die werd aangewend onze bijzondere aandacht.

De in het verleden toegepaste methode, waarbij voor de diverse begrotingsposten enkel groeipercentages werden vastgesteld ten opzichte van het voorgaande jaar, is een belangrijke oorzaak van de huidige budgettaire impasse.

Er weze aan herinnerd dat in het verleden diverse leden van mijn fractie deze problematiek hebben aangesneden en hebben gepleit voor de geleidelijke invoering van de principes van een nieuwe budgetmethode, met name de zogenaamde *zero-base*-budgettering. *Zero-base* budgettering is een begrotingstechniek die een *link* legt tussen begroting *(input)* en planning *(output)*. De planning omvat gedetailleerde programma's en doelstellingen. Hierbij worden steeds diverse alternatieven, met de daaraan verbonden kosten en baten, tegen elkaar afgewogen. Bij de *zero-base*-budgettering wordt eerst het niveau van de begroting vastgelegd en daarna wordt bepaald welke programma's haalbaar zijn. Binnen de begrotingsenveloppe worden, met andere woorden de activiteiten volgens een dalende orde van prioriteit afgewerkt.

De volgende basisvragen zijn permanent aan de orde:

1. Zijn de lopende activiteiten efficiënt, met andere woorden, kosten ze niet te veel volgens het bereikte resultaat, zijn ze effectief en worden de doelstellingen bereikt?

2. Moeten lopende activiteiten worden gestaakt, of worden teruggedraaid ten gunste van nieuwe programma's die een hogere prioriteit hebben, of om de begroting in te krimpen?

De methode houdt veel meer in dan het autoriseren en controleren van de begroting. De nadruk wordt verlegd naar de keuze-functie en de beheerstechnische functie. *Zero-base*-budgettering betekent onder meer het omschrijven van doelen, programmabeoordeling, het omschrijven van praktische beslissingen en het begroten ervan.

Dat men deze nieuwe techniek van de ene op de andere dag zou kunnen invoeren is natuurlijk een illusie. Wel stellen we met genoegen vast dat bij het opmaken van de begroting 1982 een eerste stap werd gezet in deze richting en dat de minister van Begroting deze inspanning zal verder zetten in de komende jaren.

Zo zijn we beland bij de voorbereiding van de begroting voor volgend jaar. Graag had ik in dit verband volgende principes naar voor geschoven.

De heer Gramme, ondervoorzitter, treedt als voorzitter op

In de eerste plaats wil ik de regering vragen prioritair aandacht te besteden aan het volledig uitwerken van de nieuwe begrotingstechniek. Ik ben ervan overtuigd dat dit de enige weg is om in de komende jaren het financieringstekort, uitgedrukt in procent van het BNP, jaarlijks met 1,5 pct. tot 2 pct. te doen dalen. Dit zal het mogelijk maken het tekort tegen 1985 tot aanvaardbare verhoudingen terug te brengen, vergelijkbaar met de begrotingssituatie in de ons omringende landen. Daarenboven zal deze weg ons toelaten op een selectieve wijze de noodzakelijke sanering uit te voeren, niet door een beroep te doen op lineaire verminderingen van de bepaalde begrotingsposten, maar door het uitzuiveren uit de begroting van alle uitgaven die onvoldoende verantwoord zijn in tijden van budgettaire impasse.

Een tweede principe dat ik zou willen aansnijden in verband met de opmaak van de begroting 1983, is de absolute noodzaak om de globale fiscale en parafiscale druk niet te doen toenemen.

Terecht heeft de Eerste minister in zijn uiteenzetting verwezen naar de mogelijke negatieve gevolgen van een toenemende fiscale druk. De grens is inderdaad bereikt. De enige weg om de overheidsfinanciën te saneren ligt dan ook in een inkrimping van de uitgaven.

Als derde principe wens ik de aandacht te trekken op de noodzakelijke sanering van de sociale zekerheid. In tegenstelling tot het verleden werd reeds een belangrijke inspanning geleverd met het oog op het herstel van het financieel evenwicht en een afremming van de druk van de sociale uitkeringen op de rijksbegroting. Men moet evenwel betreuren dat daartoe andermaal werd teruggegrepen naar een verhoging van de sociale bijdragen en het heffen van bijzondere belastingen. Wil men dit in de toekomst vermijden, mede in het licht van de noodzakelijke vrijwaring van een verantwoord sociaal beleid in de komende jaren, dan lijkt het ook aangewezen in het kader van de voorbereiding van de begroting 1983 een grondig onderzoek aan te vatten van meer structurele ingrepen in de sociale zekerheid.

Meer in het bijzonder kan men in elk geval verwijzen naar wat in het regeerakkoord ter zake vermeld is met name:

— De invoering van een franchise met betrekking tot de terugbetaling van de gezondheidszorg;

— De geleidelijke hervorming van de pensioenstelsels met het oog op een eventuele invoering van een nationaal basispensioen, dat zou kunnen worden aangevuld met individueel te financieren pensioenrechten.

Daarenboven moet in het licht van de genomen maatregelen inzake de kinderbijslagen worden gestreefd naar een meer sociaal verantwoorde en definitieve regeling.

Tot slot wens ik in het kader van de saneringsoperatie waarmede bij de begroting 1982 werd gestart, even uw aandacht te vestigen op noodzakelijke begeleidende maatregelen die dienen te worden getroffen. Dit geldt onder meer bij de noodzakelijke afremming van de talloze subsidies die rechtstreeks of onrechtstreeks aan talloze ondernemingen in moeilijkheden worden verstrekt, zowel overheidsbedrijven als andere bedrijven. Deze subsidiëring kan enkel nog verantwoord worden indien zij steunt op een sluitend saneringsplan. Indien vooraf op een objectieve wijze de overlevingskansen bepaald zijn, kan enerzijds een selectie worden toegepast in de ondernemingen waaraan steun verleend wordt en kan men anderzijds een inspanning vragen aan alle betrokken partijen. Het verleden heeft reeds aangetoond dat men hiertoe bereid is.

Ik hoef in dit verband maar te verwijzen naar de inspanningen die geleverd werden door de personeelsleden van een onderneming, uit mijn streek, namelijk Sabena. Het minste dat men van de leiding van de onderneming en van de overheid in dit geval kan verwachten, is dat de inspanning van de werknemers gehonoreerd wordt, dat de gehele operatie steunt op een sluitend saneringsplan waarbij de resultaten van de gevraagde inspanning duidelijk omschreven zijn.

Tot daar dit kort betoog met betrekking tot de Rijksmiddelenbegroting 1982. Mijn fractie is ervan overtuigd dat deze regering reeds belangrijke inspanningen geleverd heeft die ons land uit het moeras van de sociaal-economische en financiële crisis zullen helpen. Ik wens dan ook nogmaals ons vertrouwen in deze dynamische regeringsploeg te bevestigen. *(Applaus op de banken van de meerderheid.)*

M. le Président. — La parole est au rapporteur.

M. Poullet. — Monsieur le Président, messieurs les ministres, chers collègues, plus que jamais, le budget des Voies et Moyens doit être l'occasion d'un débat et de prises de position sur l'ensemble de la politique économique et budgétaire du gouvernement, et cela pour trois raisons: l'ensemble des mesures de redressement ont été prises dans le cadre des pouvoirs spéciaux et donc sans contrôle parlementaire; les effets de ces mesures se répercutent sur le budget des Voies et Moyens de 1982; le gouvernement a lui-même affirmé que sa politique économique et budgétaire faisait un tout.

Depuis de nombreux mois, le PSC n'a cessé d'affirmer que son objectif premier était d'établir une nouvelle croissance et cela en restaurant par priorité la compétitivité des entreprises. Cette exigence nous paraît d'autant plus fondée qu'elle est davantage à même de rétablir l'équilibre des finances publiques qu'une politique exclusivement axée sur la réduction du déficit budgétaire.

La séquence qui a amené le gouvernement à prendre d'abord l'ensemble des mesures économiques et budgétaires qu'il estimait nécessaires et à élaborer ensuite son budget est, dès lors, tout à fait acceptable pour nous, même si cela a eu pour conséquence un retard important dans le dépôt et la discussion du budget des Voies et Moyens.

Si le PSC approuve le gouvernement quant à sa démarche, il l'approuve aussi quant à la qualité du budget qui lui est présenté.

Il y a d'abord le nouvel agencement de l'exposé général qui n'est que la conséquence d'une plus grande logique dans la démarche budgétaire, traduction d'une politique et non juxtaposition d'une série de dispositions ponctuelles.

L'estimation des dépenses nous paraît plus rigoureuse que par le passé et fondée sur des hypothèses plus prudentes. Je pense en particulier au domaine du chômage.

Les mesures d'économies sont plus réelles; il n'y a pas de ces économies fondées sur des réformes théoriques qui ne se réalisent pas. Elles sont souvent calculées en en déduisant les effets induits négatifs connus.

Même sur le plan des recettes où les débats en commission ont été plus fouillés, il faut reconnaître que le gouvernement a poussé plus loin que d'habitude l'explication de ses chiffres, explicitant de ce fait même des faiblesses possibles, tel ce problème des opérations de trésorerie qui, jusqu'à présent, n'étaient même pas mentionnées.

Cette plus grande qualité du budget est importante lorsqu'on veut se souvenir des bouleversements successifs qu'a connus le budget des Voies et Moyens de 1981.

Au delà de ces questions de démarche et de forme, c'est le jugement sur le fond de la politique économique et budgétaire du gouvernement qui compte. A ce titre, il est important d'en apprécier les effets probables.

Si je me réfère aux analyses de plusieurs instituts universitaires, ainsi d'ailleurs qu'aux projections de références du Bureau du Plan, je crois qu'on peut synthétiser les attentes minimales comme suit:

1. Les effets déflatoires des mesures gouvernementales seront compensés par les effets de la dévaluation en 1982 et 1983. On ne peut cependant pas en attendre une relance significative de l'économie;

2. L'ensemble des mesures conduira en 1982-1983 à un arrêt de la destruction d'emplois mais pas pour autant à la création d'emplois nouveaux en quantité significative, et cela alors que la population active continue à croître;

3. La rentabilité des entreprises sera nettement améliorée en 1982-1983, mais ne conduira pas nécessairement à une relance significative des investissements;

4. Il y aura réduction probable du déficit commercial mais pas dans une mesure qui permette le rétablissement progressif de l'équilibre;

5. Il y aura stabilisation, voire même réduction du déficit des pouvoirs publics mais sans que cela ne nous ramène pour autant à une norme acceptable;

6. Un certain nombre de mesures structurelles ont été prises telles que la gestion des écoles de l'Etat par enveloppes globales qui permettent d'augurer d'une approche plus «patronale» de la gestion publique. Des développements plus importants nous sont annoncés dans le cadre du budget 1983.

A partir de ces pronostics volontairement prudents, le PSC tient à affirmer deux choses: en moins de six mois, par un ensemble de mesures, sans doute lourdes à porter, quoi qu'on en dise, équitablement réparties, le gouvernement est parvenu à enrayer le processus de destruction économique et une dégradation exponentielle des finances publiques qui conduisaient le pays à la faillite.

Il a, pour ce faire, pris des mesures auxquelles les gouvernements précédents ne voulaient pas se résoudre, la dévaluation et la désindexation partielle, que l'opposition critique encore aujourd'hui et qui pourtant étaient nécessaires.

Le PSC approuve entièrement le plan d'urgence mené par le gouvernement.

Cela étant, le gouvernement doit maintenant réussir l'opération de reconstruction économique qui doit aboutir: à la création de nouveaux emplois productifs et donc à la réduction du chômage; à la réduction du déficit de la balance des paiements et donc à des moindres taux d'intérêt; à la réduction, par voie de conséquence, du déficit des pouvoirs publics; à une gestion plus efficace des finances publiques.

Il faudra inévitablement demander des sacrifices supplémentaires à la population pour atteindre cet objectif de relance. On n'a pas impunément laissé se détruire du capital pendant plusieurs années sans s'obliger à moins consommer pour le reconstituer.

Le PSC continue à penser que les sacrifices demandés doivent, par priorité, être affectés à la relance économique.

Pour l'atteindre, il croit que le gouvernement doit, par priorité, s'attaquer au problème des taux d'intérêt réels qui sont, depuis plusieurs années, les plus élevés du monde, sauf aux Etats-Unis en 1982, et qui sont nettement plus hauts que ceux de l'Allemagne et des Pays-Bas, malgré notre taux d'inflation plus grand. Ces taux d'intérêt anormalement élevés et les charges financières qui en résultent, sont aujourd'hui une des composantes majeures de la moindre rentabilité des entreprises et du déficit des finances publiques. Cela ne fait point de doute et le gouvernement s'explique très longuement aux pages 28 et 29 de son exposé général. Ils constituent un obstacle déterminant à la relance des investissements. Or, il ne faut pas perdre de vue que notre pays plus que d'autres a besoin de cette relance des investissements étant donné l'ampleur de la désindustrialisation qu'il a subie.

Le gouvernement doit, en deuxième lieu, favoriser un certain nombre de développements industriels pour lesquels il dispose de leviers de commande. Nous pensons en particulier au problème de l'économie d'énergie et du développement des industries et de services de la communication, les télécommunications, la télématique, l'informatique, le logiciel, etc. Dans de tels secteurs, il est possible, à partir d'une impulsion gouvernementale, de créer un nombre significatif d'emplois nouveaux. Pour l'instant, nous faisons plutôt le contraire.

Troisièmement, en attendant que la relance économique et la politique industrielle produisent un accroissement significatif de l'emploi, le gouvernement doit mettre en place une politique de l'emploi, notamment au bénéfice des jeunes. Il faudrait aboutir à garantir à ceux-ci la possibilité de gagner un revenu minimum par le travail, plutôt que de leur garantir un revenu minimum à condition de ne pas travailler.

Quatrièmement, il faudra sans doute poursuivre l'arbitrage, plus d'emplois, moins de revenus, selon différentes modalités possibles: travail à temps partiel, réduction du travail, meilleure utilisation du capital, sauvetage de l'emploi par réduction des rémunérations, investissement d'une quote-part des salaires et traitements dans l'entreprise, réduction des charges sociales des entreprises et accroissement de la fiscalité indirecte. Ce qui est essentiel dans cet arbitrage, c'est que les sacrifices faits en termes de revenus donnent effectivement lieu à un accroissement de l'emploi. Il est, dès lors, tout à fait évident que cet arbitrage, sous quelque forme que ce soit, n'est plus pensable sans une réforme de l'entreprise qui permette aux travailleurs de participer aux choix rendus possibles par les sacrifices qui leur seront demandés.

Cinquièmement, il faut qu'effectivement, les finances publiques servent plus efficacement la relance économique; ce qui suppose une amélioration considérable de la gestion publique au niveau de chaque département, de chaque organisme public, et de la cohérence dans l'action des uns par rapport aux autres.

L'objectif est, d'une part, d'éliminer les abus, les gaspillages et les dépenses moins utiles et d'affecter ces ressources soit à la réduction du déficit des finances publiques, soit à des abattements fiscaux favorables à la relance, soit à des dépenses génératrices de relance. Cet objectif ne peut être atteint qu'en augmentant la responsabilité de gestion de chaque unité administrative et en permettant des arbitrages à son niveau entre différentes sortes de dépenses.

L'objectif est, d'autre part, d'augmenter l'efficacité des dépenses publiques et en termes de rentabilité budgétaire, c'est-à-dire en faisant des dépenses qui conduisent à terme à une réduction des dépenses, et en termes de rentabilité économique. Ceci ne peut se réaliser qu'en allant bien au delà des arbitrages budgétaires par cellules inaugurés pour l'élaboration du présent budget. Ce qu'il faut faire, c'est un arbitrage par grande politique et entre grandes politiques — telle que par exemple la politique familiale, ou la politique du logement — et cela dans une perspective pluriannuelle. N'est-il pas typique de voir aujourd'hui la politique du logement social aller radicalement à l'encontre de la politique de relance de la construction?

Sixièmement, une meilleure répartition des charges fiscales et parafiscales rend indispensable une refonte de notre système fiscal dans le sens de la progressivité familiale de l'impôt. C'est une des composantes essentielles de la stratégie globale que le gouvernement doit mettre au point s'il veut continuer à bénéficier de l'appui de notre parti.

C'est donc un plan global que le PSC attend du gouvernement. Il est indispensable que sa stratégie de relance soit établie avant l'élaboration du budget 1983, de façon que, comme ce fut le cas cette année-ci, le budget 1983 soit la traduction financière de la politique économique et budgétaire du gouvernement.

Le PSC approuve l'intention du gouvernement d'encadrer le budget 1983 par une programmation financière à moyen terme. Il entend que celle-ci escompte les résultats de la politique de relance et de la réorientation des grandes politiques de l'Etat dans le sens d'une plus grande efficacité et d'une plus grande économie.

Le PSC approuve l'intention du gouvernement de donner la priorité à un examen plus rigoureux des investissements publics. Il estime que celui-ci se fera d'autant mieux que les départements supporteront les charges financières des investissements qu'ils décident et pourront, dès lors, procéder à des arbitrages entre futures charges

d'emprunt et dépenses de fonctionnement, ce qui aboutirait, dans beaucoup de cas, à favoriser l'emploi et à réduire le solde net à financer.

En conclusion, le PSC approuve le gouvernement pour l'action d'urgence qu'il a menée jusqu'à présent. Sur cette base, il fait confiance pour le plan de reconstruction qu'il doit entreprendre. Il lui a paru important d'indiquer dès à présent au gouvernement quels devaient en être les axes principaux. *(Applaudissements sur les bancs de la majorité.)*

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Hancké.

De heer Hancké. — Mijnheer de Voorzitter, heren ministers, geachte collega's, de Rijksmiddelenbegroting is traditioneel bij uitstek een politiek, een beleidsdocument. Daarin legt de regering haar fundamentele opties neer op alle beheersterreinen en vat zij haar globaal beleid samen. Hoeveel te meer is zulks waar voor de Rijksmiddelenbegroting, die we vandaag bespreken.

De regering heeft zich niet willen houden aan het ontwerp van de regering-Eyskens in augustus 1981. Zij heeft de Rijksmiddelenbegroting, die vrijwel was opgesteld toen de regering-Eyskens viel, opnieuw ter hand genomen met de uitgesproken bedoeling dat de « radicale ommezwaai » die zij in december en januari in het volmachtdebat had aangekondigd, nu reeds merkbaar zou zijn. Zij verklaart in haar toelichting opnieuw met grote nadruk dat deze begroting is opgesteld als « een bestanddeel van een volledige economische strategie » en we kunnen inderdaad niet aan de vaststelling onderuit dat deze Rijksmiddelenbegroting vrijwel een doctrinair document is, een geloofsbelijdenis van onvervalst, agressief, scherp polariserend en patronaal liberalisme. Precies dit kenmerk van deze begroting zal aan het debat twee dimensies verlenen. Enerzijds het onderzoek van het budgettaire luik, en anderzijds de economische en sociale perspectieven, die erdoor worden geopend.

Dat is een polemische aanhef voor een uiteenzetting die beoogt niet polemisch te zijn. De tijden lenen zich niet voor polemiek, al hadden sommige ministers zich daarvan in het recent verleden ook wel bewust mogen zijn geweest. Men denke slechts aan de rel rond Distrigaz en de toen verspreide insinuaties. Polemiek is des te minder aangewezen daar iedereen en niet sedert vandaag het erover eens is dat er moet worden gematigd en er zijn ter zake vóór deze regering aantrad grote inspanningen gebeurd. Dat wordt overigens door deze regering toegegeven. In haar toelichting bij de Rijksmiddelenbegroting is een overzicht opgenomen in bijlage III van al de bezuinigingsmaatregelen tussen 1 juli 1980 en december 1981. Het is een inventaris die dertig pagina's beslaat en die de vorige regeringen wit wast van de beschuldiging dat zij inactief zouden zijn gebleven.

Op een recent congres van mijn partij werd in een inleidend rapport eveneens een overzicht gegeven van de voornaamste matigingsrealisaties. Ook dat overzicht, zeer lapidair en in telegramstijl opgesteld, besloeg niet minder dan een twaalftal bladzijden.

Onze kritiek richt zich dus niet tegen het beginsel van de besparingsinspanning. Zij is gekant tegen de wijze waarop bespaard wordt, tegen de negatieve herverdeling van inkomens die ermee gepaard gaat en die de slachtoffers van de crisis laat opdraaien voor de sociale kost ervan ten voordele van hen, die mee verantwoordelijkheid dragen voor het ontstaan van de crisis. Zij is ook gericht tegen het economisch perspectief, waarvan wij geloven dat het doel niet kan worden bereikt.

Laten we een woord zeggen over de ramingen van ontvangsten en uitgaven, die de regering heeft aangehouden.

Het is bekend dat de regering-Eyskens zich tot doel had gesteld het tekort op de lopende verrichtingen te beperken tot 200 miljard. De regering-Martens V moet vrede nemen met een negatief saldo van 253 miljard. Toch kan daarom deze begroting geen begroting van de waarheid worden genoemd. Er is duidelijk en onbetwistbaar een overschatting van de ontvangsten. Deze overschatting kan al worden aangetoond door de groeivoeten te controleren van de realisaties van 1981 en de begroting 1982. Voor de drie grote rubrieken van de fiscale inkomsten — ik citeer trouwens alleen maar de toelichtende verklaringen van de minister — stellen wij het volgende vast. Voor de directe belastingen is er een stijging van 2,8 naar 14,2 pct., voor de Douane en Accijnzen gaat men van een daling van 0,3 naar een stijging van 9,8 pct.; voor de BTW en de Registratie wordt de stijging van 7 pct. tot 9 pct. opgetrokken.

Voor deze drie rubrieken samen geeft dit een toename te zien van 3,8 pct. naar 12,2 pct. Zelfs wanneer men zou aannemen dat de toename van verleden jaar meer dan verdubbeld zou worden dit jaar en ruim 8 pct. zou belopen, dan nog moet men tot de conclusie komen dat er een overschatting is van 4 pct. of ongeveer 40 miljard. Of anders gezegd: daar de totale aangroei van de fiscale lopende ontvangsten ten opzichte van 1981 111 miljard beloopt, te verhogen met 12 miljard fiscale verminderingen, door de regering toegestaan, zijnde samen 123 miljard, en de nominale groei van de ontvangsten schommelt tussen 80 en 95 miljard, kan niet anders dan worden besloten dat een overschatting van 25 tot 45 miljard voorhanden is.

Er moet dus rekening mee worden gehouden dat het tekort op de lopende verrichtingen niet 253 miljard zal bedragen, maar eerder bij de 300 miljard zal liggen.

Langs de uitgavenzijde kan eveneens worden getwijfeld aan de juistheid der ramingen. Aan de oorspronkelijke uitgavenraming van de regering-Eyskens, die 1 341 miljard beliep, werden 125 miljard toegevoegd, of 70 miljard voor toename van de werkloosheid en de openbare schuld, 27 miljard van niet-verwezenlijkte besparingen en 28 miljard weglating van nieuwe toegewezen ontvangsten. Op dit bedrag van 1 466 miljard werd dan een besparingsronde uitgewerkt ten belope van 70 miljard, waarvan het grootste deel geleverd werd door de zogenaamde sociale cel. Zo werd een uitgavencijfer bereikt in de lopende verrichtingen van 1 397 miljard. Men moet erkennen dat er twijfel bestaat over de omvang van de bijkredieten die eerlang toch zullen moeten worden gevraagd.

Mijnheer de Voorzitter, heren ministers, dames en heren, hoewel het negatief saldo op de lopende verrichtingen op 253 miljard ligt en vermoedelijk in de realiteit niet ver van de 300 miljard zal zijn verwijderd, pakt de regering uit met een overwinningskreet. Zij meent dat het netto te financieren begrotingstekort beperkt werd tot 424 miljard tegen 455 miljard in 1981. Zij ziet daarin een vermindering van de fiscale druk. Ik zou u dit van harte gunnen, heren ministers, maar opnieuw is voorzichtigheid geboden om vier redenen. Ik heb er al twee aangehaald. Ten eerste, een overschatting van de ontvangsten, zoals gezegd, met een bedrag gelegen tussen 25 en 45 miljard. Ten tweede, de sanering in de uitgaven doet de vraag rijzen of al deze bezuinigingen concreet kunnen worden uitgevoerd. De derde reden is — en dat is wel erger — dat er geen rekening werd gehouden met de wisselkoersverliezen die verleden jaar al opliepen tot 20,5 miljard, bedrag dat nu reeds in het eerste trimester werd bereikt. Men mag redelijkerwijze verwachten dat mede onder invloed van de devaluatie het verschijnsel zich dit jaar opnieuw zal voordoen en het zal een succes zijn als de wisselkoersverliezen op het niveau van verleden jaar kunnen worden gehandhaafd.

Tenslotte zij er de schatkistverrichtingen, die verleden jaar een negatief saldo van 26,9 miljard te zien gaven. De minister heeft in de Senaatscommissie van Financiën durven erkennen dat, behoudens enkele onbekende posten, nu reeds moet worden gerekend met een tekort van 18 miljard op de verantwoord te ramen posten. Er kan voorzichtigheidshalve aangenomen worden dat de schatkistverrichtingen dit jaar een negatief saldo van 20 à 25 miljard te zien zullen geven.

Als de berekening gemaakt wordt, moet worden vastgesteld dat deze Rijksmiddelenbegroting ontvangsten overschat en uitgaven onderschat. De weerslag ervan moet op 80 miljard worden geraamd, waardoor het lopend saldo zou oplopen tot 300 miljard, het netto te financieren tekort tot 480 à 520 miljard, het bruto te financieren tekort tot 630 à 675 miljard.

Deze berekening wordt nog pertinenter, als men voor ogen houdt dat de regering in haar ontvangsten een ontvangst van tien miljard voorziet, die moet worden opgeleverd door een versteviging van de strijd tegen de fiscale fraude. Er ontbreken echter aanwijzingen over de wijze waarop de regering deze strijd wil voeren, in het resultaat waarvan zij een grote mate van scepticisme aan de dag legt. Wij hopen dat zij op dat terrein krachtdadige maatregelen zal durven treffen en doen uitvoeren en we wensen haar hier toe dat al haar verwachtingen zouden mogen worden overtroffen.

Mijnheer de minister, tenslotte is er nog een element waarop ik uw aandacht wil vestigen.

U hebt de minderontvangst ingevolge de vermindering van de BTW in de bouwsector geraamd op 10,5 miljard, maar in feite moet zij voor negen maanden, vanaf 1 april 1982 tot het einde van het jaar, worden geraamd op 14,250 miljard. U had er evenwel op gerekend dat de verlaging van de BTW een stimulans voor de bouwsector zou hebben betekend, zodat de minder-ontvangst zou kunnen worden gereduceerd tot 10,5 miljard. U weet dat de verwachtingen inzake een relance van de bouwsector niet uitkomen, wel integendeel, en dat da toestand in die sector, in vergelijking met vorig jaar, nog is verergerd.

De vraag rijst of het bijgevolg niet verstandig zou zijn rekening te houden met nog 4 miljard minder-ontvangsten, namelijk het bedrag dat u zou bereiken bij gelijkblijvende bouwactiviteit, maar met verlaging van de BTW van 17 tot 6 pct. De bouwactiviteit neemt nog

af. Voorzichtigheidshalve dient dus met een hogere minder-ontvangst rekening te worden gehouden.

Dit wijst er ook op dat onze analyse van de invloed van de hoge rentevoeten op de relancemogelijkheden van de Belgische economie ten volle wordt bewaarheid. De vermindering van de BTW komt in feite neer op een vermindering met 2,2 pct. van de rentevoeten, maar dit is onvoldoende om deze sector te relanceren.

Ik vraag u bijgevolg om die minder-ontvangsten niet te beperken tot 10,5 miljard, maar ze op 14,250 miljard te bepalen.

Alvorens dit deel af te ronden, mijnheer de minister, moet ik u nog een vraag stellen omdat in de begrotingstechniek mij iets niet erg duidelijk is. Bent u het erover eens dat de ontvangsten voor 1982 met 18 miljard werden overschat door het niet weder opnemen van de geaffecteerde ontvangsten van 1981 exclusief Maribel? Kunt u bevestigen dat die 18 miljard uitgaven weggevallen zijn en indien dit niet het geval is, betekent zulks dat dit deel van de rijksmiddelen concreet niet meer beschikbaar is voor de financiering van de algemene uitgaven en dat bijgevolg het tekort van de begroting met 18 miljard onderschat is? Indien deze uitgaven wel weggevallen zijn, betekent dit dat in de betrokken sectoren bijkomende besparingen noodzakelijk zullen zijn?

Mijnheer de minister, ik heb hier reeds gezegd dat, naar onze raming, uw begroting met 80 miljard onderraamd is. Nochtans — ik wil u niet geheel ontmoedigen — sluiten wij niet uit dat uw raming wellicht dichter bij de waarheid ligt dan wij nu hebben berekend, ook al doet dit niets af aan de juistheid van onze berekeningen. Wij blijven inderdaad geloven dat de ontvangsten zwaar onderraamd zijn op basis van uw uitgangspunt, namelijk een stijging van het BNP met een half pct. in volume, 7,5 pct. in prijzen en 8 pct. in waarde. Maar precies dit uitgangspunt lijkt ons te zwak te zijn. Vorig jaar bedroeg de inflatie 7,63 pct., wat dicht bij de 8 pct. ligt van dit jaar. Toen was de strijd tegen de inflatie echter nog een primordiale opdracht van de regering die daar overigens één van haar grote successen behaalde in internationaal opzicht. De devaluatie van 8,5 pct. zal de voorspelde inflatoire gevolgen meeslepen. U weet dat de inflatie op jaarbasis nu reeds 9,47 pct. bedraagt. Nochtans is het indammen van de inflatie een voorwaarde voor een duurzame winst van de devaluatie voor onze exportbedrijven.

Daar ligt het belang van een zorgvuldige prijzenblokkering en prijzencontrole, waarvan de selectiviteit in functie moet staan van de importmassa in onze productie. Hier staat de regering voor een dilemma. Zij kan kiezen voor het zolang mogelijk behoud van de voordelen der devaluatie en dus streng zij in de prijzencontrole. Zij kan daarentegen als de budgettaire situatie nog meer uit de hand mocht lopen of uit gebrek aan moed en durf in de toepassing van de prijzencontrole, de inflatietendenzen opnieuw aanwakkeren. In dit laatste geval kan zulks de fiscale ontvangsten sterk doen aangroeien, omdat de stijging met één punt boven de acht vooropgestelde procent, twaalf miljard fiscale ontvangsten waarborgt en een sterkere inflatie dus wel eens 40 tot 50 miljard extra zou kunnen opbrengen.

Eén en ander betekent dat de prijzencontrole van essentiële betekenis wordt, waarop wij de regering zullen beoordelen. Wij hebben gepleit niet voor een inkomensbeleid, zoals de regering met haar volmachten wil voeren, maar voor een prijzenbeleid. Mocht de regering dit laatste instrument slecht en laxistisch aanwenden dan kan zij op twee vlakken scoren: zij is dan het patronaat ter wille dat vandaag aandringt op versoepeling van de prijzencontrole en zij verhoogt haar budgettaire inkomsten. Maar zij verliest dan eveneens op twee andere, en nog belangrijker terreinen: zij zal dan de troef van de inflatiebeheersing, één van de weinige die we nog bezaten, uit handen hebben gegeven, zij zal de vruchten van de devaluatie werkwanseld hebben, zij zal opnieuw lineair en zonder aanzien des persoons gesnoeid hebben in de inkomens door de blinde verhoging van de prijzen. En dat zal het asociaal en zelfs antisociaal karakter van het huidige regeringsbeleid nog versterken en de tegenkrachten nieuw leven inblazen.

Wij bezweren de regering derhalve de prijzencontrole strikt toe te passen, de inflatie in de hand te houden en te beletten dat via de inflatie zou worden gestreefd de budgettaire ontvangsten te verbeteren — ongetwijfeld slechts tijdelijk en voorlopig — vooraleer een nieuwe structurele inzinking zal intreden. Wij hopen dat aan dit pleidooi niet hetzelfde lot beschoren wordt als aan onze pleidooien tegen de devaluatie enkele maanden geleden.

De regering beweert dat haar Rijksmiddelenbegroting past in een globale economische strategie, die beoogt een aantal structurele onevenwichten weg te werken. Dat is een ruime ambitie. Samengevat komt de economische strategie erop neer dat een viervoudige equatie ontstaat: door vermindering van lasten, worden winsten verhoogd, waardoor ruimte ontstaat voor nieuwe investeringen, die werkgelegenheidscheppend zijn. Nadruk ligt in die optiek op loonmatiging en drukken van de productiekosten, nadruk ook op de exportbevorderende activiteiten, en samenhangend met de loonmatiging minder nadruk op de binnenlandse markt, uitzondering gemaakt voor de bouwsector. In hetzelfde kader passen herstel van de betalingsbalans, het budgettair evenwicht, een sterke munt.

Tegen die economische strategie, die een radicale ommezwaai en een breuk betekent, werden tijdens het volmachtdebat een aantal fundamentele bezwaren ingebracht. Zo werd erop gewezen dat voor het eerst sedert de jaren dertig een ronduit deflatoire politiek op binnenlands vlak wordt gevoerd, dat de sociale overlegprocedures aan betekenis inboetten en dat de tewerkstelling haar prioritaire rang verloor. Tegenover het op exportbevorderende activiteiten gericht regeringsbeleid wordt de ontwikkeling gesteld van het binnenlands verbruik, waar nog tal van behoeften onbeantwoord blijven, en wordt aan de overheid de rol weggelegd van stimulator van een selectieve relance in spitstechnologie, gepaard met een beleid van rationeel energieverbruik wat een sociaal verantwoord matigingsbeleid niet uitsluit, integendeel. Er werd toen ook op gewezen dat het onjuist is te stellen dat het draagvlak van de sociale welvaartsstaat alleen de privé-bedrijven zou zijn. Integendeel ook de aanzienlijk uitgebreide overheidssector vervult deze rol van draagvlak en het is onjuist dit draagvlak te verzwakken ten voordele van een onzekere privé-sector.

De prognoses van het Planbureau en van de Kredietbank zijn niet van die aard dat deze bezwaren tegen het regeringsbeleid verzwakken. Wat blijkt immers uit deze gegevens: de groei van de economie blijft tot 1986 zwak, niet hoger dan 1,7 pct. gemiddeld; de inflatie houdt aan, de financiële onevenwichten blijven bestaan, al treedt op dit vlak een zekere stabilisatie in, maar zeker geen herstel en de werkloosheid stijgt tot voorbij 600 000, terwijl de uitvoer achterblijft tegenover de invoer. Kortom, er kan ten hoogste gesproken worden van de stabilisatie van een aantal onevenwichten, maar de prijs daarvoor wordt ten volle betaald op de binnenlandse markt. De binnenlandse vraag krimpt gevoelig in: het verbruik van de particulieren daalt met 3,8 pct. als de indexering weer wordt hersteld in 1983, de investeringen van de particulieren, van de Staat en de ondernemingen blijven dalen. In die hypothese wat de Kredietbank «een nieuw beleidsgesternte» zou noemen kan niet worden gezegd dat het regeringsbeleid het gestelde doel zal realiseren, het minst van al nog de vermindering van de belastingdruk, die nu reeds, zelfs met de door de regering gecorrigeerde cijfers, de hoogste wordt in de geschiedenis en ongetwijfeld nog zal toenemen in de toekomst.

In dit opzicht moet worden gesteld dat het economisch beleid inefficiënt is en dat het slechts neerkomt op *sauver les meubles.* Maar niet alleen de meubels, het gehele huis moet worden gered en daarvoor zal in de toekomst toch een andere, meer voluntaristische politiek, die minder overlaat aan het blinde spel van markt, vraag en aanbodwetten.

En dat pover resultaat wordt tenslotte bereikt door een sociaal onaanvaardbare verdeling van inkomens naar de meer vermogenden toe. Uit te tabellen van het Planbureau voor de eerstkomende vijf jaar blijkt een spectaculaire verschuiving van het inkomen van de loon- en weddetrekkenden en zelfstandigen naar dat van de vermogenden, inclusief bedrijven. De groeivoet van het inkomen van deze drie inkomensklassen bedraagt op jaarbasis tussen 1981 et 1986: loontrekkenden + 7,7 pct., zelfstandigen plus 5,6 pct. en kapitaalinkomens plus 14,8 pct. In 1982 doet zich in deze laatste categorie een spectaculaire aangroei voor van liefst 32,4 pct. — zonder merkbare weerslag op investeringen en werkgelegenheid.

In feite in sociaal opzicht, resulteert de regeringspolitiek derhalve in een gigantische verschuiving van inkomens onder inkomensklassen ten gunste van de meest vermogenden. Ik herhaal het, dat is voor ons sociaal onaanvaardbaar.

Wat wijzen de becijferingen desaangaande uit?

Er is allereerst door de devaluatie een overdracht van 125 miljard naar de bedrijven, volgens berekeningen van de regering zelf. Daarbij moeten gevoegd worden de vele maatregelen, vervat in de volmachtbesluiten. Daarbij komt 120 miljard inlevering: 36 miljard in de privé-sector door de beperking van de loonaanpassing aan het indexcijfer, 24 miljard in de openbare sector, 43 miljard in de sociale sector die als inlevering geldt, en 16 miljard besparende inlevering in de werkloosheidssector, wat neerkomt voor 1982 op een inlevering voor een modaal gezin van 50 000 frank.

De overheveling van inkomens mag voor 1982 alleen worden geraamd op 250 à 300 miljard. Er valt bovendien te voorzien dat de opmaak van de begroting 1983 en de volmachtbesluiten die u zult treffen na de gemeenteraadsverkiezingen nieuwe en zware verrassingen in zullen houden en dat zonder weerwerk op het einde van het

jaar opnieuw tientallen miljarden de inkomensverdeling onder de inkomensklassen scheef zullen trekken.

Het regeringsbeleid valt misschien nog het best af te meten aan het beleid inzake elektriciteitsproduktie, een uitstekende illustratie over de verschuiving in de inkomensstroom die ik zoëven heb aangehaald. Waar de vorige regering een jaar geleden nog beslist had dat de bevoorrechte behandeling van de privé-partner op het stuk van de vennootschapsbelasting in de gemengde intercommunales zou worden vervangen, wat een opbrengst van 5 miljard zou garanderen, heeft deze regering die maatregel ingetrokken. Meer nog zij heeft besloten aan de elektriciteitsbedrijven in totaal nog drie miljard toe te steken door een wijziging van de tarieven. Dit betekent dat alleen voor 1982 aan de «elektriciens» in totaal ongeveer 8 miljard wordt toegestoken die zij zonder deze regering niet konden verhopen. Het gaat om industrieën die in 1981 winsten meldden in de orde van grootte van 5,1 miljard voor Intercom, 3,3 miljard voor Ebes en 1,6 miljard voor Unerg; samen ruim 10 miljard netto-winst. De regering steekt daar nu 8 miljard bij.

Moet de bedoeling van de regering niet veeleer gezocht worden in de wens deze sector in staat te stellen de kernenergie verder uit te bouwen in privé-handen en dit nog vóór het Parlement een uitspraak heeft gedaan over de toekomstige ontwikkeling van de energiebronnen? Zo wordt het Parlement voor schut gezet en worden een reeds sterk bevoorrechte sector nog middelen toegeschoven, die de privatisering van de energiesector, zo vitaal voor de economie van het land, in de hand werken en de beheersing van de energiesectoren in de toekomst zwaar hypothekeren. Hier opnieuw moet de vraag worden gesteld: wiens belangen worden door dergelijk beleid behartigd?

Mijnheer de Voorzitter, mijnheer de minister, geachte collega's, ik kom tot mijn conclusies. Zij kunnen eenduidig en zelfs eenvoudig zijn.

Ten eerste is, zoals wij hebben aangetoond, dat de Rijksmiddelenbegroting niet in evenwicht is. Er is een sterke onderschatting van de ontvangsten, die het negatief saldo op de lopende verrichtingen in de buurt van 300 miljard dreigt te brengen, tenzij de regering de inflatietendensen, vervat in een devaluatie, moedwillig niet onder controle houdt en daardoor na de lineaire verminking van de koopkracht door de devaluatie, ook een lineaire beknotting van de koopkracht door de toenemende inflatie aan haar palmares toevoegt.

Ten tweede, de economische doelstellingen van het regeringsbeleid dreigen niet te worden bereikt. Enkele structurele onevenwichten — maar niet alle — die zij wil herstellen, kunnen hooguit worden gestabiliseerd ten koste van een hoge sociale prijs.

Ten derde, het regeringsbeleid leidt tot een afroming ten belope van 250 à 300 miljard ten nadele van de lagere inkomensklassen naar de vermogenden toe en het beleid zal in de toekomst die tendens slechts kracht bijzetten. Wij wachten met spanning op de begroting 1983.

Zo kom ik tot mijn politieke conclusies. Ten eerste, deze Rijksmiddelenbegroting is een politieke begroting met sterke liberale inslag — collega Vermeiren heeft dit daarnet al gezegd — waarvan de belofte tot belastingvermindering niet kan waargemaakt worden, nu niet en helaas ook later niet. Maar hoe dan ook, na de verkiezingsoverwinning van 8 november, te danken aan dezelfde reflex die ook in 1949 aan de liberalen een kortstondige overwinning schonk, ligt het in de lijn van de geschiedenis dat de proef met dit neo-liberaal erfgoed wordt voortgezet. We kunnen slechts waarschuwen en de toekomst voorbereiden, pogend het ergste af te wenden voor het gros van de bevolking.

Ten tweede, aan de CVP, die dit beleid nu steunt het volgende. Aan een samenwerking met de socialisten, die natuurlijk ooit terugkomt, kan niet worden gedacht dan na verkiezingen, waarin de bevolking zich moet uitspreken over ons alternatief en over dit regeringsbeleid, waarmee de CVP zich hoe dan ook identificeert. Die keuze moet in elk geval eerst gebeuren. Wij kunnen dus nu al waarschuwen dat wij deze regering nooit ter hulp zullen komen.

Laatste politieke conclusie: aan die samenwerking met de socialisten kunnen wij, thans vaststellend hoeveel toegevingen de CVP bereid is te doen aan de huidige regeringspartners, toegevingen die zij ons niet wilde gunnen, slechts deze eis stellen: als wij ooit met de CVP terug scheep gaan...

De heer Van In. — Komen voor de socialisten de liberalen niet in aanmerking voor een alternatief?

De heer Hancké. — Dit valt af te wachten; ik sluit nooit poorten. Ik voeg er wel onmiddellijk aan toe dat in de huidige situatie met de polarisering van de economische standpunten het moeilijker zal zijn dan in het verleden om aan een dergelijke alternatieve formule te denken. Het ligt bijgevolg voor de hand, ook al op grond van een grotere verwantschap in programma's en profiel tussen de socialisten en de CVP, te denken aan deze vorm van samenwerking.

Ik herhaal dat, indien we scheep gaan met de CVP, er een beleid zal moeten worden gevoerd waarin wij ons volledig kunnen herkennen, zoals blijkbaar de liberalen zich vandaag kunnen herkennen in het beleid dat zij nu met de CVP voeren. Met andere woorden — dat is gericht tot de CVP —, zo liberaal als de CVP nu kan regeren met de liberalen, zo socialistisch zal zij dan met de socialisten moeten samenwerken. *(Applaus op de socialistische banken.)*

M. le Président. — La parole est à M. Lepaffe.

M. Lepaffe. — Monsieur le Président, monsieur le Vice-Premier ministre, chers collègues, nous avons entendu, dans la grisaille de ces longs débats, quelques coups de clairon lancés par la majorité et vous-même, monsieur le Vice-Premier ministre, avec la fougue oratoire qui vous caractérise, en avez donné quelques-uns tout à l'heure.

Hélas, ils se résument toujours à deux ou trois appréciations qui émanent des mêmes sources, et qui sont conditionnelles parfois — je songe à l'OCDE — mais dans une discussion à caractère scientifique, je veux bien admettre que la politique que vous préconisez a au moins le mérite d'une forme de bonne volonté.

La réalité est difficile à percevoir. En effet, même si le fleuret est quelque peu moucheté, en écoutant successivement les rapporteurs, les membres de la majorité et du gouvernement, on a parfois l'impression qu'il subsiste, à l'intérieur même de la majorité, des divergences d'autant plus compréhensibles que les chiffres, les statistiques et les prévisions sont utilisés dans des sens différents.

Je ne vous cache pas, dans la mesure où je ne suis pas spécialiste en ces matières, que ce jeu à coups de milliards, de court et de moyen termes, d'accusations de jugement prématuré de la part de l'opposition alors que les mesures prises ont déjà des effets, remarquables, me paraît extrêmement difficile à cerner.

Dans ces conditions, j'évoquerai simplement, presque comme profane, des éléments qui me paraissent essentiels et dont on ne parle pas.

J'ai longuement entendu évoquer les efforts que vous consentez en faveur des entreprises, et que j'approuve, sous prétexte qu'il faut augmenter leurs moyens d'action et les favoriser sur le plan fiscal pour assurer leur développement. Le reproche adressé généralement aux entreprises est de n'être plus suffisamment compétitives. Vous voulez leur rendre cette compétitivité et en cela je suis d'accord. Mais on leur reproche aussi de n'être plus concurrentielles, de n'offrir que des produits dépassés alors que vous avez, à juste titre, l'intention de vous battre sur le terrain de l'exportation.

Il existe cependant un moyen sur le plan technologique et sur le plan scientifique de remonter le courant, d'aider les entreprises à être plus compétitives. Je veux parler de la recherche scientifique.

Il y a quelques jours, un cri d'alarme extrêmement impressionnant a été lancé par un des lauréats du prix Francqui pour nous expliquer, ce que nous savons d'ailleurs tous déjà, que parmi les moins privilégiés de notre régime figurent les chercheurs, que la recherche scientifique est littéralement laminée et que les titulaires de titres scientifiques éminents sont actuellement au chômage. Nous ne pouvons les y laisser. Je trouverais essentiel qu'une des mesures proposées nous annonçât qu'un effort tout particulier est fait en faveur de la recherche scientifique sans laquelle nous ne serons jamais compétitifs. Il y a là des éléments d'appréciation importants pour le futur.

On nous annonce aussi des économies très importantes dans le secteur de l'enseignement. La formation d'élites intellectuelles commence, nous le savons tous, à l'école primaire. J'admets qu'il convient de mettre un terme immédiatement aux abus qui sont constatés. Mais, de grâce, que l'effort de rénovation porte sur les cerveaux, que les conditions dans lesquelles on enseigne soient modifiées.

Faites le tour en pensée des institutions privées que nous connaissons, et voyez les institutions publiques et dans quels locaux, par exemple, se dispense encore actuellement un enseignement qui doit conduire à la modernisation la plus totale!

De même, on nous parle de blocage de prix et de sélectivité dans celui-ci, mais aucune information n'est donnée.

J'ai relevé néanmoins des notions intéressantes.

Si les gens dont le pouvoir d'achat est réduit achètent des produits importés, leur pouvoir d'achat diminuera encore. Qu'attendez-vous pour faire campagne afin de les informer, sur le plan économi-

que, de ce qu'ils pourraient acheter dans nos régions? Pareille initiative pourrait se révéler extrêmement utile!

Vous annoncez de nouvelles augmentations du chômage. Certes, elles sont parfois concrètement dramatiques. Mais — j'en viens ici à l'exemple des communes et des régions — nous sommes, dans la région de Bruxelles, soumis à l'argumentation que voici.

On crée ce fameux troisième circuit de travail, à propos duquel la majorité fait beaucoup de propagande; il me paraît d'ailleurs excellent dans le domaine socioculturel, par exemple. Mais on nous fixe comme condition, pour pouvoir en bénéficier, de conserver les chômeurs mis au travail et les stagiaires. Or, la tutelle nationale réforme notre budget communal et y supprime 20 p.c. des montants attribués aux chômeurs!

Je vous le dis accessoirement — mais il faudra bien qu'on y songe un jour — nous avons, dans ma commune, déposé le projet de budget au mois de novembre dernier et c'est en mai de cette année que nous avons appris que 20 p.c. des montants attribués à nos chômeurs mis au travail devaient être supprimés. Il est dramatique de l'apprendre aussi tardivement. En janvier, cette réduction aurait correspondu à un chômage de huit personnes sur quarante-trois, du côté des employés; actuellement, elle correspond au chômage de vingt-neuf personnes.

Si nous appliquions le budget que le ministre national nous impose, nous perdrions le droit au troisième circuit de travail. C'est totalement inconséquent, il faut le reconnaître.

Nous ne pouvons, dès lors, comprendre comment nous aurons à en sortir. Nous sommes donc obligés de dire qu'en appliquant cette double règle contradictoire à nos communes, l'Etat se moque incontestablement d'elles, puisqu'il les met dans l'impossibilité de choisir ce qu'il prétend leur offrir par ailleurs. Il faut apporter très rapidement un remède à cette situation.

Toujours en ce qui concerne les communes, je ne parlerai pas de la situation financière difficile qu'elles connaissent. Vous avez bien voulu dire vous-même, cet après-midi encore, monsieur le Vice-Premier ministre, qu'une partie des problèmes naissaient des retards accumulés dans l'enrôlement.

J'aimerais vous poser une question à cet égard. Vous vous attaquez à ce que vous appelez « l'emploi public ». Comment allez-vous faire pour compenser les retards que vous subissiez déjà et dont, vous le savez, les conséquences financières sont extrêmement lourdes pour les communes qui doivent, entre-temps, continuer à emprunter à des taux que vous connaissez?

Quand l'Etat nous remboursera-t-il — j'ai d'ailleurs déposé une proposition de loi dans ce sens — les intérêts plus lourds que nous payons à nos prêteurs, parce que lui-même ne nous transfère pas à temps les sommes qu'il nous doit?

Ces quelques problèmes situent très bien la position actuelle.

Permettez à un fédéraliste et régionaliste convaincu de vous dire ceci. Nous avons le sentiment — et les francophones bruxellois réunis hier et qui demandent la convocation de la commission parlementaire mixte chargée de résoudre « la problématique bruxelloise » avaient cela en vue — que si, enfin, nous avions nos institutions à nous, si la tutelle, avec ses multiples autorités parfois contradictoires, était simplifiée, si nous disposions de ressources propres et si nous étions dans une forme de régionalisation moins dérisoire — car, sur le plan régional, ce que reçoivent tant les Flamands que les Wallons ou les Bruxellois est minime —, nous pourrions gérer mieux, plus efficacement, plus rapidement, et plus économiquement; nous pourrions aider à diminuer ce déficit qui vous préoccupe tant.

Il est temps de doter notre région bruxelloise d'institutions semblables à celles des autres régions, efficaces et conformes non pas à ce que la loi de 1980 a donné, mais au souci qui a été notre souci à tous, de les doter de véritables pouvoirs, de véritables moyens. *(Applaudissements sur les bancs du FDF-RW.)*

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Vandenabeele.

De heer Vandenabeele. — Mijnheer de Voorzitter, mijnheer de minister, geachte collega's, ter gelegenheid van deze bespreking wil ik mij beperken tot enkele aspecten van de fiscaliteit. Deze speelt tenslotte een zeer belangrijke rol in de Rijksmiddelen en verdient bijgevolg wel meer dan gewone aandacht. Dit is des te meer waar, daar deze regering de fiscaliteit ook ruimschoots aanwendt in haar economische politiek. De zieke economie krijgt enkele zware inspuitingen van fiscale ontlasting om ze weer op de been te brengen. Hopelijk werkt deze remedie meer stimulerend en meer efficiënt dan de vorige middelen. Want ze heeft het nadeel, dat ze niet zo selectief is en ook toegediend wordt aan gezonde bedrijven en ondernemingen en dat ze zelfs terecht kan komen daar, waar men sinds lang zelf voor fiscale ontlasting heeft gezorgd via allerlei sluikse wegen.

Daarom is er meer dan reden te over om in deze tijd geen genade te kennen voor de fiscale fraude. Deze is nooit te rechtvaardigen, maar is het zeker niet in de moeilijke tijden die het land doormaakt. Ze zou bijzonder onrechtvaardig overkomen, wanneer ze nog zou worden beloond met een soort premie in de vorm van fiscale ontlasting.

Het antwoord dat de minister in de commissie gaf op vragen over de strijd tegen de fiscale fraude, heeft mij daarom voor een stuk ontgoocheld. Eerst en vooral het arbitraire bedrag van 10 miljard, dat in de begroting werd ingeschreven, getuigt niet van een weloverwogen plan om tegen de fraude ten strijde te trekken. Het komt veel meer over als een symbolisch bedrag om zich te wapenen tegen de gerechtvaardigde en steeds dringender eis om de fiscale fraude met degelijke middelen te bestrijden.

In het antwoord van de minister valt ook geen enkele nieuwe maatregel te bespeuren. Men hoopt op de bestaande reglementering en op de voortgezette inspanning van de administratie.

Is deze administratie evenwel bij machte om ter zake inspanningen te leveren, die aangepast zijn aan de kwaal, die moet worden bestreden? Als we moeten vaststellen, dat de inkohieringen maanden vertraging hebben opgelopen, overvalt ons de twijfel of de administratie van Financiën dan nog wel grote aandacht kan besteden aan andere zaken.

Uw voorganger, mijnheer de minister, was van oordeel, dat een uitbreiding van het personeelskader meer dan noodzakelijk was en dat de kosten daarvan ruim zouden worden vergoed door de hogere aanslagen. Ook daarvan horen wij geen echo meer in het antwoord van de huidige minister van Financiën.

Ik twijfel helemaal niet, mijnheer de minister, aan de goede wil en de inzet van het personeel van uw administratie, wel integendeel. Maar wat ik betwijfel is dat zij de nodige ruimte en middelen krijgt om op doeltreffende wijze de controle te doen van alle aangiften en deze ook onderling te vergelijken.

Een meer gecoördineerde aanpak en een beroep op de gerechtelijke instanties hoorden we evenmin door de minister vermelden. Vorig jaar heeft het Parlement nochtans ter zake een wet goedgekeurd, die volgens de toenmalige regering vooral afschrikwekkend moest werken. De vraag rijst opnieuw of zowel administratie als parket voldoende ruimte en mankracht hebben om op te treden. Is de wil aanwezig bij deze regering om deze wet ten volle te benutten in de strijd tegen de fiscale fraude? Of mag het terug invoeren bij volmacht van de verzachtende omstandigheden ons eerder het tegenovergestelde doen geloven?

Graag hadden wij ook gehoord, dat men eveneens een beroep zou doen op meer internationale samenwerking en coördinatie op dat terrein. Maar ook dat kwam niet naar voor. U zou nochtans in goed gezelschap zijn, mocht u daartoe enig initiatief nemen. De Raad van Europa nam reeds in 1978 daarover een resolutie aan, waarin hij onder meer het volgende zegt:

« De Raad van Europa nodigt de Lid-Staten van de Raad van Europa uit om een Europees, multilateraal akkoord af te sluiten betreffende samenwerking tussen de fiscale administraties van de Lid-Staten met het doel de strijd aan te binden tegen fiscale inbreuken en fiscale fraude en om het initiatief te nemen om met geëigende maatregelen de internationale fiscale ontduiking te verminderen. »

De Raad van Europa geeft vooraf de redenen aan waarom hij tot dit besluit is gekomen. Deze redenen wil ik u om tijd te sparen niet voorlezen, maar ze zijn voldoende overtuigend om op de uitnodiging van de Raad in te gaan. Het zal niet overdreven zijn te stellen, dat België belanghebbende partij is, en dat zelfs in sterke mate. Het zou bijgevolg zeer logisch zijn, dat het initiatief van ons land zou uitgaan. Het zou ons reeds een klein stukje overtuiging meegeven dat deze regering het echt ernstig meent met de bestrijding van de fiscale fraude.

Ik wil grif toegeven, mijnheer de minister, dat deze bestrijding geen eenvoudige opgave is. Dat is des te meer zo, omdat bij alle burgers en bij alle lagen van de bevolking de overtuiging leeft, dat de fiscus bedriegen bijna een deugd is. Zonder veel gewetensbezwaar doet of aanvaardt men het voorstel om zonder factuur en dus zonder BTW te werken of te laten werken. Men « vergeet » met het grootste gemak inkomsten uit spaargelden of beleggingen aan te ge-

ven, als men al niet met opzet deze spaargelden naar het buitenland heeft afgevoerd. Maar dit is geen reden om de handen in de schoot te leggen om zo door straffeloosheid deze mentaliteit nog aan te wakkeren. Het is integendeel de tijd om tegen deze mentaliteit te keer te gaan en er een psychologische oorlog tegen te voeren. Daarvoor kan de afschrikking dienen en de wet van 1981 met de zwaardere straffen is daartoe een geschikt middel.

Maar ook en zeker veel positiever zou een campagne zijn om de belastingplichtige een betere burgerzin ter zake bij te brengen. De overheid zet campagnes op voor meer verkeersveiligheid, voor het Jaar van het Dorp en andere. Waarom ook niet voor meer eerlijkheid in de belastingaangifte?

Ik hoop u ervan overtuigd te hebben, mijnheer de minister, dat de strijd tegen de fiscale fraude niet alleen een slogan mag zijn maar evenmin een alibi. Wij staan er in elk geval op dat de regering het niet laat bij woorden en symbolische bedragen, maar dat zij creatief en actief de middelen zoekt om de fraude te lijf te gaan, vooral daar waar zij grote vormen aanneemt, en dat is uiteraard niet bij de kleine inkomens.

Zo kom ik tot mijn tweede thema, met de vraag: zijn sommige bepalingen van onze wetgeving niet in strijd met de rechtvaardige en gelijke gehandeling van de burgers? De bijlage II van het verslag van collega Poullet laat ons niet toe, daarop een duidelijk antwoord te geven. Van een gelijke behandeling is in de opgegeven voorbeelden in elk geval geen sprake, zelfs niet na de aanpassing die er voor het aanslagjaar 1983 gekomen is. Het meest opvallende verschil is wel dat het gezin met één inkomen van 300 000 frank bijna vijfmaal meer belastingen betaalt dan het gezin met twee inkomens van 150 000 frank of samen ook 300 000 frank. Of dit rechtvaardig kan zijn, hoeft zelfs niet te worden gevraagd.

Het is evenwel slechts één van de onrechtvaardigheden tegenover de gezinnen die het stellen met één inkomen. Het hoeft ons niet te verwonderen dat wij op die manier mensen naar de werkloosheidsvergoedingen lokken, die er anders nooit een beroep zouden op doen. De gegevens die de algemene toelichting dit jaar bevat, geven mij het sterke vermoeden dat ook inzake decumul en *splitting* de gezinnen met één inkomen het slachtoffer zijn. In de oorspronkelijke wet, waar deze bepalingen werden ingevoerd, stond uitdrukkelijk dat de globale ontlasting aan *splitting* besteed, twee derde diende te bedragen van wat aan decumul werd toegestaan. In die verhouding zou men de coëfficient van de *splitting* bepalen.

Welnu uit de cijfers op bladzijde 61 van de algemene toelichting blijkt duidelijk dat twee derde bij de start reeds enkel op één derde werd vastgelegd. Daarom waarschijnlijk werd in 1981 de wet gewijzigd en is er dit jaar geen splitsing meer in de raming van beide bedragen. Zou het kunnen, dat dit is om het onevenwicht niet al te sterk te laten opvallen?

Ook hier moet ik u zeggen, mijnheer de minister, dat de CVP erop staat, dat het oorspronkelijk ingebouwde evenwicht tussen beide behouden blijft, ook al staat het dan niet meer uitdrukkelijk in de wet. Het is voor ons onaanvaardbaar dat dit evenwicht zou worden verbroken. Het zou ten andere een slechte zaak zijn voor de gezinspolitiek die wij zo dringend nodig hebben om het leefklimaat in ons land te herwaarderen.

Ook op fiscaal gebied moeten wij deze herwaardering van het gezin nastreven. Daarvoor zal de wet moeten worden gewijzigd. De enkele voorbeelden die ik gaf, bewijzen dit ten overvloede.

Daarom citeer ik graag wat de regeringsverklaring van december 1981 zegt: « De regering zal de huidige globale fiscale en parafiscale druk niet verhogen, doch wel de actieve bevolking aanmoedigen door een herschikking van de fiscaliteit op de arbeid en het gezin. »

Ik citeer dit graag, omdat dit rekening houdt met mijn zienswijze. Maar ook hier wil ik waarschuwen, opdat dit geen woorden en symbolische verklaringen zouden worden. Willen we de vooropgestelde herziening halen voor het jaar 1983, zoals beloofd, dan moet daar nu reeds aan worden gewerkt. Ik hoop daarbij dat bij deze werkzaamheden het Parlement ook kan worden betrokken en dat het ontwerp van de regering nog bespreekbaar en amendeerbaar zal zijn.

Ziedaar, mijnheer de minister, onze dringende wensen, ik zou bijna zeggen onze eisen rond een tweetal thema's die ons nauw aan het hart liggen. Ik hoop dat u ze niet alleen in uw hart zult dragen, maar dat u er ook met efficiënte krachtdadigheid zult aan werken. *(Applaus op de banken van de meerderheid.)*

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer de Bruyne.

De heer de Bruyne. — Mijnheer de Voorzitter, mijnheer de Vice-Eerste minister, dames en heren, in de eerste plaats verontschuldig ik mij, omdat ik voor de tweede keer in dit debat het woord voer. Ik hoop geen misbruik te maken van uw geduld en van uw goodwill, maar ik wil er toch uw aandacht op vestigen dat op onze agenda het punt 2 niet alleen het ontwerp van wet houdende de Rijksmiddelenbegroting bevat, maar eveneens het ontwerp van wet houdende de Rijksschuldbegroting voor het begrotingsjaar 1982.

De heer Van Ooteghem. — Dat is logisch. Wij hebben meer schulden dan middelen.

De heer de Bruyne. — In dit debat en in de verslagen van de heren Lagae en Poullet werd de bespreking van de Rijksmiddelenbegroting en de Rijksschuldbegroting door elkaar gehaald. Dat is logisch. Ik oefen daar geen kritiek op uit. Ik wil echter van deze gelegenheid gebruik maken, mijnheer de Vice-Eerste minister, om in verband met de Rijksschuld een bepaalde vraag van beperkter draagwijdte te stellen, alhoewel het in dit debat over macro-economie en over honderden miljarden gaat. Deze vraag is niet van belang ontbloot; zij betreft namelijk de Amortisatiekas.

Wanneer men de verslagen van de heren Lagae en Poullet nagaat, dan treft men in verband met uw amortisatiepolitiek twee verklaringen aan die ik belangrijk acht.

Op bladzijde 6 van het lezenswaardig verslag van de heer Lagae wordt door u een vraag beantwoord die in de volgende zin gesteld was: « Wij zien dat in de begroting van de Rijksschuld algemene krachten aan het werk zijn die de schuld verhogen, maar dat er ook enkele elementen zijn die in tegenovergestelde zin werken en die de schuld verminderen. »

U spreekt over een bedrag van 1,438 miljard. U zegt meer bepaald: « met de rentebesparing (825,2 miljoen) op de door terugkoop afgeloste kapitalen, met de vermindering van de rentelasten (400,2 miljoen) van op de facultatieve vervaldag van sommige staatsleningen vervroegd ter terugbetaling aangeboden kapitalen... »

De heer Leemans treedt opnieuw als voorzitter op.

Ik wil u over het eerste punt spreken, des te meer omdat er ook in het verslag van de heer Poullet, namelijk op de bladzijden 80 en 81, een hele alinea gewijd is aan de delgingsverschillen. Uw politiek van terugkoop van obligaties bestaat erin vroeger uitgegeven leningen tegen een lagere rentevoet, en vanzelfsprekend tegen een lagere koers genoteerd, door de Amortisatiekas thans te laten aankopen — wat voordeliger uitvalt — in de plaats van te wachten op de vervaldag en ze dan a pari te betalen. Ik heb geen bezwaar tegen de door u toegepaste techniek van aankoop, maar de manier waarop de Amortisatiekas zich van die taak kwijt is mijns inziens toch wel voor enige kritiek vatbaar.

Ik meen dat ik in verband met de beurs van Brussel en Antwerpen een zekere ervaring heb. Ik heb daar enkele jaren van mijn leven doorgebracht. Ik denk dat ik mij niet vergis, als ik beweer dat de opdrachten, de orders van de Amortisatiekas momenteel verdeeld zijn over twee beurzen, namelijk Brussel, met ongeveer 50 wisselagenten, met orders afkomstig van de Amortisatiekas, en sedert twee à drie jaar eveneens de Fondsenbeurs van Antwerpen, waar slechts 18 wisselagenten geaggregeerd zijn door de Amortisatiekas en dus van die zijde orders krijgen.

Mijnheer de Vice-Eerste minister, ik vestig er de aandacht op van de Gentenaar die u bent dat op de Fondsenbeurs van Gent geen enkele activiteit afkomstig van de Amortisatiekas te signaleren valt, evenmin als op de beurs van Luik. Nu weet ik niet of de omstandigheden op de beurs van Gent van die aard zijn dat het mogelijk is orders van de Amortisatiekas uit te voeren. Het zal u misschien verwonderen, maar ik heb de beurs van Gent herhaaldelijk bezocht, en ik ben meer dan eens binnen geweest in dat stille en waardige gebouw op de Kouter. Ik vond daar een grote stilte en een bijna Kafkaiaanse sfeer die niet kon worden verholpen door de persoonlijkheid van de u ongetwijfeld niet onbekende voorzitter van de Gentse beurscommissie. Dat is echter mijn onderwerp niet.

Mijn onderwerp betreft de wijze waarop de Amortisatiekas haar orders verdeelt tussen een aantal wisselagenten.

Ik spreek hier niet over die van Brussel. Ik wil het lot niet ondergaan, en het risico niet lopen, van mijn collega Maes die, omdat hij het woord Brussel had vermeld, aanvallen kreeg van alle verwachte en onverwachte zijden. Voor de bedrijvigheden van de wisselagenten belast met opdrachten van de Amortisatiekas laat ik de beurs van Brussel buiten beschouwing en beperk ik mij tot de 18 uitverkorenen te Antwerpen.

Mijnheer de Vice-Eerste minister en minister van Financiën, ik weet niet of u ervan op de hoogte bent in welke omstandigheden die 18 bevoordeelden door de Amortisatiekas werden aangeduid.

Dat is enerzijds een verbetering, want twee, drie jaar geleden stonden wij aan de klaagmuur en vroegen wij dat de beurs van Antwerpen ruimer zou worden betrokken bij de activiteiten van de Amortisatiekas, wat in zekere zin gebeurd is. De Amortisatiekas heeft er echter 18 uitgekozen die reeds markthouders waren van het Rentenfonds, en dus reeds in de betrekkingen tussen de financiële overheden en de Beurs een min of meer bevoordeelde positie innemen.

Ik wil u een welbepaalde vraag stellen, al wordt u vanzelfsprekend door veel belangrijker problemen geteisterd dan het aanduiden van wisselagenten op de beurs van Antwerpen geaggregeerd door de Amortisatiekas.

Het is misschien toch goed u te signaleren dat de keuze van slechts 18 wisselagenten te Antwerpen volgens mij niet-ongegronde mistevredenheid verwekte in het corps van de wisselagenten, vooral wanneer men nagaat wie de 18 zijn die door de Amortisatiekas zijn aangeduid.

Ik heb op zichzelf geen enkel bezwaar tegen geen enkele van die 18 aangeduide wisselagenten, maar heb de indruk dat die keuze gebeurd is ten nadele van jongere, dynamische firma's. Van oudsher gevestigde huizen, met een verminderde bedrijvigheid, kregen integendeel, dank zij de orders van de Amortisatiekas een activiteit die, ik zal niet zeggen wordt gemonopoliseerd, want 18 is geen monopolie, maar die toch toelaat in een zeer beperkte kring een bedrijvigheid te ontwikkelen waarvoor mijns inziens meer wisselagenten in aanmerking komen.

U hebt zelf het bedrag genoemd dat op die wijze op de beurs wordt verhandeld, namelijk 825,2 miljoen. Ik ga niet uitrekenen welke commissielonen daarop worden verdiend om er door u niet van te worden verdacht toe te geven aan de atavismen van een Waaslands rentenier. Zonder die berekening te maken, meen ik toch dat kan worden overwogen naast de 18 oude en vaak weinig actieve wisselagentenfirma's te Antwerpen ook een aantal jongere firma's aan te wijzen. Aldus zou u bijdragen tot de activiteiten van het wisselagentenkorps, waarvoor u telkens uw grote sympathie hebt betoond op het jaarlijks banket van de Beurscommissie of van de Beroepsvereniging van wisselagenten waar u het korps in uw geestdriftige tafelredes met de welsprekendheid die u siert, steeds hebt afgeschilderd als één van de steunpilaren van het publiek krediet en van het nationaal spaarvermogen.

Mijnheer de Vice-Eerste minister, ik hoop dat u op deze beperkte en mijns inziens redelijke wensen zal kunnen ingaan. *(Applaus op de banken van de Volksunie.)*

M. le Président. — La parole est à M. de Wasseige.

M. de Wasseige. — Monsieur le Président, monsieur le ministre, chers collègues, ce budget des Voies et Moyens et l'exposé général qui l'accompagne mettent en évidence le manque de sérieux du gouvernement dans quatre domaines et d'abord son incurie dans le domaine de la procédure tout au moins, puisque nous nous trouvons en présence d'un budget qui avait été préparé par le gouvernement précédent, dont le dépôt a lieu quatre mois après la formation du gouvernement actuel et dont la discussion se déroule dans la précipitation; il en fut en tout cas ainsi en commission.

A ce jour encore, et cela mérite d'être souligné, aucun budget de dépenses d'aucun département n'est déposé devant les Chambres. Voilà donc un gouvernement en fonction depuis cinq mois et demi et qui n'a déposé aucun budget.

Nous sommes à quelques semaines de la fin de la session parlementaire. Dans quelques jours sans doute, lorsque le budget des Voies et Moyens aura été voté, nous serons saisis d'une nouvelle demande de douzièmes provisoires. C'est là, évidemment, une façon excellente de gérer les finances publiques et l'Etat!

Ces douzièmes provisoires devront couvrir les dépenses de juillet, août, septembre, octobre et peut-être même novembre, car on n'escompte pas la possibilité de faire voter de nouveaux douzièmes provisoires pour novembre. Pratiquement, toute l'année 1982 sera couverte par des douzièmes provisoires. C'est l'évidence même. Je vous le demande, est-ce là une manière sérieuse, pour ce gouvernement qui se veut sérieux, de gérer les affaires de l'Etat?

J'en viens à un deuxième domaine où se manifeste le manque de sérieux de ce gouvernement; c'est celui des chiffres et de la manière dont ils ont été établis.

On veut nous faire croire que « le déficit des finances publiques » — selon le langage courant, mais les techniciens parlent du «solde net à financer» — se réduit si on le calcule par rapport au produit national brut. Mais considérons les chiffres réels. Concernant les dépenses courantes, le gouvernement nous parle d'un solde net à financer de 251,5 milliards. Soit.

Opérations en capital: 171,3 milliards. Acceptons encore ce chiffre. Mais, c'est ici que les choses se corsent, à « opérations de trésorerie », on trouve, assez joliment, un « pour mémoire », alors que l'an dernier, on trouvait là une inscription de 27 milliards et que, en commission, le ministre des Finances a annoncé 18 milliards avec certitude et probablement 13 milliards de plus. Ces chiffres se trouvent éloquemment reproduits dans l'excellent rapport de M. Poullet. On peut donc déjà déceler ici un petit trucage des chiffres; on comprend qu'il faudra compter au minimum 20 milliards de plus. Je dis bien « au minimum ».

Les recettes ont été surestimées. On trouve curieusement 10 milliards de rentrées résultant de la lutte contre la fraude fiscale. Or, aucune mesure spécifique ni concrète n'est prévue qui justifierait l'espoir de la récupération d'un tel montant par la lutte contre la fraude fiscale.

D'ailleurs, le gouvernement ne doit pas très bien savoir lui-même de quoi il s'agit puisque, à plusieurs endroits du document, il est question de 10 milliards pour les fraudes fiscale et sociale. En guise d'explication, il est dit que ce montant concerne l'impôt des personnes physiques, la TVA et les droits de succession, si bien que, finalement, rien ne se rapporte à la fraude sociale. Curieuse explication!

En ce qui concerne les postes de dépenses relatives à la fraude sociale, le ministre du Budget nous explique que le chiffre est relativement bas par rapport à l'année précédente, notamment en ce qui concerne les indemnités de chômage, en raison du fait qu'on a déjà tenu compte des formes de lutte contre la fraude sociale. De toute manière, on peut dire que, grosso modo, 10 milliards ne sont pas justifiés et accroissent donc le déficit, c'est-à-dire le solde net à financer.

Quant aux recettes fiscales, elles ont été estimées globalement par des calculs macro-économiques adoptant un coefficient d'élasticité de 1,2. Si l'on examine la valeur réelle de ce coefficient, on doit bien admettre qu'elle n'est pas exacte. En effet, il n'est pas atteint toutes les années. En 1982, il serait même prudent de le réduire quelque peu, simplement parce que — et les chiffres le montrent — l'inflation sera légèrement plus forte que celle des années précédentes. Or, l'expérience montre que quand l'inflation est plus forte, le coefficient est plus faible, en raison des structures mêmes de la consommation.

Par ailleurs, étant donné que le gouvernement a pris des mesures pour limiter les accroissements de revenus — les fameux 3 p.c. qui touchent tous les revenus des salariés, des appointés et des agents des services publics —, il est clair que le coefficient d'élasticité ne s'élèvera plus à 1,2 pour 1982. Il y a donc là également une surestimation des recettes de l'ordre de 10 milliards.

Cette réduction du pouvoir d'achat de 3 p.c. et de la taxe spéciale qui affecte les revenus des indépendants va se traduire en réduction de pouvoir d'achat, d'où en réduction de consommation, d'où encore en réduction de TVA et de rentrées fiscales. Or, nulle part il n'en est fait mention.

Bien sûr, le ministre répond qu'on en a tenu compte dans les bases de calcul. Mais si l'on réexamine les chiffres en détail, à la lumière de ce qui est écrit dans l'exposé des motifs, on s'aperçoit qu'il n'en est rien. Seuls les chiffres réels de 1981 sont mentionnés. Par toute une série de calculs, qui figurent dans le document mais qui ne tiennent pas compte des données que je viens de rappeler, on en arrive aux chiffres cités. Il y a donc là une sous-estimation qui, bien entendu, ne se cumule pas avec celle que j'ai démontrée précédemment; ce sont deux manières d'approcher le problème.

En ce qui concerne la réduction de la TVA de 17 à 6 p.c. dans la construction, le chiffre réel devrait être de 14,5 milliards. Or, on n'inscrit que 10,5 milliards, en espérant qu'une certaine reprise dans la construction va, par des rentrées supplémentaires, permettre d'atteindre le chiffre de 14,5 milliards. Malheureusement, on constate déjà que cette mesure n'entraîne pas une tellement grande accélération dans la construction, loin de là. En effet, comme nous l'avons dit à l'époque et comme tout le monde l'affirme encore maintenant, les taux d'intérêt et la pression sur les revenus font que la demande ne reprend pas dans ce secteur.

Enfin, un autre poste important dont on ne tient pas assez compte est l'effet de la dévaluation sur le remboursement de la dette extérieure. Il est évident qu'il faudra davantage de francs belges pour rembourser nos emprunts extérieurs. Même si la totalité de ces emprunts ne sera pas remboursée en 1982, une partie le sera quand même, à concurrence de quelques milliards puisque la dette flottante était de l'ordre de 272 milliards fin mars 1982 et qu'une partie importante d'une dette à court terme viendra nécessairement à échéance dans le courant de la présente année. De plus, l'effet de la dévaluation et la diminution de la valeur du franc se traduiront par un remboursement supplémentaire.

Tenant compte de tous les postes du budget d'une façon modérée, la sous-estimation se situe certainement aux environs de 40 milliards. Par conséquent, le solde net à financer se situe grosso modo entre 480 et 490 milliards. Le produit national brut est, par contre, similaire à celui de 1981. Le sérieux du gouvernement qui prétend ramener en 1982 le solde net à financer à une valeur significativement plus basse est mis en question.

Un troisième point sur lequel le gouvernement manque totalement de sérieux est sa politique économique. Je serai très bref à ce sujet puisque nous en avons parlé abondamment à l'occasion de la discussion de la déclaration gouvernementale et du projet de loi concernant l'octroi des pouvoirs spéciaux. Force m'est cependant de constater qu'aux questions précises, aux argumentations développées à la tribune par des membres de différents partis, aucune réponse valable n'est donnée par le gouvernement. Les critiques à l'encontre de celui-ci sont très aisées puisqu'il suffit de lire les rapports élaborés par des instituts de recherche, documents que je vous conseille de consulter car ils sont pleins d'enseignements.

En particulier, le rapport de mars 1982 de l'Ires montre clairement que vos mesures entraînent une déflation: « La déflation des dernières années a toutefois pesé sur eux. » Il s'agit des revenus des ménages et entreprises, protégés ou non. « Il est clair que le programme d'action adopté par le gouvernement comporte un volet déflatoire à court et à moyen termes dont il faut espérer qu'il conduira à plus long terme à un redressement des déséquilibres financiers. »

Monsieur le ministre, bien que n'ayant pas pu entendre la totalité de votre discours tout à l'heure, étant convoqué à une commission groupant des membres du Parlement européen, je pense en avoir toutefois entendu la partie la plus essentielle, au cours de laquelle vous nous avez fait l'apologie de nos hauts salaires et de nos charges sociales. Encore une fois, il semble que vous ne preniez pas connaissance des études réalisées récemment. Je vous conseille d'en lire une, récente, de la CEE sur les coûts salariaux en Europe. Il faut mettre fin une fois pour toutes au mythe des hauts salaires. Fin 1981, par exemple, le coût salarial belge comparé à celui des autres principaux partenaires européens a baissé de 20 p.c. en dollars par rapport à 1970 et de 36 p.c. par rapport à sa pointe de 1977. La réduction accuse la même ampleur lorsqu'on la calcule sur la base des monnaies communes de ces pays.

La productivité atteint des niveaux tels que l'on constate que les coûts salariaux à l'unité produite — élément important — évalués en monnaie nationale, ont baissé de 18 p.c. en Belgique, de 21 p.c. aux Pays-Bas, de 28 p.c. en Allemagne, — tandis qu'ils ont augmenté en France — et de 32 p.c. dans la CEE.

Si l'on tient compte du dollar, autre élément important sur les marchés internationaux, la baisse enregistrée est de 15 p.c. en Belgique, alors que l'Allemagne connaît une hausse de 10 p.c., la France de 7 p.c. et l'ensemble de la CEE de 20 p.c.

Dès lors, prétendre que les coûts salariaux sont un élément essentiel est complètement faux et ne peut aboutir qu'à un seul résultat, la déflation et, par voie de conséquence, une aggravation encore accentuée de la situation économique.

Que dit l'Ires à propos de la réduction des coûts? « C'est bien plus de déséquilibres cumulatifs entre secteurs domestiques » — il s'agit, en l'occurrence, des secteurs manufacturiers et protégés ainsi que de la demande intérieure — « bien plus que d'une disparité évanescente de coûts ou de prix vis-à-vis de l'étranger que résulte notre déséquilibre extérieur croissant. »

Ce texte n'émane pas de moi, il figure dans les bulletins de conjoncture de l'Institut de Recherche économique de Louvain.

L'Ires ajoute: « En raison de la faiblesse de la demande mondiale pour la majorité de nos fabricats et en raison de la faiblesse des marges bénéficiaires dans la plupart des industries, nous n'escomptons qu'un faible redressement de nos parts de marché à l'exportation, surtout à court terme. »

Je ne citerai pas les conclusions auxquelles l'Ires est arrivé; elles montrent à l'évidence que votre politique basée et sur une réduction des coûts salariaux et sur la relance des exportations, ne peut qu'aboutir a un échec.

Que dit à ce sujet le Bureau du Plan? Peut-être est-il moins suspect que l'Ires?

Il vient de publier une note que vous connaissez vraisemblablement, laquelle prévoit une consommation privée avec une croissance quasi nulle dans les cinq ans à venir, une formation de capital très faible, inférieure à celle des années de crise 1975-1980 et un chômage qui atteindra 636 000 personnes en 1986 contre 436 000 en 1981. Tout cela, en se basant sur une hypothèse optimiste, celle d'un taux de croissance de 4,6 p.c. l'an du commerce mondial en volume, alors qu'il n'a été que de 0,6 p.c. en 1981!

Il faut, hélas, se rendre compte que la crise ne pèse pas de manière égale sur tous. En effet, des secteurs protégés y échappent ainsi qu'une partie de certains revenus; je vise notamment ceux de la propriété et de la fortune. Cela fut d'ailleurs abondamment prouvé par une série de calculs établis, notamment par la Fondation Université-Travail.

En fait, les décisions prises par ce gouvernement, sous le couvert d'un caractère social, atteignent ceux qui souffrent le plus de la crise.

Voici deux exemples précis: en 1981, il a fallu 84 milliards pour assurer le paiement des indemnités de chômage sur base d'une moyenne de 460 000 chômeurs complets et partiels. Pour 1982, vous ne prévoyez que 80,7 milliards, soit 4 milliards de moins, alors que, d'après votre estimation, il y aura en moyenne 520 000 chômeurs indemnisés. Vous prendrez donc aux chômeurs 13 à 14 milliards sur un montant de départ de 80 milliards. Par contre, les propriétaires de capitaux mobiliers ou immobiliers sont détaxés.

Le ministre du Budget n'acceptant pas en commission la décomposition en différentes cellules, formule qui me paraissait plus logique que celle qu'il avait lui-même adoptée, j'en ai tiré la leçon et j'ai pratiquement repris sa formule.

La cellule sociale, qui comporte les ministères des Pensions, de Classes moyennes pour la partie relevant du financement de l'Inasti, la Prévoyance sociale et la Santé, augmente de 5 p.c. sans tenir compte de 7 milliards qui ont été avancés en 1981 à la Sécurité sociale pour faire face à ces dépenses. Pour ces calculs, j'ai considéré les dépenses courantes et les dépenses en capital. J'ai donc été correct, alors que vous l'êtes beaucoup moins, monsieur le ministre, mais vous nous dites que le budget de 1983 fera beaucoup moins de différence entre ces deux notions, ce qui prouve bien qu'il faut tenir compte des deux.

La cellule économique qui comprend les Affaires économiques, l'Agriculture et la partie des Classes moyennes qui intéresse l'activité économique, augmente de 14 p.c.

La cellule infrastructure dans laquelle on trouve les Travaux publics et les Communications, augmente de près de 12 p.c., et la cellule Défense nationale de 6 p.c.

La cellule que vous appelez « cellule d'autorité » augmente de près de 8 p.c., et celle de l'Education nationale, d'un peu plus de 7 p.c.

La Dette Publique fait évidemment un bond énorme. S'ajoute à cela une provision qui se répartira principalement entre les grands travaux et la Défense nationale.

De l'ensemble des fonctions prévues dans votre budget, c'est par conséquent la cellule sociale qui a le taux de croissance le plus bas, si l'on excepte les régions et les communautés qui arrivent, elles, à 4,7 p.c. Voilà encore un manque de sérieux. Vous avez un discours, et vous prenez d'autres décisions. Vous laissez croire que les revenus des plus démunis seront sauvegardés, alors qu'en réalité, les mesures que vous prenez vont les toucher de plein fouet.

Enfin — quatrième point sur lequel vous n'êtes pas sérieux —, vous asphyxiez les régions et les communautés. Certes, vous respectez les dotations fixées par la loi du 9 août 1980. Si l'on compare la progression des différents budgets — et je viens de vous en parler — en tenant bien entendu compte cette fois des dépenses courantes et des dépenses en capital, sans compter les engagements, mais bien les ordonnancements, donc, ce qui sera effectivement payé en 1982, on s'aperçoit que vous asphyxiez effectivement les régions et les communautés, alors que, en cette période de crise, leur rôle est particulièrement important.

Les régions ont une fonction essentielle pour maintenir une activité économique, voire pour recréer un tissu industriel indispensable aussi bien au nord qu'au sud du pays. Devant la crise qui atteint de plus en plus de personnes et de familles, les communautés se trouvent devant la nécessité de faire face à des aides sociales et à des aides de santé accrues.

Les deux lois accordant ce que nous appelons les douzièmes provisoires, respectant un accord politique antérieur, prévoyaient que les ristournes d'impôts atteindraient un montant équivalent à 10 p.c. du budget 1981 des régions et des communautés. Or, dans le présent budget, il n'en est rien. Vous accordez le minimum, c'est-à-dire environ 5 p.c.

Six mois d'exercice se sont écoulés et l'on a déjà donné aux régions et aux communautés la possibilité d'engager, avec raison, un certain nombre de dépenses. Selon l'accord politique, les régions et les communautés pouvaient raisonnablement imaginer que les montants seraient confirmés dans le budget des Voies et Moyens. Tel n'est pas le cas. En fait, vous les étranglez alors qu'elles doivent

faire face à des dépenses importantes résultant aussi de votre propre politique.

Mais il y a pire encore et qui témoigne d'un manque de sérieux flagrant. Les régions et les communautés — c'est le cas d'ailleurs pour tous les budgets — ont, au cours des années précédentes, reporté un certain nombre de crédits non utilisés. Le total s'élève grosso modo à 29 milliards, dont 15 milliards pour la communauté et la région flamandes, 13 milliards pour la région wallonne et environ 1 milliard pour la communauté française. Les régions et les communautés étant devenues entièrement autonomes, ces 29 milliards deviennent en quelque sorte une dette de l'Etat central envers elles.

On peut fouiller le budget des Voies et Moyens, la loi que vous nous soumettez, on ne trouve nulle part l'engagement d'honorer cette dette. Il s'agit d'un vol pur et simple puisque cet argent appartenait bien aux régions et aux communautés dans les budgets antérieurs et qu'il a été reporté pour les raisons que vous connaissez.

Qu'allez-vous faire, monsieur le ministre, pour attribuer à qui de droit ce montant de 29 milliards? J'aimerais obtenir sur ce point une réponse précise avant le vote de ce budget.

En conclusion, l'examen du budget des Voies et Moyens montre le manque de sérieux de ce gouvernement. Nous allons nous trouver, fin 1982, sans aucun budget. Vous camouflez la situation en nous parlant d'un budget 1983 mirobolant; sans doute, en octobre 1982, devrons-nous discuter des budgets 1982 et des budgets 1983. C'est une manière de rattraper le temps perdu!

L'examen du budget des Voies et Moyens montre encore des chiffres de recettes surestimés, une politique économique accentuant tous les déséquilibres auxquels elle prétend porter remède et l'asphyxie des régions et des communautés dès le départ de leur prise d'autonomie.

Voilà la réalité. Nous saurons à présent où se trouvent les responsabilités. *(Applaudissements sur les bancs socialistes.)*

De heer Van Ooteghem. — Zeer juist.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Van Ooteghem.

De heer Van Ooteghem. — Mijnheer de Voorzitter, mijnheer de Vice-Eerste minister, geachte collega's, ik heb de indruk dat de meeste senatoren meer belangstelling hebben voor Aston Villa en Bayern-München dan voor de Rijksmiddelenbegroting, althans wat de meerderheidsfracties betreft. Deze opmerking even terzijde.

Ik wilde mijn uiteenzetting beginnen met een klein verhaaltje. Enkele dagen gelden kreeg ik het bezoek van twee jonge mensen die van zins waren te bouwen, of die eigenlijk al bezig waren met bouwen. Ze hadden in hun handen een principiële belofte van het Woningfonds van de Bond van Jonge en Grote Gezinnen. In die principiële belofte stond dat ze binnen de perken van de budgettaire mogelijkheden — u kent de formule — konden beschikken over een lening van 2,4 miljoen frank, dat hun dossier volledig in orde was, dat het ontwerp van leenakte was opgesteld. Deze jonge mensen zijn in hun enthousiasme — ietwat voorbarig, dat geef ik toe — naar de aannemer gegaan, die het contract heeft opgemaakt en is begonnen met de bouw. Het gebouw staat nu op halve hoogte. Het jonge paar krijgt een brief van het Woningfonds waarin staat dat het tot zijn grote spijt het dossier niet kan overzenden aan de notaris wegens gebrek aan de nodige kapitalen en dat het Fonds niet in de mogelijkheid is een termijn voorop te stellen waarbinnen de lening kan worden toegestaan. Het Woningfonds kan geen andere raad geven aan het jonge koppel dan de werken stil te leggen. U kan zich voorstellen wat een drama dit is voor die jonge mensen, zonder nog te spreken van de enorme moeilijkheden die ze hoogst waarschijnlijk zullen ondervinden met de aannemer, die natuurlijk met de regeling niet in zijn schik is.

Ik heb onmiddellijk contact genomen met het Woningfonds in de hoop nog iets te kunnen doen. Het enige wat ik kon bereiken was een bevestigingsbrief van het Woningfonds dat er geen geld meer is en dat het niet kan zeggen wanneer er geld zal zijn. In deze situatie bevinden zich — dat is ondertussen gebleken — niet alleen dit jonge gezin, maar honderdtallen jonge gezinnen in ons land. Dit betekent honderden menselijke drama's waarvoor wij op het ogenblik geen oplossing zien. Bovendien blijkt dat niet alleen het Woningfonds voor Jonge en Grote gezinnen, maar ook de Nationale Landmaatschappij en de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting met grote financiële moeilijkheden hebben te kampen. Trouwens, op de jaarlijkse persconferentie van de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting werd gezegd dat de Staat niet minder dan 15,5 miljard verschuldigd is aan de maatschappij. Deze maatschappij, die over 15 miljard eigen middelen beschikt, is verplicht, grote lopende leningen aan te gaan tegen zeer hoge intresten — ik moet daarbij geen tekening maken — om de aannemers te kunnen betalen. Als men weet dat de werkmiddelen van de maatschappij 15 miljard bedragen en de schulden van de Staat aan de maatschappij 15,5 miljard, dan moet men geen profeet zijn om te voorspellen dat binnen korte tijd de maatschappij inderdaad de aannemers niet meer zal kunnen betalen.

Ik wil tot u, mijnheer de Vice-Eerste minister en alle beleidsverantwoordelijken in dit land, vanop deze tribune een oproep doen om te zorgen dat dit niet gebeurt. Stel voor dat de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting haar betalingen aan de aannemers moet staken. Ik kan u voorspellen dat dit enorme gevolgen, een sneeuwbaleffect zelfs, zou hebben, gevolgen die voor de bouwsector niet te overzien zijn.

De gewesten hebben een verpletterende schuldenlast van de Staat geërfd in verband met sociale woningen, die ze niet in staat is te financieren. Een pienter ambtenaar van het Vlaamse Gewest heeft uitgerekend dat de hele begroting van het Vlaamse Gewest voor 1985 niet zal volstaan om die ène post, de schulden tegenover de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting, te betalen.

M. Vercaigne. — La situation est la même en Wallonie.

De heer Van Ooteghem. — Dat neem ik aan.

De sociale woningbouw bleef in 1981 nog gespaard van de crisis doch deze slaat in 1982 ineens in alle hevigheid toe. Wanneer u weet dat volkshuisvesting één derde betekent van alle woningen die in België worden gebouwd, kan u zich een idee vormen van de omvang van de sociale en economische ramp die op ons toekomt wanneer wij het tij in dit verband niet kunnen keren.

Wij hadden gehoopt op een heropleving van de privé-woningbouw tengevolge van de relancemaatregelen. Ze is er niet gekomen. Tijdens de eerste drie maanden van 1981 werden 6 007 bouwpremies goedgekeurd; tijdens de eerste drie maanden van 1982 waren dit er maar 4 464. Een daling dus van 6 000 naar 4 500.

Voor de bouwvergunningen in het algemeen is de situatie gelijklopend: tijdens de eerste drie maanden van 1982 werden bouwvergunningen voor 7 000 woningen goedgekeurd, precies de helft van de vergunningen die in dezelfde periode in 1980 werden verleend en 70 pct. van wat in de eerste drie maanden van 1981 werd goedgekeurd.

Het enige lichtpunt is bij de promotoren want daar is een kleine heropleving merkbaar. De promotoren, die appartementen en woningen «sleutel op de deur» verkopen, zien hun zaken lichtjes heropleven waarschijnlijk te danken aan de vermindering van de BTW-aanslagvoet, die wij trouwens indertijd hadden gevraagd. Een lichte hoop bestaat dat de promotoren hun stock zullen kunnen verkopen en nadien opnieuw kunnen beginnen met nieuwbouw.

De redenen van het niet-opleven van de bouwsector kennen wij allemaal. Enerzijds is er de onzekerheid voor de toekomst: jonge mensen durven vandaag niet meer met bouwen te beginnen omdat ze niet weten of ze aan het werk zullen kunnen blijven, volgende maand, volgend jaar. Zij durven het risico van een zware bouwlening niet meer aan. Anderzijds geven degenen die vroeger investeerden in woningen of appartementen thans, tengevolge van de enorme intrestlasten, de voorkeur aan beleggingen op de kapitaalmarkt.

Ik blijf erbij, mijnheer de Vice-Eerste minister, dat zowel op sociaal als op fiscaal gebied spectaculaire maatregelen nodig zullen zijn om het tij te doen keren; anders gaat de bouwsector naar een regelrechte catastrofe. Ik zal u niet herinneren aan het Volksunieplan dat wij herhaaldelijk hebben uiteengezet. Wij geloven nog steeds dat dit plan een oplossing biedt voor de crisis in de bouwsector.

Alsof dat alles nog niet genoeg is en die aannemers het nog niet moeilijk genoeg hebben, zijn er twee Waalse ministers, en dan nog liefst twee liberale ministers, die deze Vlaamse aannemers nog supplementaire moeilijkheden berokkenen. U weet dat ik het heb over minister Olivier en minister Damseaux.

Jaren geleden, mijnheer de Vice-Eerste minister, was iedereen in dit land het erover eens dat havens en stuwdammen grote infrastructuurwerken waren van nationaal belang, waarbij zowel de ene gemeenschap als de andere baat bij had. Zij werden niet meegerekend bij de verdeling van de infrastructuurwerken over de verschillende provincies. Maar dan is men in het Zuiden van het land gaan beseffen dat die havens toevallig in Vlaanderen waren gelegen. Men heeft toen een nieuw stelsel uitgevonden dat ik als krankzinnig en verspilziek consumptiefederalisme bestempel, namelijk het stelsel van de compensaties. Dit stelsel van compensaties diende te allen prijze worden toegepast, ook wanneer het niet nodig was, en voor

overbodige projecten. Daarop is uiteraard veel kritiek gekomen. Het kon zo niet verder, vooral niet op het einde van de jaren 70 toen bleek dat België niet tot aan het einde van zijn dagen geld door deuren en vensters kon blijven gooien voor nutteloze projecten.

Dan heeft men iets nieuws gevonden: een prioritair infrastructuurplan, het Belgisch Pip. Wij dachten toen in onze naïviteit dat het eindelijk gedaan zou zijn met het touwtrekken tussen de gemeenschappen, dat men eindelijk prioritaire infrastructuurplannen zou opstellen, dat men eindelijk dringende werken eerst zou doen en de reeds begonnen werken voortzetten. Die hoop op beterschap, die sommigen koesterden, is ijdel gebleken. Het was gewoon nieuwe wijn in oude zakken. Men heeft er opnieuw projecten bijgesleurd die met openbare werken geen verband hielden, alleen maar om die heilige fifty-fifty verdeling te bereiken. Ik hoef u niet te zeggen dat die fifty-fifty verdeling voor ons uiteraard onaanvaardbaar is. Het scheeftrekken van de kredieten voor wegenwerken gebeurde verder. Het werd reeds herhaalde malen door mij en door collega's de Seranno en Maes op deze tribune aangeklaagd dat men sinds jaren slechts 36, 32, 35 en 34 pct. van de wegenwerken in het Vlaamse landsgedeelte uitvoert en het overige elders.

Gedurende al die jaren heb ik, van op deze tribune, gepleit voor een ernstige oplossing, voor een kosten-batenanalyse en voor objectieve criteria. Ik heb gezegd dat wanneer het ministerie van Openbare Werken niet een serieuze kosten-batenanalyse kan opstellen en kan respecteren, men er beter de hakbijl zou inzetten, men er goed aan zou doen Openbare Werken en Verkeerswezen te federaliseren, en volgens bepaalde verdeelsleutels elk landsgedeelte zijn deel te geven. Men moet absoluut stoppen met het communautair touwtrekken dat Openbare Werken en Verkeerswezen schade berokkent. Destijds werden mijn voorstellen, zowel wat betreft de kosten-batenanalyse als de federalisering van Openbare werken en Verkeerswezen, weggewuifd. Maar intussen hebben wij in deze Senaat verschillende aanhangers gekregen, van wie men het niet zo vlug had verwacht. Bij de andere politieke partijen zijn er plots ook voorstanders gevonden van de objectieve kosten-batenanalyse en zelfs van de federalisering van de grote infrastructuurwerken.

Niemand minder dan minister Chabert nam eindelijk een kloek besluit. Hij liet een kosten-batenanalyse opstellen door onafhankelijke experts. In de Vlaamse Raad heb ik ooit eens gezegd dat dit het enige serieuze besluit was dat hij ooit heeft genomen. Dat was weliswaar een boutade. Alleszins was het een zeer wijs besluit dat hij had genomen. Die onafhankelijke experts waren ambtenaren en universiteitsprofessoren uit de twee landsgedeelten. Wij dachten dat het nu eindelijk eens zou gedaan zijn met al dat touwtrekken, dat eindelijk de prioriteiten zouden worden gelegd waar zij nodig waren en allereerst zou worden begonnen met het voltooien van werken die reeds waren aangevat, tot wanneer die studie werd gepubliceerd. Zij bleek na publicatie plots niet meer naar de zin te zijn van een bepaald minister. Die minister kwam niet van zijn Olympus, maar van zijn Olijfberg naar beneden en zegde: ik moet in Wallonië worden verkozen en derhalve pas ik die kosten-batenanalyse niet toe. Hoewel die studie veel heeft gekost, wordt zij zonder meer van tafel geveegd.

Gisteren vergaderde de commissie voor de Infrastructuurwerken. Daar heb ik iets beleefd dat ik in het Parlement nog nooit heb beleefd, namelijk dat de minister zich permitteert een studie opgemaakt door zijn ambtenaren, te bekritiseren. Hij zegde dat die studie op niets trekt, en dat hij er niet mee akkoord gaat. Het is ongehoord dat een minister in een commissie van de Senaat zijn eigen ambtenaren desavoueert zonder dat deze zich kunnen verdedigen.

Ik heb de verklaring van de minister genoteerd. Zij luidt: « Si on suit ce dossier, plus besoin de ministres. Les paramètres, cela dépasse mes compétences. Je ne peux pas tenir compte de certains éléments. Nous faisons de la politique. » Met andere woorden, de minister past geen objectieve politieke normen toe. Zulke minister kunnen wij inderdaad missen.

Gisteren heeft een handige Waalse collega, de heer Delmotte, schande gesproken over de kredieten die zijn ingeschreven voor de waterwegen. Hij zei dat Vlaanderen bevoordeeld was in de verhouding van plusminus 73 pct. voor Vlaanderen, plusminus 23 pct. voor Wallonië en plusminus 3 pct. voor Brussel. Hij vergat echter te vermelden dat in die kredieten voor waterwegen kredieten voor nationale infrastructuurwerken namelijk, de havens, zijn opgenomen. Hij was zo slim, niet te spreken over de kredieten voor de wegenbouw. Daar is de verhouding net andersom, namelijk plusminus 32 pct. voor Vlaanderen, plusminus 56 pct. voor Wallonië en plusminus 11 pct. voor Brussel. Hij heeft daarenboven vergeten te vermelden dat de totaliteit voor waterwegen en wegen de volgende procenten geeft: 37,83 pct. voor Wallonië, 10,72 pct. voor Brussel en 51,45 pct. voor Vlaanderen met telkens de grote infrastructuurwerken inbegrepen.

Voor Vlaanderen is er dus 51,45 pct. voor een bevolking die in het Vlaamse Gewest 56 pct. bedraagt van de landsbevolking.

Ik heb de indruk dat sommige Waalse excellenties de adem van de gemeenteraadsverkiezingen reeds voelen en alleen nog in electorale termen denken. Ik meen dat zij soms bewust de Vlamingen provoceren, anders is de jongste stunt van de heer Damseaux niet te verklaren. In een brief aan de burgemeester van Flobecq (Vloesberg) schrijft hij het volgende: « Je tiens également à vous préciser qu'il n'entre pas dans mes intentions d'engager sur les crédits de la Région wallonne des travaux adjugés à des firmes du nord du pays. »

De Bouwkroniek schrijft terecht: « Damseaux plaatst sluitstuk in domme dam van Waals protectionisme. » Onmiddellijk na het bekend worden van die brief heb ik een mondelinge vraag gesteld aan de Eerste minister waarop minister Tindemans heeft geantwoord. Ik ben zo vrij deze brief even te citeren: « Namens de Eerste minister bevestig ik dat de wet op de overheidsopdrachten, het Verdrag van Rome en de Europese richtlijnen onverminderd moeten worden toegepast. De Vlaamse Executieve heeft op 21 maart 1982 de brief van de voorzitter van de Waalse Executieve bij het overlegcomité regering-executieven aanhangig gemaakt. Het comité heeft het beroep op 22 maart in behandeling genomen en zal de bespreking op 6 april afronden. Daardoor is de betwiste beslissing met ingang van 22 maart voor 60 dagen geschorst, tenzij vroeger in het overlegcomité een consensus wordt bereikt. Indien er geen consensus wordt bereikt, herneemt de geschorste beslissing haar rechtskracht maar kan uiteraard slechts met de normale rechtsmiddelen worden bestreden. Het is evident dat het tot de taak van de Eerste minister behoort voor de rechtmatige behandeling van alle burgers te zorgen. » Tot daar het citaat van minister Tindemans voorgelezen in opdracht van de Eerste minister.

Bij het einde van mijn uiteenzetting wil ik twee heel precieze vragen stellen.

Sinds 22 mei heeft de geschorste beslissing van minister Damseaux haar rechtskracht hernomen. Vandaag zijn wij vier dagen later. Ik zou uitdrukkelijk willen weten wat de Eerste minister intussen ondernomen heeft om voor de rechtmatige behandeling van alle burgers te zorgen.

Mijn tweede vraag luidt: wat is het standpunt van de regering in verband met de houding van minister Olivier die een kosten-batenanalyse, die heel veel geld heeft gekost, zomaar terzijde schuift en alleen een politieke beslissing uitvoert omdat hij in Wallonië moet worden verkozen.

Voor het einde van dit debat zou ik graag een duidelijk antwoord willen krijgen op deze twee duidelijke vragen.

Dat antwoord is zeer belangrijk, voor onze fractie uiteraard, maar ook voor de Eerste minister, want, tot nader order moet hij niet in Wallonië maar in Vlaanderen worden herkozen.

De heer Luyten. — Door de publieke opinie in Vlaanderen!

M. le Président. — La parole est à M. Vercaigne.

M. Vercaigne. — Monsieur le Président, monsieur le ministre, mesdames, messieurs, j'avais l'intention, après le brillant exposé de M. le Vice-Premier ministre, d'émettre quelques considérations au sujet des propos qu'il a tenus.

Il a axé toute sa démonstration sur la défense de la politique des exportations tous azimuts.

Je voudrais lui signaler qu'en ce faisant, il néglige considérablement les PME qui, jusqu'à présent, faisaient partie des préoccupations du PRL.

M. Maystadt, ministre du Budget, de la Politique scientifique et du Plan. — Les PME peuvent exporter.

M. Vercaigne. — Je crois qu'il faudrait reconquérir le marché intérieur et ce n'est pas en privilégiant les exportations comme le fait le gouvernement, qu'on atteindra ce but.

J'en viens à l'intervention que j'avais préparée.

Le projet de budget qui nous est présenté est l'un des plus sombres de l'histoire de ce pays. Malgré les sacrifices énormes imposés aux masses populaires par vos pouvoirs spéciaux, le déficit des opérations courantes atteint néanmoins 252,7 milliards et ce malgré l'engagement moultes fois répété de déposer ce budget avec un déficit limité à 200 milliards. Les recommandations de la Commission de la CEE datant du 22 juillet 1981 sont ainsi battues en brèche.

Comment, à l'avenir, pourrez-vous encore invoquer de semblables recommandations avec sérieux et dans divers domaines alors qu'aujourd'hui vous refusez de suivre la CEE dans ses avis?

D'un autre côté, comment, à trois mois d'intervalle, pouvez-vous vous tromper aussi lourdement? Est-ce à dire que vos experts ont bâclé la déclaration gouvernementale au point d'en faire un tissu de mensonges et d'approximations?

A la lecture de ce volumineux dossier, on n'en finit pas de relever les contradictions entre les déclarations d'intentions contenues dans la déclaration gouvernementale et la matérialité des faits exposés dans votre budget. Il en est ainsi des déclarations affirmant qu'il n'y aurait pas d'alourdissement de la pression fiscale et parafiscale. Ce qui est faux, archifaux. J'y reviendrai au moment opportun. Une chose est certaine: les travailleurs n'y voient absolument pas — pour reprendre les termes de votre déclaration gouvernementale — « un encouragement de la population par un aménagement de l'imposition du travail et de la fiscalité des familles ».

Si telles avaient été, réellement, vos intentions, les travailleurs auraient obtenu l'indexation intégrale des barèmes fiscaux, seul moyen de préserver leur pouvoir d'achat et celui des allocataires sociaux. Cessez donc, en la matière, de tromper l'opinion publique par des artifices de langage.

A ce propos, je voudrais émettre une remarque, à la suite de l'intervention du chef du groupe socialiste. Il a dit que les travailleurs sont prêts, sous certaines conditions, à accepter des sacrifices. Je lui fais observer qu'il se trompe; en tout cas, les travailleurs que je côtoie ne sont pas prêts du tout à accepter des sacrifices, car, en Belgique on ne joue pas cartes sur table. Avant d'envisager des sacrifices, il faudrait prendre un certain nombre de mesures, comme lever le secret bancaire et empêcher la fuite des capitaux, de telle façon que tout le monde soit placé sur un pied d'égalité. Cette égalité est loin d'être atteinte et les dix petits milliards que vous comptez, sans volonté aucune, récupérer sur la fraude fiscale en sont la démonstration évidente.

Dans le domaine économique, vous fondez une large part de vos espoirs sur la relance des exportations. Pour cela, vous avez dévalué notre monnaie de 8,5 p.c., tout en espérant plus, comme l'a révélé la presse, d'où la frénésie qui règne dans les milieux monétaires, entretenue par ceux qui continuent de spéculer sur le franc et que j'ai pu constater personnellement en utilisant ce moyen de transport très démocratique qu'est le train. Si vous prenez le train international n° 391, de Bruxelles à Milan, qui arrive à Luxembourg peu après 11 heures, le spectacle de l'arrêt de ce train est impressionnant: on se croirait au terminus de la ligne. Un flot de voyageurs descend et se dirige, en rangs serrés, vers les banques proches de la gare. Oh! il s'agit dans ce cas-ci de spéculateurs issus des classes moyennes qui refusent de vous faire confiance quand vous affirmez que la dévaluation est réussie et qu'il n'y en aura pas d'autre. Ces personnes ne vous croient pas. Et l'écart entre le marché officiel et le marché libre des changes ne fait que conforter leur analyse.

A ce stade, une première question s'impose. Comme le service des douanes, malgré l'instauration de la CEE et son extension, continue à fonctionner sans diminution d'effectifs, ne croyez-vous pas qu'un contrôle des changes sérieux permettrait de ralentir de manière significative la fuite des capitaux, facteur important des déséquilibres que nous connaissons? Le même contrôle exercé au niveau des banques compléterait la mesure et permettrait par la même occasion de placer un peu mieux les citoyens de ce pays sur un pied d'égalité. Cent quatre-vingts milliards ont en 1981 pris la clef des champs.

Il serait intéressant de connaître combien d'autres milliards ont été injectés l'an dernier par les particuliers dans des investissements plutôt stériles pour l'emploi, comme l'acquisition d'or, de diamants, d'œuvres d'art, de tapis d'orient etc. Le laxisme, qui prévaut en Belgique, fait que certains peuvent, impunément, parier sur l'appauvrissement du pays. Nous, communistes, croyons que la piste du contrôle des changes devrait être sillonnée par notre ministre du Budget. A cet égard, je le convie à utiliser, un jour de semaine, ce fameux train. Il devrait s'équiper d'un enregistreur afin d'interroger, à leur descente les voyageurs sur l'objet de leur visite à Luxembourg. Les silences seraient bougrement révélateurs! Ceci fait sourire et je le comprends. C'est devenu une sorte de prestation sportive en Belgique que de frauder le fisc.

J'ai eu la curiosité avant-hier de rendre visite à une maison d'arrêt; le directeur m'a confié que, depuis quarante ans, plus aucun parlementaire n'avait visité sa prison.

J'ai rencontré à Saint-Gilles des jeunes, qui pouvaient avoir onze, douze, treize, quatorze ou quinze ans. Ils y sont pour quinze jours. J'ai essayé de savoir pourquoi ils s'y trouvaient. Certains avaient volé le sac d'une dame. Ces jeunes voyagent entre la prison et les homes. Par contre, c'est à peine si l'on ne décore pas ceux qui spéculent allégrement; on admire même leur prouesse. A ce point de vue, la Belgique témoigne d'un laxisme incroyable. Les petits malandrins, les gosses sont incarcérés, alors que les grands malandrins sont décorés et reçoivent même des titres nobiliaires à l'occasion.

Dans votre diagnostic de la perte de compétitivité de notre industrie, vous insistez lourdement sur la hauteur des coûts dans l'industrie manufacturière. Ce facteur « coûts » est à sérier en capital, énergie, salaires et matières. Je vous livre la structure des coûts de trois secteurs industriels pour l'année 1977. C'est tout ce que j'ai pu retrouver; notre outil statistique n'est pas particulièrement récent.

J'ai choisi, au hasard je l'avoue, trois secteurs importants: la chilie, les minéraux non métalliques et les fabrications métalliques.

En chimie, pour l'année 1977, le facteur capital intervenait pour 19,8 p.c. dans les coûts; le facteur travail, pour 16 p.c.; le facteur énergie pour 4,7 p.c.; les matières et autres pour 59,5 pc.

En ce qui concerne les minéraux non métalliques, comme le ciment, etc., le capital intervient pour 21 p.c., le travail pour 27,6 p.c., l'énergie pour 8,2 p.c. et les matières pour 43,2 p.c.

Enfin, dans le secteur des fabrications métalliques, secteur très important mais malheureusement négligé — si Cockerill-Sambre obtient ses 27 milliards d'investissements, les entreprises wallonnes et même belges ne sont pas capables de fournir les équipements nécessaires; c'est en République fédérale d'Allemagne qu'il faudra aller les acquérir —, le capital intervient pour 7,9 p.c., le travail pour 22,8 p.c., l'énergie pour 1,2 p.c. et les matières pour 68,2 p.c.

Or, depuis 1977, et contrairement aux assertions développées dans l'argumentation relative au budget, la part du travail dans les coûts a diminué du fait de la modération salariale en vigueur depuis quatre ans. Cela, beaucoup d'employeurs le reconnaissent. Certaines charges ont augmenté mais la responsabilité des travailleurs et de leurs organisations n'y est pour rien. Le gouvernement — et d'autres — décident en la matière.

Donc la part des salaires diminue. Par contre, les coûts du capital et de l'énergie n'ont cessé d'augmenter. C'est donc sur ces deux facteurs qu'il convient d'agir si l'on veut réellement rendre notre industrie plus compétitive.

L'utilisation rationnelle de l'énergie s'impose dans l'industrie. M. de Donnéa a envoyé cette nécessité assez allégrement par-dessus les haies et a commis ainsi une assez grossière erreur pour un économiste distingué. En effet, depuis la dévaluation, le coût des importations des matières énergétiques atteint 305 milliards. Il faut savoir que 50 p.c. à peine de l'énergie produite est réellement consommé par les utilisateurs industriels. Le reste est lâché dans l'atmosphère et dans nos cours d'eau; il y a d'importantes pertes dans la distribution et il faut encore tenir compte de l'utilisation anarchique par les producteurs d'énergie pour leurs propres besoins. Il est donc urgent de mettre en place une politique d'utilisation rationelle de l'énergie afin d'augmenter notre compétitivité vis-à-vis de l'extérieur et d'arriver à une diminution de nos approvisionnements à payer en devises.

Tout à l'heure, M. le Vice-Premier ministre a souligné le fait que le gouvernement a déjà pris 45 arrêtés dans le cadre des pouvoirs spéciaux. Je souhaiterais qu'il en prenne un quarante-sixième. Je m'explique: vous connaissez la publicité distribuée dans toutes les boîtes aux lettres du royaume qui vante les mérites de Reddy Kilowatt. Je propose de prendre un arrêté contraignant — on en prend bien vis-à-vis des travailleurs — à l'égard de sociétés comme Intercom qui font une publicité effrénée en faveur d'un suréquipement des ménages en appareils électroménagers. Je voudrais qu'on explique aux gens le gaspillage que constitue pour la collectivité l'acquisition de cuisinières électriques, par exemple.

Les dépenses de capital ont, ces derniers temps, pris le mors aux dents. Cela est dû, pour l'essentiel, à la politique monétaire des USA qui, au travers de sa politique de hauts taux d'intérêts, tend à faire crouler nos économies beaucoup plus fragiles. Nous attendons donc du gouvernement, puisqu'il préside pendant six mois les instances européennes des initiatives palpables en vue de dégager une position commune vis-à-vis des USA tant en matière de taux d'intérêts qu'en matière de barrières douanières placées par ce pays à l'importation de produits européens, notamment sidérurgiques. La vassalisation n'est pas un état normal dans un pays qui a des traditions de liberté bien plus anciennes et qui datent de l'âge d'or des communes et métiers, avec leurs chartes et privilèges.

Dans votre programme global de redressement économique, vous insistez sur le fait que la dévaluation doit agir à la baisse sur les taux d'intérêts. Plus de trois mois après ladite dévaluation, l'homme de la rue attend toujours les effets escomptés. C'est un premier dérapage.

Le deuxième dérapage, plus aisément vérifiable, concerne votre politique des prix. Quelle farce! Il n'y a pas eu de blocage généralis-

sé des prix en mars. Que du contraire! Et la hausse, minime, de l'index en mars fait peser des doutes sur la valeur de cet outil de mesure. Dans l'alimentaire, l'ameublement, les articles de ménage, j'ai personnellement pu relever des hausses parfois sensibles.

Un exemple, parmi d'autres, mais assez significatif: un sac de pommes de terre se vendait pour 25 kg 140 francs le 10 février; il était à 160 francs le 27 février, 200 francs le 5 mars, 220 francs le 17 mars et 250 francs le 3 avril. Actuellement, il faut 320 francs pour 25 kg. Ce n'est donc plus un blocage des prix, mais un doublage. Ceci démontre que vous avez lancé de la poudre aux yeux à l'adresse de l'opinion publique, car vous savez que vous ne disposez pas de moyens suffisants pour imposer une quelconque décision. Le Moc a relevé des milliers d'infractions. Pour ma part, je suis persuadé qu'il y eut autant d'infractions qu'il y a de boutiques en Belgique.

En matière de politique des revenus, vous persistez dans des affirmations gratuites. Tous les revenus ne seront pas modérés de façon équivalente. Des socialistes et moi-même avons déjà souligné cette imposture. Il est faux d'affirmer que tous les citoyens de ce pays participent de façon équivalente au laminage du pouvoir d'achat. Les salariés et appointés, de même que les cadres, perdront des millions dans votre opération déliaison des salaires à l'index. Par contre, les indépendants et les professions libérales ne paieront que peu de chose, pendant un temps déterminé, et encore, leur chiffre d'affaires doit être en hausse, sinon ils ne paient rien.

Quand chaque ménage de travailleurs voit ses revenus baisser de plusieurs millions, que ce soit par le blocage de la liaison des salaires à l'index, la hausse continue des cotisations sociales, les augmentations répétées depuis Maribel des impositions indirectes, la ponction fiscale débridée sur l'usage de véhicules à moteur, les impositions nouvelles qui frappent ceux, et particulièrement les retraités, qui veulent meubler leurs loisirs par l'acquisition de vecteurs culturels comme les disques, la radio, la télé, les chaînes hi-fi, la vidéo, la presse écrite quotidienne et hebdomadaire, suite aux augmentations des tarifs postaux, on peut vraiment parler de *hold-up* du siècle, perpétré par une minorité au bénéfice d'intérêts privés dont la finalité avouée est le profit, c'est-à-dire le droit de jouir quasi exclusivement de l'abondance de biens et de richesses produits par d'autres dans des conditions de plus en plus lamentables.

Vos perspectives économiques sont par trop optimistes. Le Bureau du Plan vient de rappeler l'horrible perspective en matière de chômage. Votre Pacte pour l'emploi, qui ne contient que du vent et la multiplication de sous-statuts pour les travailleurs au bénéfice de nos exportateurs de capitaux, n'est pris au sérieux par personne. Malgré les exclusions du chômage qui se multiplient, c'est 630 000 chômeurs complets qui sont à l'horizon et si l'on y ajoute tous ceux qui sont chômeurs partiels, chômeurs non indemnisés, chômeurs abusivement écartés des allocations, chômeurs à temps partiel, demandeurs d'emplois inscrits volontairement, les prépensionnés de toutes sortes, les CST, les chômeurs mis au travail, les stagiaires, les travailleurs à mi-temps qui, en raison des circonstances économiques voulues par vous, sont obligés de recourir à cette amputation de leurs capacités, eh bien, on arrivera à près d'un million de victimes, ce qui donne 30 p.c. de la population concernée par une absence de politique volontariste en matière d'emploi.

Un exemple parmi d'autres qu'un collègue a déjà amplement explicité: vous escomptez une relance de la construction suite aux dispositions prises dans le premier train de mesures pris en vertu des pouvoirs spéciaux. Une baisse de TVA ne suffit pas, et vous le savez. Vous le savez d'autant mieux que vous étranglez financièrement les régions qui ont le logement dans leurs attributions.

Je voudrais évoquer brièvement la situation de la Wallonie où les perspectives pour 1982 en matière de construction se situent à 40 p.c. du volume atteint en 1981. Aucun autre budget, qu'il soit national ou régional, n'est ainsi laminé. Une telle politique en matière d'éducation nationale par exemple, serait catastrophique; les écoles pourraient fermer.

La situation de la Flandre en matière de construction n'est pas bien différente, avec les conséquences sociales que cela entraîne. Les perspectives pour les années à venir sont encore plus sombres, à tel point que le ministre wallon responsable, M. Bertouille, parle de bloquer dès à présent toute nouvelle ouverture de chantier. Est-ce à dire que le logement serait parfait en Wallonie? Vous savez que tout le sillon industriel Haine-Sambre-Meuse n'est qu'un vaste chancre dont la moyenne d'âge de l'habitat dépasse 70 ans.

Je voudrais à présent formuler d'une manière différente une question précise posée par M. de Wasseige. Le projet de budget des recettes pour la Région wallonne vient d'être distribué. L'Exécutif régional wallon fait état de recettes escomptées relatives à la dette antérieure de l'Etat pour un montant de 3 milliards 250 millions. Or, rien ne figure à ce sujet dans le budget national que vous venez de nous soumettre. Comment comptez-vous apurer cette dette à l'égard de la Région wallonne? Elle a décidé, en effet, des mesures de rétorsion si vous n'octroyez pas cette partie des 13 milliards 100 millions que vous lui devez. La Région wallonne a, par exemple, décidé d'apurer ses dettes à l'égard de la SNL, de la manière suivante: «Ce montant sera payé» — il s'agit de 5 milliards 86 millions pour 1982 — «au fur et à mesure et à la même cadence que le règlement par l'Etat de la créance possédée par la Région, pour autant que le montant prévu pour les dettes antérieures soit accordé à la Région.» Celle-ci effectuerait donc en 1982 un versement de 2 milliards 527 millions. Il y a donc des situations de conflit en perspective. Comptez-vous remanier votre projet de budget et y inclure une partie de la dette due tant à la Région flamande qu'à la Région wallonne?

On entend généralement l'affirmation que «le bâtiment, c'est de l'emploi garanti». Pour nous, communistes, deux solutions radicales existent pour relancer la construction. Je vous propose tout d'abord d'abaisser de manière significative les taux d'intérêt pour les prêts hypothécaires, en obligeant les banques à avancer l'argent à des taux imposés. Ne me dites pas que c'est impossible. Vous venez d'agir de la même manière en obligeant les compagnies d'assurances à vous prêter de l'argent à un taux inférieur à celui généralement pratiqué.

Une autre mesure consisterait à octroyer une prime à la construction d'une première habitation d'un million. C'est en effet le montant présumé que l'Etat retire sous forme de taxes, TVA et droits d'enregistrement pour la construction d'une habitation moyenne.

En contrepartie, vu le nombre important de demandes qui afflueraient si ces deux mesures étaient réalisées, l'emploi de milliers de travailleurs serait assuré avec les retombées fiscales pour l'Etat et les diminutions pour le budget de l'Emploi et du Travail.

Puisque j'évoque la fiscalité, il faut relever le fait que votre politique fiscale est trop unilatéralement orientée vers les entreprises et plus précisément certaines d'entre elles. En effet, celles qui ont une situation monopolistique — il ne s'agit pas de la RTBF — et qui, de ce fait, réalisent déjà d'amples bénéfices comme Intercom, Ebes, Unerg, sont encore avantagées alors qu'elles constituent le canal obligé pour être approvisionnés en énergie très chère. Pour votre édification, je vous invite à lire le n° 13 de la revue éditée par la Feb.

Vous n'ignorez pas que la Feb mène actuellement un grand battage sur la politique volontariste des entreprises au niveau des investissements mais nulle part on ne trouve des chiffres en matière d'emploi. On fait état de millions, voire de milliards d'investissements pour l'année 1982, toutes les entreprises vont au charbon mais jamais on ne voit de perspectives en ce qui concerne l'emploi. C'est assez étrange, vous le reconnaîtrez. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle elle refuse toute mesure contraignante que pourrait contenir à ce sujet le plan gouvernemental pour l'emploi.

Dans cette brochure, sur une dizaine de pages, vous pourrez lire toutes les mesures fiscales prises en faveur des entreprises. La panoplie est édifiante et je dois constater que ce groupe de pression a autrement de poids que tous les autres groupes de pressions quotidiennement dénoncés par le PRL et autres chevaliers servants de cette grande coquette. Il est vrai que, comme dans ce classique du cinéma, celui qui arrose est souvent arrosé en retour!

Vous menez une politique élitiste, vos actes le prouvent puisque vous voulez réserver l'acquisition de certains biens à ceux qui surnagent quoi qu'il advienne. Un autre exemple de la jalousie qui vous anime: vous insistez sur le fait que le tourisme est un facteur important des pertes de devises. Vous avancez la somme de 42 milliards de déficit dans la balance touristique. Est-ce à dire que vous comptez prendre à l'encontre des travailleurs des dispositions légales visant à freiner ou à empêcher les vacances à l'étranger? L'année dernière déjà, des rumeurs émanant du cabinet ministériel d'un de vos collègues avaient couru à ce propos. Je souhaiterais obtenir certains apaisements à ce sujet. Voulez-vous aussi réserver cette conquête à ceux qui surnagent quelles que soient les circonstances?

Vous le voyez, tout votre budget est construit en fonction d'intérêts très particuliers: les entreprises, ce qui est trop anonyme, mais à l'arrière-plan, il y a ceux qui profitent des énormes avantages liés aux entreprises. Ah, ces capitaines d'industrie! Quelle griserie que ce réel pouvoir! C'est autrement juteux qu'un poste ministériel. Ce n'est pas en étant tout simplement ministre qu'on peut fêter son premier, son second puis les autres... milliards.

J'ai toujours déploré que nos manuels d'histoire ne faisaient pas suffisamment de place au passé récent. Comme j'ai autrement pu lire l'une ou l'autre belle biographie de courageux capitaines allant porter les fruits de notre civilisation en terre africaine, il serait utile.

pour nos jeunes, de connaître l'irrésistible ascension de quelques-uns de nos chevaliers d'industrie. A défaut d'obtenir un emploi à la fin des études, ils pourraient toujours rêver...

Monsieur le Président, mesdames, messieurs, il faut bien à un moment donné conclure. Ma conclusion sera simple: vos chiffres sont faux. Cette affirmation n'est pas excessive. Il suffit, pour vous convaincre, de rappeler que tous les budgets présentés ces dernières années ont été infirmés dans leurs conclusions et ce, de manière très importante. Puisque depuis la déclaration gouvernementale vous avez déjà dû rectifier le tir à concurrence de 52 milliards dans le rouge je puis, sans crainte de me tromper beaucoup, dire qu'il faudra en ajouter autant pour obtenir la situation réelle à la fin de l'année.

Votre politique de bas revenus pour les travailleurs, vos cadeaux distribués aux entreprises sans contrôle, vos restrictions en matière de recherche-développement, votre politique à courte vue, tout concourt à amener la Belgique dans une nouvelle catégorie de pays. Nous sommes des innovateurs en la matière: les pays développés sont en passe de devenir des pays en voie de sous-développement.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Capoen.

De heer Capoen. — Mijnheer de Voorzitter, mijnheer de minister, geachte collega's, ik ben bijna genoodzaakt mij te verontschuldigen omdat ik u op dit uur afhoud van de broodjes die waarschijnlijk op ons liggen te wachten. Ik dank de mensen die hier uit vriendschap, of uit interesse of nieuwsgierigheid blijven luisteren. Ik zal pogen het kort te maken, en ik hoop dat u er toch iets van zult opsteken.

In de algemene toelichting op de Rijksmiddelenbegroting 1982 stelt de regering, volkomen terecht, dat alleen met een krachtige en duurzame groei de fundamentele onevenwichten zullen kunnen worden weggewerkt.

Het economisch doel is dan ook de nationale economie opnieuw op de weg van de expansie te brengen. In dit verband werden al heel wat maatregelen getroffen om één van de voornaamste oorzaken van de verslechtering van onze economie te lijf te gaan, namelijk het verlies aan concurrentiekracht van de nijverheid.

Om onze nijverheid de nodige slagkracht te geven worden aanzienlijke middelen overgedragen van het consumptieproces naar het produktieproces, met andere woorden een belangrijk deel van de gezinsinkomens wordt getransfereerd naar de bedrijven. En hier loopt het al meteen fout met het regeringsbeleid omdat er ter zake geen concrete verplichtingen worden opgelegd aan de bedrijven en er niet in sluitende controle is voorzien op de besteding van deze vrij aanzienlijke middelen.

De operatie inlevering en devaluatie dreigt een maat voor niets te worden als de gevraagde inspanningen niet zullen worden aangewend om onze industrie te vernieuwen, om te schakelen en te heroriënteren naar een nieuw industrieel beleid dat moet gericht zijn op toegevoegde waarde, spitstechnologie en op uitrustingsgoederen.

Want, en wij herhalen het hier voor de zoveelste maal, het verlies aan concurrentiekracht van onze ondernemingen dat zich manifesteert in verlies van afzetgebieden en van arbeidsplaatsen en uiteindelijk in een zwaar deficitaire handelsbalans is in de eerste plaats en hoofdzakelijk te wijten aan het feit dat onze produkten niet meer in de markt liggen, dat ze niet meer beantwoorden aan de eisen die vandaag de dag op de markt worden gesteld. Dat is de hoofdoorzaak van het verlies in concurrentiekarcht, en dat is niet, alleszins niet in de eerste plaats, te wijten aan de lonen.

Het probleem van de loonhoogte werd hier reeds een paar keer aangehaald door collega's. Ik stel het duidelijk, zeer concreet, ongenuanceerd. Onze lonen zijn te hoog als wij betonijzer maken, bakstenen, landbouwmeststoffen, vensterglas of kruiwagens. Dan zijn onze lonen veel te hoog en ook onze sociale kosten. Op die manier kunnen wij niet concurreren met de lage-loonlanden, die wij ontwikkelingslanden noemen.

Onze lonen zijn evenwel niet te hoog wanneer wij producten maken met een groot gebruik van technologie en met een hoge toegevoegde waarde, kortom in de sectoren van spitstechnologie en vooruitgang.

De gewenste economische groei zal en kan er maar komen als wij onze produktie oriënteren naar deze zogenaamde groeisectoren.

Het is mijn overtuiging, en niet alleen de mijne, dat ook vandaag, in volle crisis, nog groei mogelijk is. Dan moeten wij ons echter uiteraard begeven op het domein van de toegevoegde waarde, de spitstechnologie en de uitrustingsgoederen. Voor deze produkten bestaat er een enorme vraag en is er een onuitputtelijke markt voorhanden. Ik denk in dit verband aan de landen van de derde wereld en vooral aan de jonge industrielanden die een enorme nood hebben aan deze goederen die zij bovendien kunnen betalen met hun energie en met hun grondstoffen die wij nodig hebben om onze economie op gang te houden.

Een dergelijke omschakeling van de traditionele produktie naar de spitstechnologie is niet alleen noodzakelijk maar vergt tevens aanzienlijke inspanningen niet in het minst op financieel gebied. Daarom is het ten zeerste te betreuren dat de regering ter zake geen duidelijker en krachtdadiger beleid voert en integendeel alles op zijn beloop laat.

Dat wij ook deze mening niet alleen zijn toegedaan, werd gisteren nogmaals duidelijk bewezen toen de twee grote vakbonden in dit land weigerden het Tewerkstellingspact te ondertekenen omdat zij daarin niet voldoende waarborgen vonden. Misschien ligt hun wantrouwen op een ander terrein dan het mijne, maar alleszins zal de gevoerde politiek niet de verwachte resultaten opleveren. Bovendien is deze houding van de regering volkomen in strijd met wat in de algemene toelichting bij de Rijksmiddelenbegroting wordt verklaard, namelijk dat haar economisch beleid is gericht op groei en vooral is afgestemd op de uitvoer. Voor de klassieke produkten is geen groei van de uitvoer mogelijk. Dit is enkel mogelijk voor nieuwe produkten met een grote wetenschappelijke en technische toegevoegde waarde.

De houding van de regering inzake een nieuw industrieel beleid is helemaal onduidelijk en dubbelzinning wanneer men haar beleid betreffende de vijf zogenaamd nationale sectoren van naderbij bekijkt.

Voorafgaandelijk moet worden gezegd dat wij van meetaf aan het principe van de verheffing van staal, glas, scheepsbouw, textiel en steenkolen tot nationale sectoren hebben bestreden en dit om verschillende redenen.

Ten eerste, omdat de samenstelling van deze groep sectoren ons onmiddellijk deed vermoeden dat het de unitaire beleidsmensen alleen te doen was om op een verdoken en ongeoorloofde wijze een subsidiëringspolitiek te voeren waarbij Vlaamse middelen massaal zouden worden overgeheveld naar Wallonië.

Ten tweede, omdat wij de overtuiging zijn toegedaan dat het behoud van nationale sectoren elk samenhangend doeltreffend en aangepast regionaal beleid onmogelijk zou maken.

Ten derde, omdat het behoud van nationale sectoren een uitholling betekent van de autonomie der gemeenschappen.

Wat het eerste punt betreft, namelijk het overhevelen van Vlaamse middelen naar Wallonië, blijkt thans overduidelijk dat de overwegend Vlaamse sectoren, textiel, scheepsbouw en steenkool er in feite maar werden bijgesleurd om de pil te vergulden en de Vlamingen een rad voor de ogen te draaien.

Sedert de beslissing van de Ministerraad van 23 september 1978 in verband met de herstructurering van de staalnijverheid is er onder allerlei vormen een reusachtige geldstroom naar de Waalse staalnijverheid op gang gekomen. De omvang van de voorwaarden voor en de aanwending van deze massale overheidshulp tarten elke verbeelding. Het Waalse staal heeft tot op heden al tienmaal meer middelen verslonden dan de overige vier nationale sectoren samen. En er is nog geen enkele oplossing in zicht. Integendeel, het enige resultaat van deze gigantische hulpverlening is dat het Waalse staal, na de monsterfusie verenigd in Cockerill-Sambre, zo mogelijk nog in een dramatischer situatie verkeert dan enkele jaren terug.

De Vlaamse sectoren scheepsbouw en scheepsherstellingen waaraan tijdens dezelfde Ministerraad gelijkwaardige staatssteun werd toegezegd, blijven tot vandaag op hun honger omdat er in feite nooit van een gelijkwaardige behandeling sprake is geweest. Niet alleen was van bij de aanvang namelijk bij het opstellen van een plan tot herstructurering van de scheepsbouwsector reeds alle gelijkwaardigheid zoek zowel wat betreft de modaliteiten, de totale steun of de steun per arbeidsplaats, maar bovendien is dit plan nooit operationeel geweest. Tot welke dramatische gevolgen « de gelijkwaardigheid op zijn Belgisch » voor Vlaanderen kan leiden, hebben de werknemers van de Cockerill Yards-werven ondertussen al aan den lijve ondervonden.

Een verdere onverschilligheid vanwege de overheid ten opzichte van deze sector zal onvermijdelijk leiden tot de definitieve teloorgang van de scheepsbouwnijverheid in ons land. Dat zou te betreuren zijn, mijnheer de minister, omdat de scheepsbouw toch een sector is die een zekere toegevoegde waarde vertegenwoordigt en waar-

bij dus wel activiteiten komen kijken die van een hoog technisch niveau zijn.

De lijdensweg van de hoofdzakelijk Vlaamse textielsector is al even bedroevend en een schrijnend voorbeeld van de gevoerde tweematen- en twee-gewichtenpolitiek. Van het oorspronkelijk plan tot de herstructurering van de textielsector is zo goed als niets meer overgebleven. Wanneer de voorstellen van de EG worden aanvaard, zouden de textielbedrijven zelfs minder steun krijgen dan andere ondernemingen die gewoon een beroep kunnen doen op allerlei subsidiëringsmiddelen en steunmaatregelen, die in ons land in zwang zijn. Het is zelfs zover gekomen dat de textielsector feestelijk bedankt voor een dergelijk textielplan en vraagt om terug te keren naar de toepassing van de algemene expansiewetgeving.

De hardnekkigheid waarmee de regering het staalplan verdedigt, tegen beter weten in, tegenover alle mogelijke instanties, steekt schril af tegen de lamlendigheid die ze aan de dag legt wanneer het gaat om de verdediging van de textielsector. Deze houding van de regering is onbegrijpelijk en onaanvaardbaar.

Een vergelijking tussen de textielsector en de staalnijverheid toont onweerlegbaar aan dat de textiel voor 's lands economie van veel groter belang is.

Ik deel u enkele concrete basisgegevens mee. Voor 1980 bedroeg de toegevoegde waarde in de textielsector 66 miljard; voor de staalnijverheid was dat 33 miljard. Dus juist de helft van de textielsector. In de textielsector waren er 107 000 arbeidskrachten tegenover 40 000 in de staalsector. De loonkost bedroeg 306 frank per uur in de textielsector en 513 frank per uur in de staalsector. Sedert 1977 heeft men af te rekenen met 72 000 verloren arbeidsplaatsen in de textielsector en 17 000 voor de staalsector. Als men echter teruggaat tot in 1975, dan bedraagt het aantal verloren arbeidsplaatsen zelfs 120 000 in de textielsector, dus een veelvoud van wat ooit in de staalnijverheid heeft gewerkt.

Niettegenstaande dit duidelijk groter belang van de textielsector, heeft de regering tot op heden nog niet eens één tweehonderdste van de waarde van de staalsubsidies aangewend voor de beloofde herstructurering in de textielsector.

Voor het Waalse staal is het zeer moeilijk een berekening te maken, mijnheer de minister. Ik waag mij daar trouwens niet aan, want het werd zodanig ingewikkeld gemaakt dat niet één mens nog goed kan berekenen hoeveel staalsubsidies er reeds werden verleend. In het overlegcomité tussen de regering en de Vlaamse Executieve is een studiegroep aan het werk om juist uit te rekenen hoeveel er gegeven werd, hoeveel engagementen er nog lopen, tot waar en tot wanneer. Het moet dus wel zeer ingewikkeld zijn.

Afgerond komen wij voor het staal op 200 miljard frank of 10 miljoen per arbeidsplaats. In de textielsector hebben wij 1 miljard, eigenlijk geen steun, maar een voorschot, of 10 000 frank per arbeidsplaats. Dus een verhouding van één tot duizend. De textiel is dan nog zes en een half miljard toegezegd.

In verband met de toezeggingen en niet-gehouden beloften dreigen er heel wat moeilijkheden te ontstaan in bepaalde textielbedrijven omdat men daar op basis van deze beloften en van het textielplan soms belangrijke financiële verbintenissen heeft aangegaan voor de toekomst.

Mijnheer de minister, ik kan u verzekeren dat er in de textielindustrie en vooral op het niveau van de managers, grote verwarring bestaat. Men vreest voor de toekomst, vooral wegens de aangehaalde verbintenissen die niet zullen kunnen worden gehonoreerd, omdat er van regeringswege geen tegenprestatie komt. Dit alles is betreurenswaardig, omdat het gaat om een sector met een hoge tewerkstelling en die sterk exportgericht is.

De heer Bascour, ondervoorzitter, treedt als voorzitter op

Dan is er de steenkolennijverheid, die op één mijn na een zuiver Vlaamse aangelegenheid is. Het exploitatieverlies van de Kempische Steenkoolmijnen bedroeg in 1981 ongeveer 10 miljard frank. Van dit verlies is zowat twee derde te wijten aan de opgelegde prijzenpolitiek die ten goede komt aan de staalnijverheid, zodat uiteindelijk ongeveer 6 miljard van de ingebrachte overheidshulp in feite een verdoken subsidiëring is van het Waalse staal.

Een deel van deze verliezen is te verklaren door het feit dat men deze belangrijke sector jaren aan een stuk heeft verwaarloosd, hoewel het een strategische nijverheid is. De nodige investeringen werden niet gedaan en ook op sociaal vlak werden niet de vereiste maatregelen getroffen. Daarom een laag rendement en een exploitatieverlies dat oploopt tot 10 miljard frank. Dat is inderdaad geen peulschil, maar het is niets in vergelijking met wat jaarlijks verloren gaat in de staalnijverheid.

Tenslotte is er nog de nationale sector van het hol glas of het verpakkingsglas. Deze sector is te herleiden tot één enkel bedrijf, Verlipack, dat voor enkele honderden arbeidsplaatsen reeds meer dan één miljard heeft ontvangen.

Uit dit korte overzicht van de vijf nationale sectoren blijkt duidelijk dat de regering hier een éénrichtingpolitiek voert, waarbij vrijwel alle middelen gaan naar het Waalse staal. Aldus wordt Vlaanderen tweemaal benadeeld. Een eerste maal, omdat de overwegend Vlaamse sectoren nagenoeg niet aan bod komen voor steun en herstructurering, en een tweede maal, omdat door deze politiek Vlaamse gelden massaal worden gedraineerd naar Wallonië, waardoor er voor een eigen Vlaams beleid geen middelen meer ter beschikking blijven.

Deze nadelige gang van zaken dreigt thans te worden bestendigd door de oprichting van een superholding ter financiering van de vijf nationale sectoren en door een koninklijk besluit dat thans in de maak blijkt te zijn tot veralgemeende staatswaarborg.

Omdat bij het beleid ten aanzien van de vijf nationale sectoren de economische doelstellingen moeten wijken voor politieke overwegingen, is het duidelijk dat er van de beoogde herstructureringen weinig of niets in huis zal komen en dat men alleen veel tijd en nog veel meer geld aan het verspillen is. Onze industriële toekomst wordt zwaar gehypothekeerd, omdat er geen middelen meer ter beschikking blijven voor het vernieuwd industrieel beleid dat ons land zo hard nodig heeft. In ieder geval is dit de weg niet die zal leiden naar de uitvoering — ik citeer het verslag van de heer Poullet — «van het zogenaamde allesomvattende plan door de regering uitgewerkt dat, met behoud van de financiële gezondmaking, de deflatie vermijdt, dank zij een economische groei die gebaseerd is op de uitvoer en de industriële investeringen die op hun beurt worden bevorderd door de gezondmaking van de openbare financiën».

Niet alleen mist het thans gevoerde economisch beleid ieder toekomstperspectief, het beantwoordt bovendien niet aan de fundamentele verzuchtingen van de meerderheid in dit land.

De gewestvorming van 1980 met haar onevenwichtige bevoegdheidsverdeling en versnippering op het sociaal-economisch vlak is een misbaksel en leidt tot economische inefficiëntie en immobilisme.

Om een samenhangend en economisch verantwoord beleid te kunnen voeren, moet het hele industriële beleid worden gefederaliseerd. Daar een goed beleid samengaat met verantwoordelijkheid, betekent dit voor ons dat ook alle financiële en fiscale bevoegdheden moeten worden overgedragen naar de gemeenschappen. Pas dan zal een zinnig beleid mogelijk worden. *(Applaus op de banken van de Volksunie.)*

M. le Président. — La parole est à M. Paque.

M. Paque. — Monsieur le Président, mes chers collègues, mesdames, messieurs, comme l'a souligné en commission dans son exposé introductif le Vice-Premier ministre et ministre des Finances la présentation et la discussion du budget des Voies et Moyens constituent traditionnellement le temps fort de l'année parlementaire.

Nous pouvons également considérer que, dans l'esprit du gouvernement, ce projet de budget est la seconde phase du plan conditionné par la dévaluation décidée il y a déjà quelques mois.

En effet, et ce sera là ma première critique, il ne fait pas de doute que la dévaluation, qui avait été présentée comme une nécessité absolue, est loin d'avoir les effets bénéfiques escomptés. Elle engendre, dans plusieurs secteurs, des handicaps complémentaires.

Nous pouvons nous étonner de la différence de discours que tient le ministre des Finances. En effet, immédiatement après la dévaluation, il a indiqué que celle-ci servirait de coup de fouet immédiat à notre économie. Actuellement, dans son discours à la commission des Finances, il a reconnu que la dévaluation n'aurait pas immédiatement des effets positifs mais qu'au contraire des conséquences sont plutôt négatives à court terme.

Par ailleurs, les mesures d'accompagnement de la dévaluation ont été très diversement appliquées. Si la non-indexation des salaires est une réalité tangible pour l'ensemble des travailleurs, le blocage des prix se révèle, de plus en plus, comme un principe démuni d'effets, sauf pour les consommateurs qui se rendent tous les jours compte de l'augmentation du coût de la vie.

Il est bien évident — et la lecture du projet de budget le démontre encore aujourd'hui — que la volonté du gouvernement est de reconstituer le bénéfice des entreprises. On espère ainsi qu'elles voudront bien réinvestir et, par là, embaucher afin d'enrayer la crise qui pèse sur notre pays.

On peut pourtant douter de l'efficacité de ces mesures, par exemple dans le domaine de la construction, lorsqu'on voit, d'une part,

les taux d'intérêt élevés et, d'autre part, la réduction brutale du pouvoir d'achat.

Dès lors, le gouvernement qui avait jugé les mesures antérieures insuffisantes introduit maintenant des réductions de la TVA qui se révéleront inefficaces.

Nous pouvons voir là que le gouvernement préfère la poudre aux yeux plutôt que de s'attaquer véritablement aux taux d'intérêt pratiqué par les grandes banques.

L'étude du budget met à jour la volonté de transférer les difficultés budgétaires vers les groupes sociaux les plus faibles. On constate immédiatement qu'il y a un alourdissement important du prélèvement à charge des ménages. Faut-il rappeler qu'il y a une perte du pouvoir d'achat de 2,5 p.c. pour ceux qui ne bénéficient que du salaire minimum garanti? Ce taux monte à 6,1 p.c. pour ceux qui gagnent le double, c'est-à-dire la moyenne de la population.

En outre, cette situation est aggravée par de nombreux transferts financiers vers les ménages tels que, par exemple, tarifications plus élevées dans les PTT ou les transports, ticket modérateur, révision des dossiers de maladies professionnelles, etc.

Un autre exemple est la réduction, particulièrement forte, des pensions tant dans le secteur privé que dans le secteur public. Ainsi, le projet de pension dans le secteur privé supprimerait la prépension et instaurerait la pension à 60 ans pour les hommes à partir du 1er janvier 1983. Un prépensionné peut toucher jusqu'à 30 000 francs par mois. Un pensionné isolé ne peut guère espérer plus de 20 000 francs.

Il résulterait de ces mesures la perte, pour certains, d'un tiers de leurs revenus!

Les invalides pensionnés et tous ceux qui bénéficient d'une pension supérieure à 28 848 francs pour un ménage devront payer une cotisation de pension. Celle-ci sera égale à la moitié de la cotisation versée chaque mois par les travailleurs du même secteur, soit 3,12 p.c.

Il est remarquable de constater que dans le secteur de la sécurité sociale, le gouvernement a véritablement repris d'une main ce qu'il donne de l'autre. En effet, le ticket modérateur est plus que doublé pour une consultation chez un généraliste. Pour les soins de kinésithérapie ou de physiothérapie, le remboursement n'atteindra plus que 50 p.c. du prix des prestations.

Il existe également un transfert vers le secteur des communes et CPAS. Les communes, par le peu d'accroissement du Fonds des communes, se voient pratiquement livrées à la faillite. Il y a lieu de constater que l'Etat tarde exagérément à verser aux communes des impôts qui leur sont dus. Aucune mesure n'est prévue pour améliorer ce fonctionnement.

D'autre part, les relations financières entre les communes et les CPAS deviennent de plus en plus insoutenables en raison de l'incurie étatique.

Il en va de même de la subsidiation du déficit des hôpitaux et de la prise en charge du minimex.

Mais il est particulièrement édifiant de comparer les charges de la Région wallonne par rapport au budget qui lui a été alloué. Le fait de ne concéder aux régions que la dotation financière minimum à l'exclusion des ristournes fiscales va limiter les possibilités d'action à la gestion de la dette du passé puisque la dotation étatique est égale à 18,4 milliards et le déficit à 12,2 milliards.

Il y a lieu de constater que l'Etat veut mettre en échec, par la voie budgétaire, toute forme de régionalisation. Si l'Exécutif wallon dépasse le niveau budgétaire alloué, il se verra reprocher d'être une source de dépenses supplémentaires. S'il est empêché de remplir sa mission, d'aucuns en profiteront pour alléguer de son inutilité.

Nous pouvons remarquer qu'en cinq mois de gouvernement, les libéraux et le PSC ont démontré qu'ils entendaient faire peser de la manière la plus dure le poids de la crise sur les personnes qui ont vécu ou vivent de leur travail. D'une part, la dévaluation a raboté très sensiblement leur pouvoir d'achat. D'autre part, ce budget vise à réduire tous les revenus de remplacement, à bloquer les salaires et à augmenter les charges.

A ce tableau pessimiste, il faut ajouter l'emballement de la hausse des prix que le blocage dit sélectif ne pourra empêcher.

Nous pouvons hélas craindre également que la volonté du gouvernement soit d'étrangler toute régionalisation afin de permettre au CVP ainsi qu'à ses alliés objectifs de garder la mainmise sur l'ensemble du pays.

Nous devons craindre plus encore d'autres ponctions tout aussi injustes et tout aussi inadéquates pour les prochaines années. Celles-ci risquent de rendre la crise encore plus pénible aux petits et aux moyens revenus alors que les grandes entreprises pourront augmenter leurs bénéfices sans qu'aucune mesure de contrainte ne leur soit appliquée. *(Applaudissements sur les bancs socialistes.)*

De Voorzitter. — Hiermede zijn wij aan het einde gekomen van onze werkzaamheden voor vandaag.

VOORSTEL VAN WET — PROPOSITION DE LOI

Indiening — Dépôt

De Voorzitter. — De heer Uyttendaele heeft ingediend een voorstel van wet houdende wijziging van artikel 70*bis* van de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedebouw.

M. Uyttendaele a déposé une proposition de loi modifiant l'article 70*bis* de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme.

Dit voorstel van de wet zal worden vertaald, gedrukt en rondgedeeld.

Cette proposition de loi sera traduite, imprimée et distribuée.

Er zal later over zijn inoverwegingneming worden beslist.

Il sera statué ultérieurement sur sa prise en considération.

Le Sénat se réunira demain, jeudi 27 mai 1982, à 15 heures.

De Senaat vergadert opnieuw morgen, donderdag 27 mei 1982, te 15 uur.

La séance est levée.

De vergadering is gesloten.

(La séance est levée à 19 h 40 m.)

(De vergadering wordt gesloten te 19 u. 40 m.)

36.045 — E. Guyot, SA, Bruxelles

1102